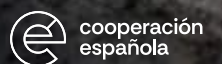


RAPPORT AECID

2023



MINISTERIO
DE ASUNTOS EXTERIORES, UNIÓN EUROPEA
Y COOPERACIÓN





CONTENUS

LETTRE DU DIRECTEUR 4

PRINCIPAUX OBJECTIFS 6

INTRODUCTION 8

DONNÉES EN UN COUP D'ŒIL (ANNEXE 1) ... 12

ZONES D'ACTION 18

AFRIQUE SUBSAHARIENNE 20

MONDE ARABE ET ASIE 28

PAYS ANDINS ET CÔNE SUD 34

AMÉRIQUE CENTRALE, MEXIQUE

ET CARAÏBES 38

DOMAINES SPÉCIFIQUES 44

ACTION HUMANITAIRE 46

ONGD 52

COOPÉRATION SECTORIELLE 56

ACTION CULTURELLE ET SCIENTIFIQUE ... 62



INSTRUMENTS / MODALITÉS..... 70

FONDS DE COOPÉRATION POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT	72
COOPÉRATION FINANCIÈRE	76
COOPÉRATION MULTILATÉRALE	80
COOPÉRATION DÉLÉGUÉE	84
COMMUNICATION.....	88
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	90

SUR QUELS ODD AVONS-NOUS UN IMPACT ?..... 92



LETTRE DU DIRECTEUR

Antón Leis García, *Directeur de l'AECID*

L'année 2023 a sans aucun doute été une année décisive pour la coopération espagnole et pour l'AECID, son principal instrument. Une année au cours de laquelle des réformes attendues depuis longtemps ont été mises en œuvre et où nous avons posé les bases d'une nouvelle étape plus ambitieuse, plus stratégique et capable de répondre efficacement aux défis actuels et futurs.

L'un des événements marquants a été l'adoption, en février, de la loi 1/2023 sur la coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale. Cette norme, fruit d'un très large consensus politique et social et d'un processus hautement participatif, met à jour le cadre juridique en vigueur depuis 1998 et redéfinit les principes, les objectifs et les outils de la politique publique de coopération, à un moment précisément où la coopération et la solidarité internationales sont plus nécessaires que jamais. Cette loi place la lutte contre la pauvreté et les inégalités, les iné-

galités entre les sexes, le respect des droits humains et la préservation de notre planète au cœur de l'action extérieure de l'Espagne.

L'AECID a joué un rôle actif tant dans la conception que dans la mise en œuvre initiale de cette loi. De l'élaboration de son futur statut, qui modernisera son fonctionnement interne, à l'adaptation progressive de ses programmes et instruments aux nouveaux principes et priorités stratégiques. Tout cela sans pour autant négliger ses missions fondamentales en matière de coopération au développement,



“ Nous continuerons à croître, en mettant en place une coopération plus stratégique, plus efficace et plus transformatrice. Une coopération qui, fidèle aux valeurs de la citoyenneté espagnole, continue à œuvrer pour un monde plus juste, plus durable et en paix.

d'action humanitaire, d'éducation à la citoyenneté mondiale ou d'action culturelle.

Après une nouvelle augmentation de notre budget, qui a pratiquement doublé par rapport à 2021, nous avons continué en 2023 à travailler en coordination avec nos partenaires dans plus de 30 pays, depuis nos bureaux de la coopération espagnole et nos centres culturels et de formation, et nous avons renforcé la dimension multilatérale et européenne de notre action. Nous avons également encouragé une plus grande intégration des approches en matière de durabilité environnementale, d'inclusion sociale et d'innovation numérique dans nos interventions.

L'AECID a également mené des initiatives à forte visibilité internationale, telles que le Forum de Carthagène des Indes sur la santé mondiale, au cours duquel le ministre des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération a annoncé l'engagement de

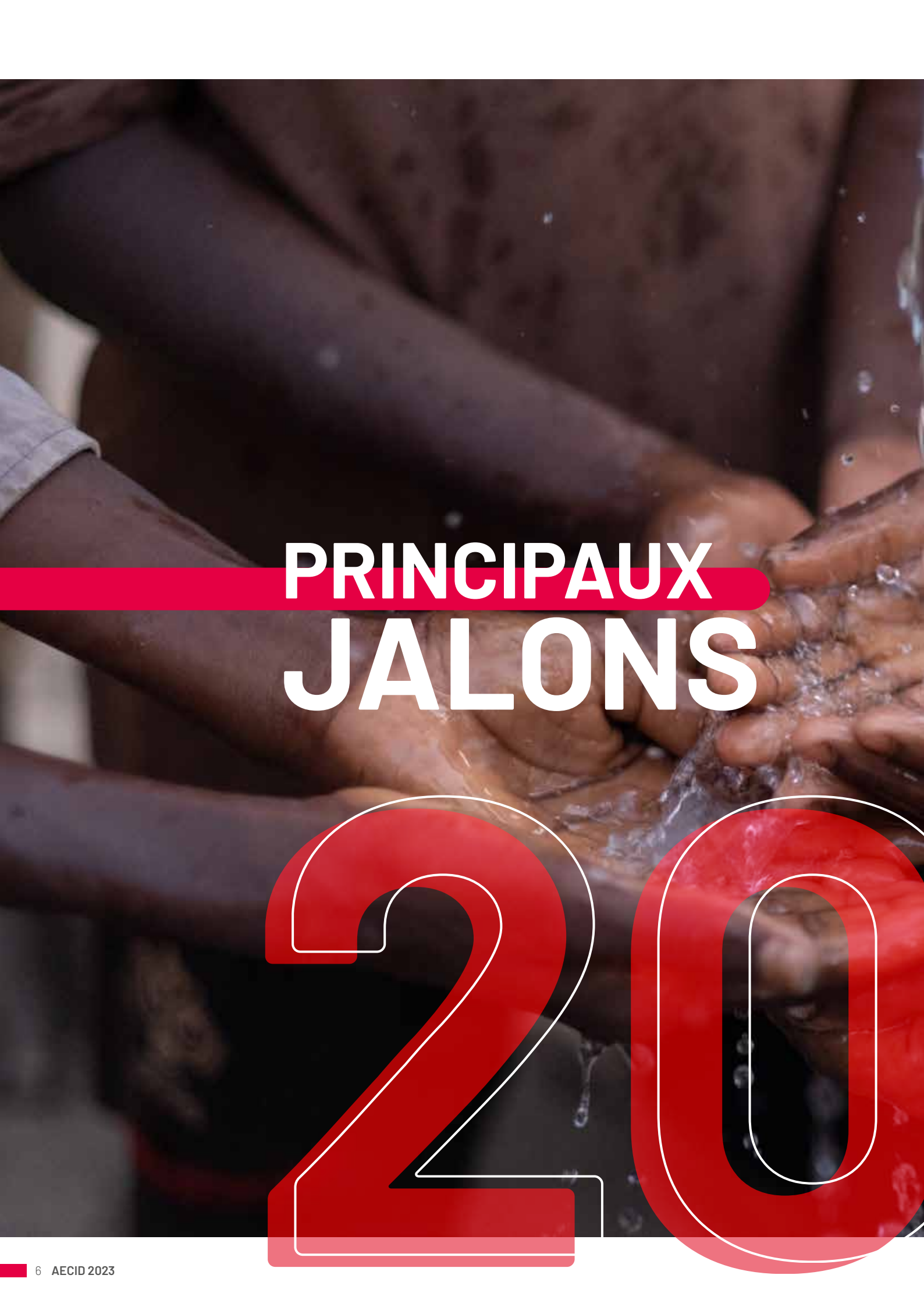
l'Espagne à mener, avec ses partenaires multilatéraux, une initiative visant à éliminer le cancer du col de l'utérus. Nous avons participé activement à la présidence espagnole du Conseil de l'UE, en renforçant les alliances avec l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie, et nous avons élargi notre réponse humanitaire face aux crises dans des régions telles que l'Ukraine, la Palestine, le Sahel ou la Corne de l'Afrique. En février 2023, nous avons déployé le fleuron de notre coopération, l'hôpital de l'équipe START de l'AECID, dans le sud de la Turquie afin de venir en aide aux victimes du terrible tremblement de terre.

Cette année a également été marquée par d'importants investissements dans les jeunes talents et la professionnalisation, avec davantage d'offres d'emploi au siège et sur le terrain, et le renforcement des programmes de stages, de bourses et de lectorats. Parce que nous savons qu'une coopération moderne exige de renouveler les compétences, d'attirer de nouveaux pro-

files et d'offrir des opportunités à ceux qui souhaitent contribuer à un monde plus juste, plus durable et plus pacifique à travers le service public.

Les progrès réalisés en 2023 ont été rendus possibles grâce aux efforts de toute l'équipe de l'Agence, tant au siège que sur le terrain, et à la collaboration avec nos partenaires internationaux et espagnols : gouvernements et administrations, organismes multilatéraux, société civile, universités et acteurs sociaux. La transformation que nous avons engagée est une tâche collective qui se poursuivra en 2024 avec l'adoption d'un nouveau statut pour l'AECID et la mise en œuvre complète du plan directeur 2024-2027.

Ce rapport témoigne du chemin parcouru. Il reflète l'effort collectif, les enseignements tirés et la détermination avec laquelle nous abordons une nouvelle étape pour la coopération espagnole.



PRINCIPAUX JALONS

20





INTRODUCTION

2023

En 2023, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) a réalisé des progrès significatifs dans divers domaines géographiques et thématiques, consolidant ainsi son engagement en faveur du développement durable et de la solidarité mondiale.

La loi 1/2023 sur la coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale a confirmé la région de l'**Afrique subsaharienne** comme une priorité stratégique en raison des défis majeurs auxquels elle est confrontée en matière de pauvreté et d'inégalités. Dans cette région, l'AECID a concentré ses efforts sur des programmes régionaux tels que ceux de la CEDEAO et de l'AUDA-NEPAD, ainsi que sur des programmes bilatéraux au Mali, au Niger, au Sénégal, au Cap-Vert, en Éthiopie, au Mozambique et en Guinée équatoriale, en mettant particulièrement l'accent sur les pays particulièrement touchés par la crise alimentaire mondiale. En Éthiopie, le soutien au Fonds

commun du Programme de résilience des systèmes alimentaires s'est poursuivi et un nouveau projet bilatéral visant à renforcer les politiques du ministère de l'Agriculture a été approuvé, dans le but d'améliorer la productivité agricole et la pisciculture. L'AECID s'est également jointe au dialogue national en Éthiopie dans le cadre d'un programme du PNUD.

La promotion de l'accès universel aux systèmes de santé était un objectif clé dans plusieurs pays. Au Mozambique, la collaboration avec la Fondation Manhica, leader dans la recherche biomédicale, et avec le Fonds commun de santé (PROSAUDE) s'est poursuivie activement. Au Mali, le soutien au ministère de la Santé à Kayes s'est poursuivi et la quatrième phase du programme de santé sexuelle et reproductive a été mise en œuvre. Le Programme de médecine spécialisée a poursuivi la mise en œuvre de projets au Niger, au Mali, au Mozambique et en Éthiopie. En Guinée équatoriale, le soutien apporté au ministère de la Santé et des Affaires sociales s'est poursuivi dans le domaine de la lutte contre les maladies infectieuses et de l'amé-

lioration de la gestion hospitalière. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, des filles et des adolescentes ont constitué un axe transversal et un secteur prioritaire, comme dans le cadre de la collaboration entre l'AECID et l'AUDA NEPAD et des interventions en faveur de l'autonomisation et de l'indépendance économique des femmes au Cap-Vert.

Dans le **monde arabe et en Asie**, un événement marquant a été la création du Bureau de coopération espagnol à Tunis le 9 mai 2023 par le décret royal 343/2023, dans le but de renforcer le programme de coopération existant dans le pays. L'engagement envers la Palestine a été considérablement renforcé, avec un triplement de l'aide humanitaire et de la coopération au développement officielles acheminées en 2022. L'aide conjointe du MAUC et de l'AECID à la Palestine a atteint **50 millions d'euros en 2023**, ce qui représente la plus forte augmentation de l'aide bilatérale accordée à un pays partenaire au cours de la dernière décennie. Le processus de réflexion sur l'avenir du programme régional Masar s'est poursuivi, en vue de lancer une mise à jour en

66 L'équipe humanitaire START a installé un hôpital en Turquie qui a pris en charge 7 387 personnes en 45 jours, ainsi qu'un module d'approvisionnement en eau et d'assainissement au Maroc en réponse au tremblement de terre.

2024, et un séminaire réunissant des experts internationaux sur la coopération au développement en Méditerranée a été organisé. Les partenariats stratégiques avec des organisations méditerranéennes clés telles que la Casa Árabe, la Casa Mediterráneo, l'Union pour la Méditerranée et la Fondation Anna Lindh ont été renforcés.

Dans les **pays andins et du Cône Sud**, les grands enjeux stratégiques tels que l'égalité des sexes, la santé, la gouvernance démocratique, les droits des peuples autochtones et afro-descendants, et la formation professionnelle pour l'inclusion socio-économique des jeunes vulnérables, sont restés au centre des préoccupations.

Le premier projet d'écoles-ateliers a été élaboré et financé au Costa Rica en 2023. En Équateur, l'accent a été mis sur la lutte contre la violence sexuelle, et les droits des personnes LGTBIQ+ ont également été soutenus auprès des communautés d'accueil à Quito et Cuenca. En Bolivie, le projet « Accès à la justice pour tous et réforme du système » a été lancé dans le but de garantir l'égalité d'accès à la justice. Ce projet, qui regroupe plusieurs en-

tités boliviennes, se déroulera de 2021 à 2025. En outre, un projet de « gestion communautaire du feu » a été mis en œuvre dans la Chiquitanía, le Chaco et le Pantanal bolivien, axé sur la réduction des risques, la résilience climatique et la conservation de la biodiversité. En Colombie, un projet de coopération déléguée mené par l'AECID a été lancé afin de renforcer la prévention des violences sexistes et la prise en charge des filles, des femmes et des personnes LGTBIQ+. Le soutien à la consolidation de la paix s'est poursuivi avec un projet destiné à l'Unité de recherche des personnes disparues. Au Venezuela, des projets ont été approuvés avec la FAO pour développer des systèmes agroalimentaires locaux résilients et avec le HCDH pour la promotion des droits des peuples autochtones.

Au niveau régional, en **Amérique latine et dans les Caraïbes**, un projet a été lancé afin de renforcer l'influence des organisations de la société civile afro-descendante dans le suivi de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine. En Bolivie, le premier programme de coopération déléguée avec l'UE dans le cadre du Programme indigène a été lancé, le projet « Etseasa Medi », dont l'objectif est de promouvoir la mise en œuvre du droit des peuples autochtones à s'auto-organiser et à définir leurs projets de vie en toute autonomie. Au Pérou, deux subventions ont été accordées pour soutenir la population migrante

vénézuélienne : l'une pour promouvoir l'approche migratoire au sein des gouvernements locaux de Lima et Callao, et l'autre pour favoriser l'intégration par la société civile. Au Paraguay, dans le domaine des droits humains et de la mémoire démocratique, une subvention a été approuvée pour un projet de la Coordinadora de los Derechos Humanos del Paraguay (CODEHUPY) axé sur la mémoire démocratique, les archives et les lieux de résistance. Un autre projet remarquable au Paraguay concernait la prévention et l'amélioration de la prise en charge des enfants et adolescents victimes de traite. Un autre projet remarquable au Paraguay concernait la prévention et l'amélioration de la prise en charge des enfants et adolescents victimes de traite.

Le Bureau de l'**action humanitaire** a connu une année intense, marquée par les déploiements de l'équipe START (Spanish Technical Aid Response Team). Après les tremblements de terre qui ont frappé la Turquie et la Syrie en février 2023, l'hôpital de campagne EMT-2 START a été déployé à Arsuz, en Turquie, où il a pris en charge 7 387 personnes en 45 jours, avec la participation de 195 personnes déployées. En réponse au tremblement de terre qui a frappé le Maroc en septembre, START a déployé un module dédié à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, installant des usines de potabilisation, dont certaines alimentées à l'énergie solaire.





GAZA, CATASTROPHE HUMANITAIRE SANS PRÉCÉDENT

La Palestine a toujours été une priorité pour l'action humanitaire espagnole, avec des interventions axées sur la sécurité alimentaire et la protection, en particulier pour les personnes menacées de déplacement en Cisjordanie et les victimes de violence sexuelle à Gaza et à Jérusalem-Est.

En 2023, le Bureau d'action humanitaire (OAH) a concentré tous ses efforts extraordinaires sur la Palestine, en réponse à la catastrophe humanitaire sans précédent provoquée à Gaza par l'offensive militaire israé-

lienne après les attentats du 7 octobre. Cet effort s'est traduit, dans un premier temps, par une augmentation importante du financement : la prévision initiale de 4 millions d'euros a été portée à 10,63 millions. Sur ce montant, 2 millions ont été alloués à l'UNRWA, qui a reçu un total de 8,75 millions de l'AECID. En additionnant les fonds de l'ensemble de l'administration générale de l'État, la contribution totale à cette agence s'est élevée à 19,5 millions d'euros.

Parallèlement, l'Espagne a profité de sa présidence du groupe

COHAFA du Conseil de l'Union européenne au cours du second semestre 2023 pour faire de la crise à Gaza une priorité européenne. En coordination avec la Commission européenne et d'autres institutions, des messages communs sur la situation humanitaire dans la bande de Gaza ont été diffusés, approuvés le 20 octobre. La cellule de réponse politique intégrée aux crises (IPCR) a également été activée afin d'assurer un suivi continu de la situation d'urgence en Palestine.



“ En Palestine, l'aide humanitaire et la coopération au développement officielles ont triplé.

Le département ONGD a continué à gérer le financement des organisations non gouvernementales de développement, acteurs clés pour la complémentarité. En février

2023, la résolution prévoyant l'organisation d'appels à projets annuels sur une base concurrentielle a été publiée, après la mise en œuvre du nouveau règlement en 2022.

Dans le domaine de la **coopération multilatérale et avec l'Union européenne**, le département concerné (DCMUE) a apporté une contribution totale de 136 millions d'euros à 18 organismes, élargissant ainsi ses contributions à des initiatives mon-

diales dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. La présidence espagnole de l'UE a renforcé la présence européenne en Amérique latine et dans les Caraïbes et a consolidé la stratégie Global Gateway, à laquelle contribue l'AECID. Six programmes de l'AECID en Bolivie, au Sénégal, au Paraguay, au Honduras, en République dominicaine et au Brésil ont été inclus dans la liste des 138 projets phares

approuvés en novembre 2023 pour 2024.

Tout au long de l'année 2023, le **Département de coopération sectorielle** de l'AECID a continué à fournir un soutien technique spécialisé aux différents domaines de l'Agence, tout en renforçant les bases d'un travail plus coordonné dans le cadre de partenariats stratégiques. En particulier, l'impulsion donnée aux partenariats public-privé pour le développement (APPD), composés de divers acteurs de la coopération internationale pour le développement, a été renforcée.

Tant l'appel à actions innovantes que les APPD visaient à soutenir les partenaires de l'AECID dans leur réponse aux effets de la pandémie et dans l'adaptation de leurs politiques publiques.

En 2023, l'appel à projets annuel, destiné aux secteurs entrepreneurial, universitaire, de la recherche et social, avait pour objectif le cofinancement d'actions axées sur l'innovation, conformément aux défis de l'Agenda 2030. Il comprenait également des initiatives visant à générer des connaissances, des recherches et des études destinées à renforcer les capacités tant de l'AECID que d'autres acteurs de la coopération espagnole.

Il convient de souligner que l'appel à projets de coopération au développement dans le domaine de l'innovation disposait en 2023 d'un budget de 9 millions d'euros.

Pour sa part, la **Direction de l'action culturelle et scientifique** a concentré ses efforts sur la mise à jour de la Stratégie pour la culture et le développement, en l'alignant sur la loi 1/2023 et la Déclaration MONDIACULT de l'UNESCO. Le réseau des ambassades espagnoles a intensifié son programme culturel et scientifique, en particulier pendant la présidence espagnole de l'UE, en organisant plus de 150 activités culturelles pour un investissement de 1,1 million d'euros. La diplomatie scientifique a également été très active, avec la coorganisation de la première conférence européenne

et la participation à celle organisée dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, soit un total de 3 500 activités au sein du réseau des ambassades. Le réseau des centres culturels de la coopération espagnole s'est renforcé avec deux nouveaux bureaux de la coopération espagnole au Guatemala et au Panama. Ces centres ont organisé plus de 5 300 activités culturelles avec un budget de 6,6 millions d'euros, rassemblant près de 1 300 000 personnes et travaillant sur des approches transversales telles que l'inclusion et l'environnement. L'AECID a approuvé des appels à projets dans les domaines de la formation, de la création artistique et de la promotion de l'espagnol pour un montant de 11,2 millions d'euros, soit une augmentation de 9,6 % par rapport à l'année précédente. Quatorze nouveaux lectorats ont été créés et douze accords ont été signés pour de nouveaux postes.

Plus de 5 300 événements culturels ont été organisés tout au long de l'année, rassemblant près de 1 300 000 personnes.

Enfin, le **Fonds de coopération pour l'eau et l'assainissement** (FCAS) a connu un tournant décisif en recevant 10 millions d'euros supplémentaires provenant de nouveaux dons, qui s'ajoutent aux 800 millions initiaux, pour quatre programmes en Bolivie, au Guatemala, au Mexique et au Honduras, axés sur les zones rurales et l'environnement. Le FCAS a participé activement à des événements clés tels que la Conférence mondiale de l'ONU sur l'eau et la Conférence des directions et autorités ibéro-américaines de l'eau (CODIA), en promouvant l'Agenda de l'eau et en approfondissant la mise en œuvre des droits humains à l'eau et à l'assainissement et leurs approches transversales.

“ Le Fonds pour l'eau de la Coopération espagnole a reçu 10 millions d'euros supplémentaires en 2023 pour de nouveaux programmes ruraux en Bolivie, au Guatemala, au Mexique et au Honduras. ”



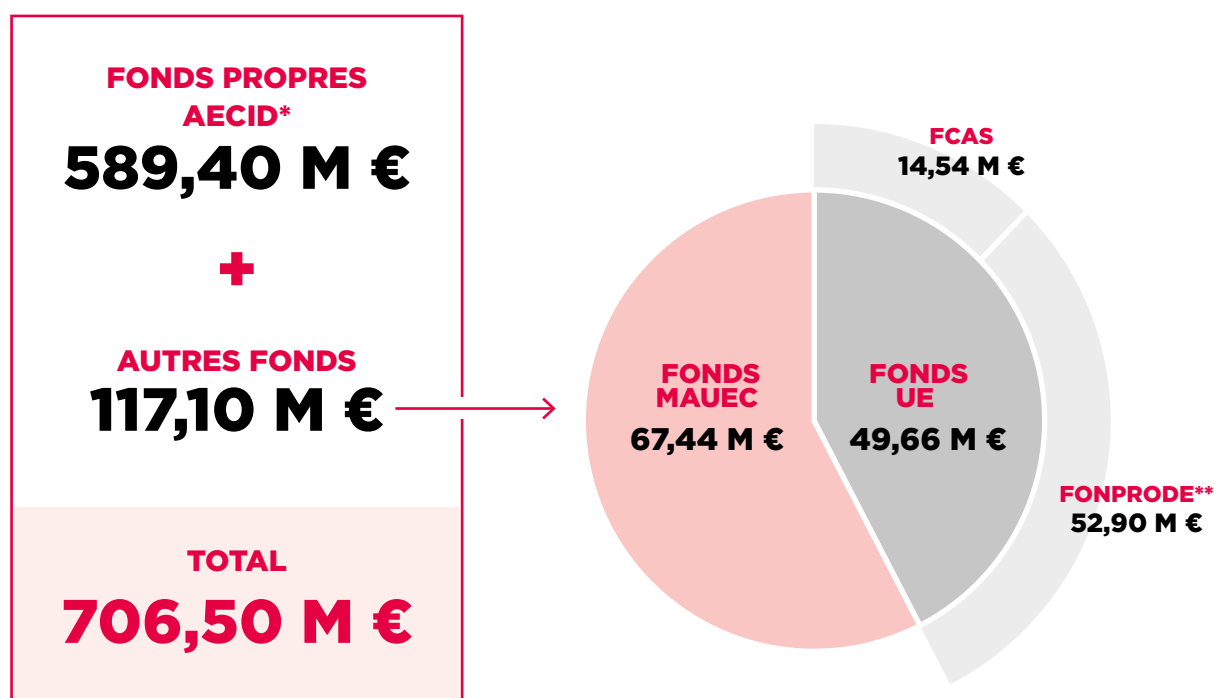
Valle de Comayagua, Honduras

DONNÉES EN UN COUP D'ŒIL

Voici les faits marquants de l'activité de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement en 2023.

Les données recueillies dans ce document sont provisoires, dans l'attente de l'audit public des comptes de l'AECID correspondant à l'année 2023.

PROVENANCE DES FONDS



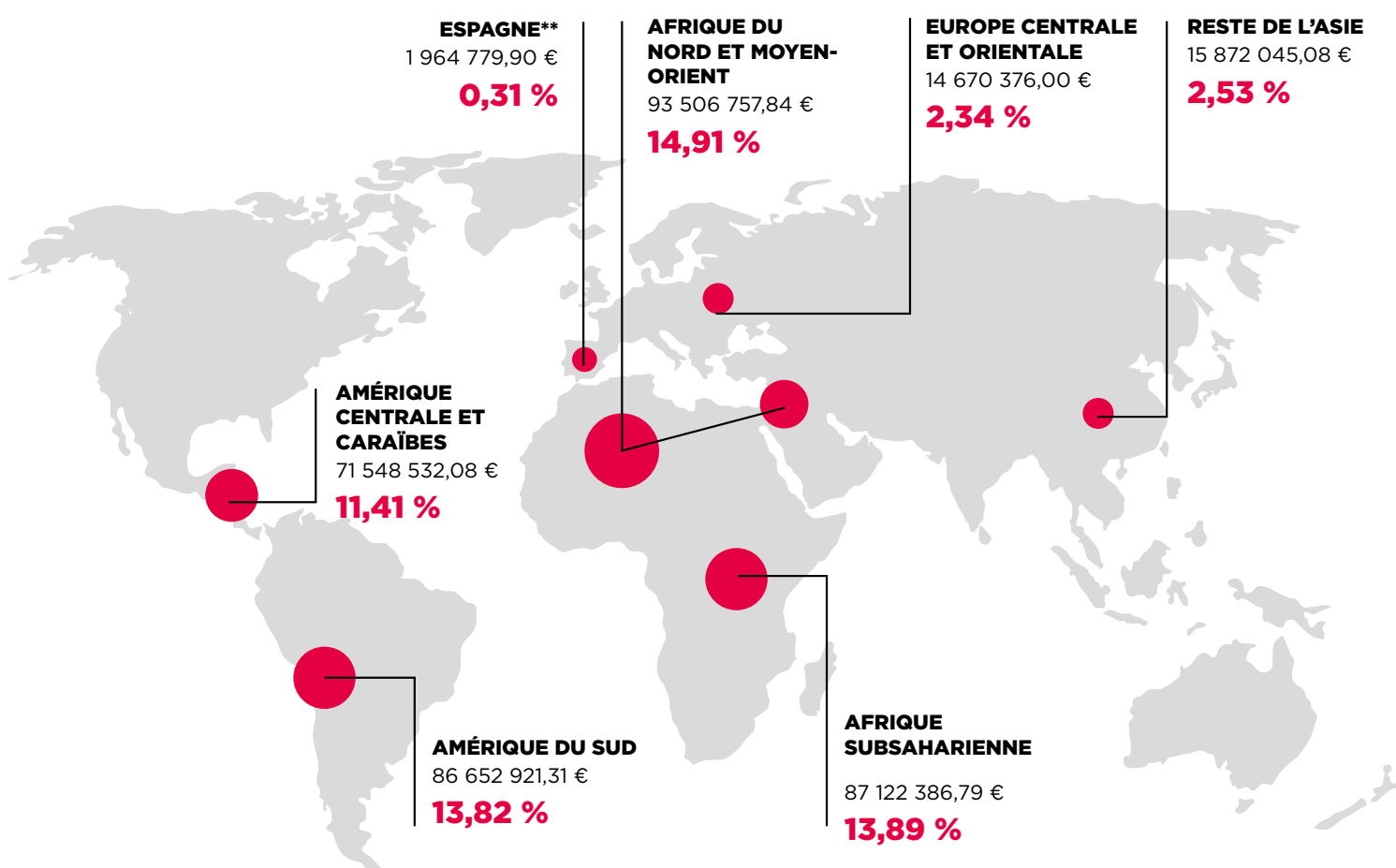
* Comprend 2,06 millions d'euros de fonds des communautés autonomes destinés à l'action humanitaire, intégrés au budget propre de l'AECID.

** FONPRODE : APD versée

DISTRIBUTION PAR RÉGION

Aide publique au développement (APD) équivalente à une subvention gérée par l'AECID en 2023 (y compris les fonds délégués*)

627,11 M €



NON DISTRIBUTABLE PAR PAYS

Afrique régionale	Amérique régionale	PVD indéterminé
5 211 616,00 €	25 972 452,46 €	150 545 291,69 €
0,83 %	4,14 %	24,01 %

FRAIS DE FONCTIONNEMENT***

73 955 486,84 €
11,79 %

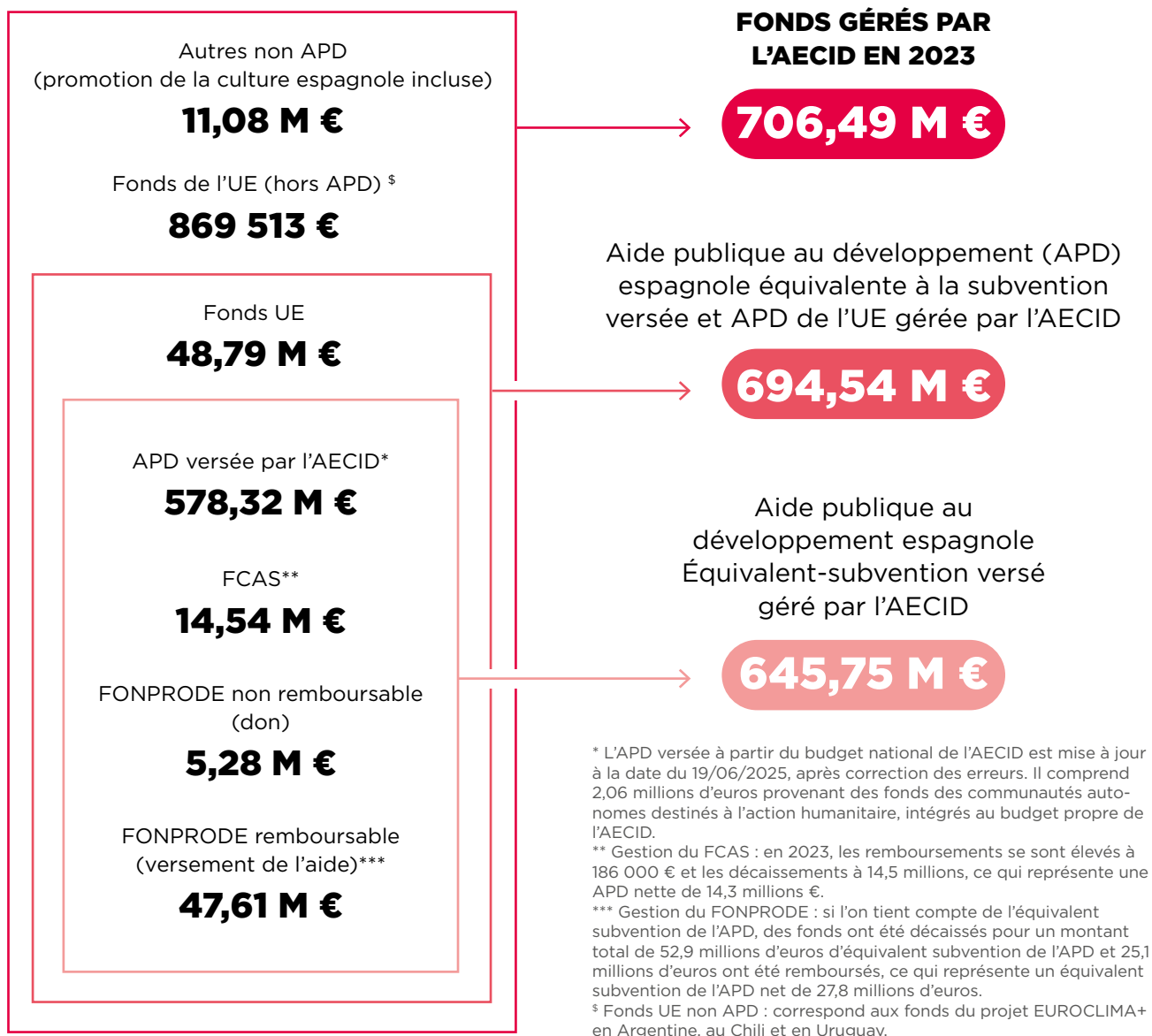
* Les données de FONPRODE ne sont pas incluses car elles ne figurent pas dans les systèmes d'information de l'AECID

** En Espagne, des actions de sensibilisation sont incluses

*** Ce tableau comprend une répartition séparée des frais de fonctionnement

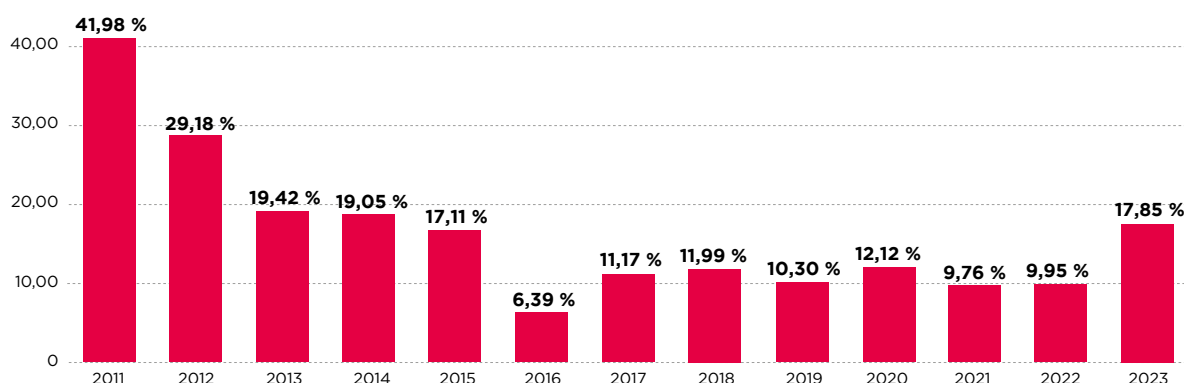
DISTRIBUTION DES FONDS

Répartition des fonds gérés par l'AECID en 2023



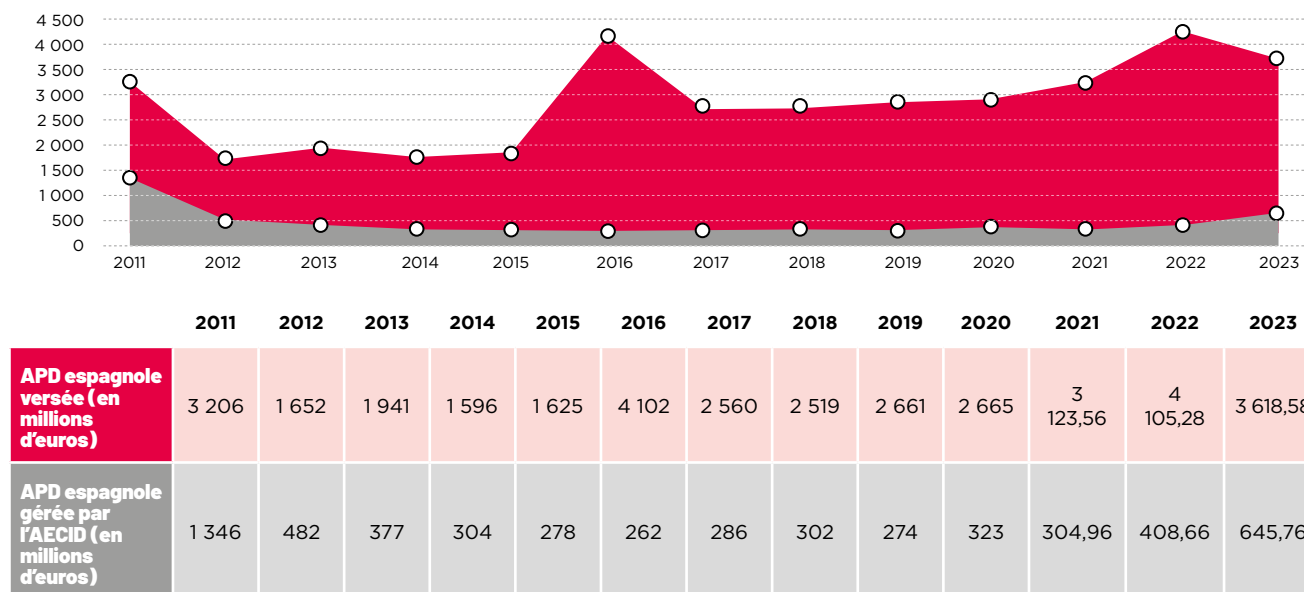
POURCENTAGE

Pourcentage de l'APD gérée par l'AECID / APD versée par l'Espagne



ÉVOLUTION

Évolution comparative de l'APD de la CE et de l'APD espagnole gérée par l'AECID (en millions d'€)

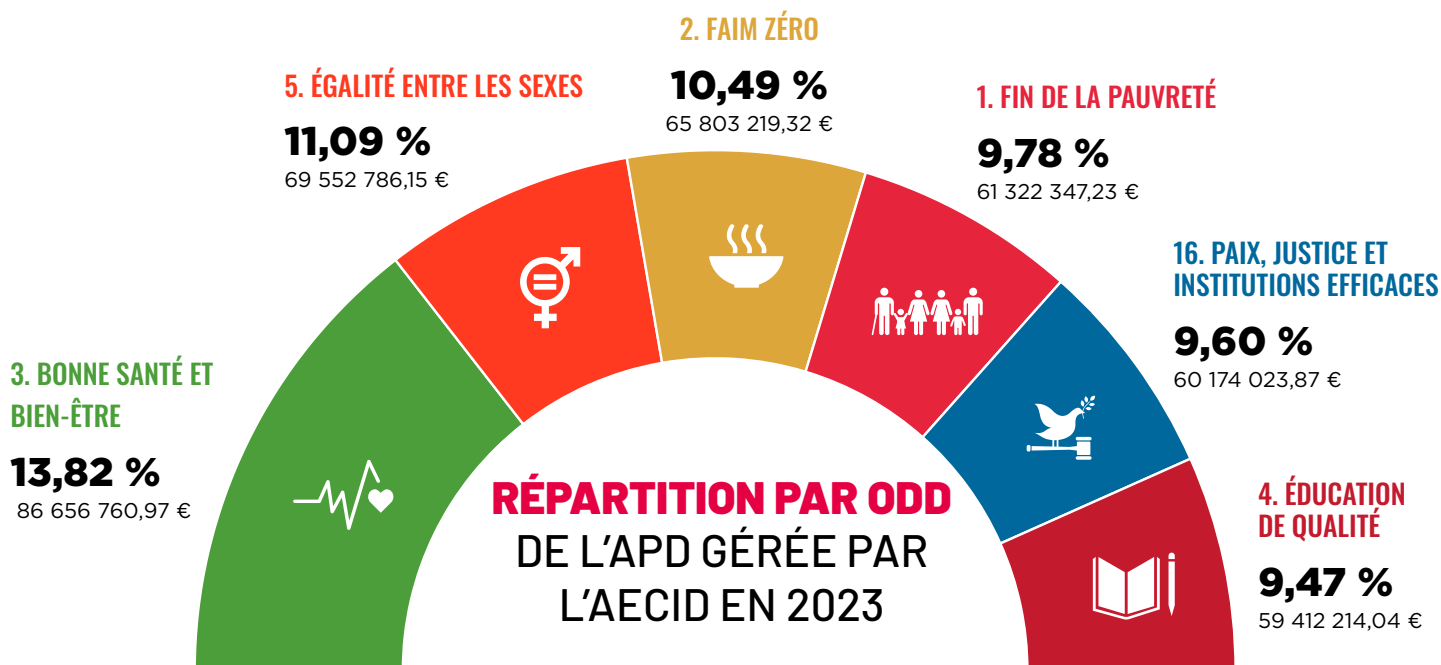


Source : élaboration propre à partir des données des rapports de suivi de l'APD espagnole 2007-2023 et des systèmes d'information de l'AECID.

Remarque : les données relatives à l'aide publique au développement (APD) versée à partir du budget national de l'AECID sont à jour au 19/06/2025.

* 2016 : opérations de dette de Cuba : 1,910 milliard d'euros

** Depuis 2018, la méthode de comptabilisation de l'APD a été modifiée. Les données sont présentées en équivalent subvention



(Y compris les fonds délégués) (*)(**)

AUTRES ODD	86 656 760,97 € 13,82 %	ODD NON SPÉCIFIÉ	21 409 719,74 € 3,41 %	FRAIS DE FONCTIONNEMENT	73 955 486,84 € 11,79 %
-------------------	-----------------------------------	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------	-----------------------------------

* Les données de FONPRODE ne sont pas incluses car elles ne figurent pas dans les systèmes d'information de l'AECID

** Ce tableau comprend une distribution séparée des frais de fonctionnement.



AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)

Aide publique au développement (APD)
équivalente à une subvention destinée à l'action
humanitaire en 2023 ^(*) ^(**)

**APD AH gérée par l'AECID
(fonds propres) [§]**

124 515 487,75 €

**APD AH gérée par l'AECID
(y compris les fonds délégués)**

125 460 307,46 €

* Les données de FONPRODE ne sont pas incluses car elles ne figurent pas dans les systèmes d'information de l'AECID

** L'APD versée à partir du budget national de l'AECID est mise à jour à la date du 19/06/2025, après correction des erreurs.

[§] Comprend 2,06 millions d'euros provenant des fonds des communautés autonomes destinés à l'action humanitaire, intégrés au budget propre de l'AECID.

DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DE L'AIDE

Répartition géographique de l'aide publique au développement (APD)
Équivalent-subsvention géré par l'AECID destiné à l'action humanitaire
en 2023 (y compris les fonds délégués) ^(*) ^(**) (\$)

Afrique subsaharienne	26 736 570,71 €	21,31 %
Amérique centrale et Caraïbes	9 433 883,15 €	7,52 %
Amérique du Sud	20 952 236,00 €	16,70 %
Amérique régionale	710 428,99 €	0,57 %
Europe centrale et orientale	8 286 852,20 €	6,61 %
Afrique du Nord et Moyen-Orient	40 748 324,59 €	32,48 %
PVD indéterminé	11 642 342,52 €	9,28 %
Reste de l'Asie	6 949 669,30 €	5,54 %
Total général	125 460 307,46	100,00 %

* Les données de FONPRODE ne sont pas incluses car elles ne figurent pas dans les systèmes d'information de l'AECID

* L'APD versée à partir du budget national de l'AECID est mise à jour à la date du 19/06/2025, après correction des erreurs.

§ Comprend 2,06 millions d'euros provenant des fonds des communautés autonomes destinés à l'action humanitaire, intégrés au budget propre de l'AECID.

APD DESTINÉE À L'ACTION HUMANITAIRE

Comparaison entre la Coopération espagnole et
l'AECID 2023

		% de l'APD consacrée à l'action humanitaire sur le total de l'APD versée
Total APD de la coopération espagnole (nette)	3 591 839 116,09 €	
Total de l'APD de la coopération espagnole consacrée à l'ACTION HUMANITAIRE	214 240 013,24 €	5,96 %
Total de l'APD versée à partir du budget national de l'AECID ^(*) ^(§)	578 318 091,69 €	
Total des fonds décaissés par l'AECID destinés à l'ACTION HUMANITAIRE ^(*) ^(§)	124 515 487,75 €	21,53 %
% de l'APD de la coopération espagnole consacrée à l'ACTION HUMANITAIRE fournie par l'AECID		58,12 %

Remarque : pour l'AECID, les données du FONPRODE ne sont pas incluses car elles ne figurent pas dans les systèmes d'information de l'AECID.

* L'APD versée à partir du budget national de l'AECID est mise à jour à la date du 19/06/2025, après correction des erreurs.

§ Comprend 2,06 millions d'euros provenant des fonds des communautés autonomes destinés à l'action humanitaire, intégrés au budget propre de l'AECID.

ZONES D'ACTION





AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La coopération espagnole a intensifié son action en Afrique en 2023, en accordant la priorité à la santé, à l'égalité des sexes et à la sécurité alimentaire dans des pays tels que l'Éthiopie, le Mali ou le Sénégal.



MONDE ARABE ET ASIE

Renforcement de l'engagement en faveur de l'emploi, de l'égalité et de la durabilité. L'aide à la Palestine a atteint 50 millions d'euros, soit trois fois plus qu'en 2022.



PAYS ANDINS ET CÔNE SUD

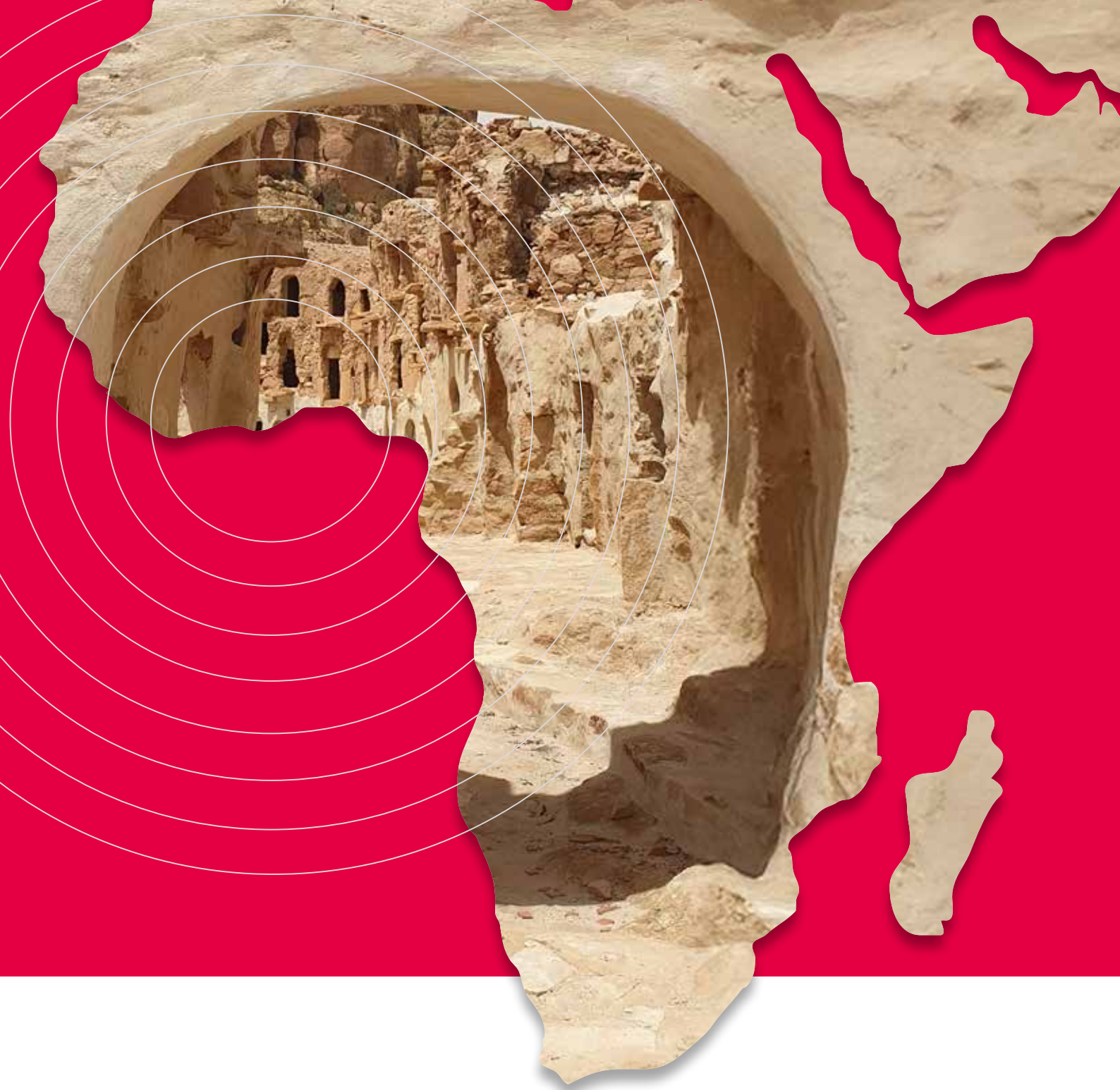
L'égalité des sexes, l'accès à la justice et les droits des communautés autochtones, afro-descendantes et LGBTIQ+ ont été consolidés.



AMÉRIQUE CENTRALE, MEXIQUE ET CARAÏBES

Les projets visaient à réduire les inégalités liées au genre et à l'origine ethnique, ainsi qu'à favoriser l'accès aux services de base. L'action climatique et les droits des groupes vulnérables ont également été soutenus.





AFRIQUE **SUB-SAHARIENNE**

PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

En 2023, les crises ont continué de sévir dans des régions telles que le Sahel et la Corne de l'Afrique, qui ont fait l'objet d'une attention particulière de la part de la Coopération espagnole.

Outre le plan d'urgence pour la sécurité alimentaire lancé par le président du gouvernement en janvier 2023, l'AECID a poursuivi son aide au Sahel en faveur d'entités supranationales telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). De même, l'Espagne, en tant que membre de l'Alliance pour le Sahel, principale plateforme de donateurs dans la région, a présidé son Assemblée générale entre juin 2020 et juillet 2023.

En 2023, le ministre espagnol des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération, José Manuel Albares, a renouvelé l'engagement de l'Espagne envers l'Union africaine (UA) et son agence de développement (AUDA NEPAD), en promettant une contribution de 20 millions d'euros pour les prochaines années. Conformément à cet engagement, l'AECID a versé une contribution de 5 millions d'euros en 2023, marquant ainsi le début de sa collaboration dans le cadre d'un programme de coopération renouvelé avec l'AUDA-NEPAD, qui s'appuie sur l'expérience acquise lors de la mise en œuvre du fonds Espagne-NEPAD (2007-2023) et qui s'aligne à la fois sur l'Agenda 2063 et sur le programme « Energize Africa » de l'UA, ainsi que sur les priorités établies dans la loi 1/2023 sur la coopération au développement durable et la solidarité mondiale. Ce programme s'adresse en priorité aux femmes et aux jeunes. Il comprend des programmes de développement des capacités pour les jeunes et les femmes, le financement d'incubateurs d'entreprises et le développement d'initiatives

d'inclusion socio-économique par le biais d'appels à projets destinés aux organisations de la société civile.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

L'accès universel aux systèmes nationaux de santé était l'objectif de plusieurs axes de travail. Au Niger, l'Agence a soutenu le Fonds commun de santé et mis en œuvre un programme de formation médicale spécialisée.

Au Mali, l'appui au ministère de la Santé dans la région de Kayes s'est poursuivi et, dans ce domaine, la quatrième phase du Programme de santé sexuelle et reproductive a été mise en œuvre. De même, elle a poursuivi sa coopération avec la Fondation Manhica au Mozambique, référence en matière de recherche biomédicale, et le Fonds commun pour la santé (PROSAUDE). En Éthiopie, le soutien au ministère de la Santé s'est poursuivi, et un accord de coopération déléguée a été signé afin de renforcer la formation médicale spécialisée. Enfin, en Guinée équatoriale, l'AECID a renouvelé son engagement de collaboration entre le ministère de la Santé et du Bien-être social de Guinée équatoriale, la FCSAI et l'Institut de santé Carlos III, avec une nouvelle subvention à la FCSAI afin de continuer à promouvoir le

contrôle des maladies infectieuses et l'amélioration de la gestion hospitalière. Grâce à cette intervention, le laboratoire de Baney a également été renforcé afin de devenir un centre national de référence dans la lutte contre ces maladies. Enfin, l'AECID a soutenu la pérennité du laboratoire Castroverde de Malabo en modernisant une partie de ses équipements et en intégrant de nouvelles techniques de diagnostic.

DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Dans un contexte de pénurie et de crise alimentaire mondiale, la Coopération espagnole a poursuivi avec une intensité particulière son travail au Mali, en Éthiopie, au Mozambique et au Niger. En Éthiopie, elle a contribué au Fonds commun du Programme de résilience des systèmes alimentaires, tout en soutenant le projet « Autonomisation des femmes pour la résilience socio-écologique de la chaîne de valeur du café », doté d'un budget de 1 118 000 €. Par ailleurs, les politiques du ministère éthiopien de l'Agriculture ont continué d'être renforcées avec l'approbation d'un nouveau projet bilatéral de renforcement des capacités visant à améliorer la productivité agricole, y compris la pisciculture.



Au Sénégal, l'AECID a continué en 2023 à soutenir le projet YELLITAARE 2 (par l'intermédiaire du Conseil national de développement de la nutrition) afin de faire face aux urgences alimentaires. En outre, la mise en œuvre du projet visant à améliorer l'accès à l'eau potable dans la région de Matam s'est poursuivie, avec le Bureau de gestion des forages ruraux (lancé en 2018, il s'articule en deux phases pour un montant total de 3,5 millions d'euros) et le projet de mise en place de petites exploitations familiales agroécologiques dans la région de Casamance avec l'Agence nationale pour l'investissement et le développement agricole.

Au Mali, il a poursuivi le renforcement de l'extension de l'irrigation dans la région de Kayes ; enfin, au Mozambique, il a continué à soutenir la lutte contre la malnutrition chronique à Cabo Delgado, province où elle sévit avec le plus de virulence.

ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

En 2023, l'Agence a promu diverses initiatives en faveur des droits des femmes et des filles. Ainsi, en Éthiopie, elle a approuvé une nouvelle intervention bilatérale directe en collaboration avec l'Alliance nationale, afin de renforcer les capacités de lutte contre les mutilations génitales féminines et les mariages précoces. De même, une nouvelle contribution pluriannuelle au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a été approuvée afin d'offrir des services de santé reproductive et d'aide aux victimes de violence sexiste jusqu'en 2025, pour un montant total de 275 000 euros. En complément du projet de coopération déléguée mis en œuvre par l'AECID pour l'autonomisation des femmes et la résilience socio-écologique de la chaîne de valeur du café, l'année 2023 a également vu le soutien à la mise en œuvre de la stratégie pour l'égalité des sexes de l'Auto-rité éthiopienne du café et du thé.

Au Mali, un projet a été lancé avec la Fondation Hirondelle (Radio Tamani) pour la production de débats et d'émissions radiophoniques avec

des organisations de femmes afin de sensibiliser le public aux questions liées à l'environnement et au changement climatique. Au Cap-Vert, le projet d'autonomisation et d'indépendance économique des femmes s'est poursuivi grâce au soutien apporté à l'Institut capverdien pour l'égalité et l'équité entre les sexes (ICIEG).

En 2023, l'AECID a renforcé son engagement en faveur de l'égalité des sexes par des actions telles que la lutte contre les mutilations génitales féminines.

Au Sénégal, le soutien technique et économique à l'Observatoire national de la parité (ONP) s'est poursuivi, ainsi que la mise en œuvre d'une initiative visant à promouvoir le renforcement des droits des femmes rurales.

Dans le but de promouvoir l'autonomie économique des femmes au niveau régional, l'AECID a col-

laboré avec la CEDEAO et l'UA, en concentrant son soutien sur l'AUDA-NEPAD en tant que partenaire stratégique au sein de l'écosystème de l'UA et avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

L'AECID a lancé de nombreux programmes visant à renforcer les administrations publiques et la démocratie dans la région. Au Sénégal, le soutien au renforcement du système d'état civil pour une meilleure couverture de l'enregistrement des naissances s'est poursuivi par l'intermédiaire de l'UNICEF et un soutien à l'Agence nationale de l'état civil du Sénégal a été mis en place pour un montant de 419 236 €. En outre, le projet « Gouvernance, migration et développement (GMD) », financé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique et mis en œuvre conjointement avec la Direction générale de l'appui aux Sénégalais de l'étranger, s'est achevé en août 2023, après plus de cinq ans



d'exécution et un budget de 9,5 millions d'euros. Cette intervention a contribué à renforcer la gouvernance inclusive de la migration au Sénégal en améliorant la synergie entre migration et développement.

Au Cap-Vert, le soutien budgétaire au secteur de l'économie bleue s'est poursuivi, grâce à l'appui apporté au groupe de soutien budgétaire (ministère des Finances) ; il convient également de souligner la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités nationales dans le domaine de l'innovation et de la recherche afin de promouvoir l'économie bleue, en collaboration avec le ministère de la Mer.

En Éthiopie, l'AECID s'est jointe au PNUD dans le cadre du programme de soutien au dialogue national en cours dans le pays.

Par ailleurs, en Guinée équatoriale, un accord a été conclu avec le FNUAP

pour soutenir la réalisation de la deuxième enquête démographique et sanitaire en Guinée équatoriale.

Au Mozambique, il a continué à renforcer les capacités des institutions judiciaires et de la société civile à lutter contre la corruption.

ENVIRONNEMENT

Dans ce domaine, il convient de souligner la contribution de l'Agence à la troisième phase du « Pacte des maires en Afrique subsaharienne » à Dakar et Pikine (Sénégal), dans la zone métropolitaine de Maputo (Mozambique), à Praia et Ribeira Grande de Santiago (Cap-Vert) et à Nouakchott (Mauritanie). L'objectif de cette initiative était de faciliter l'accès à l'énergie durable et de lutter contre le changement climatique, à travers douze projets pilotes.

En Éthiopie, il a lancé le « Plan pour l'égalité des sexes et le changement climatique dans le secteur du café (projet DeSIRA) », qui allie durabilité et parité dans cette région. Enfin, en octobre, il a organisé un

événement régional à Dakar, pendant la semaine de mobilité de la campagne « Climate Chance », axé sur l'adaptation aux changements environnementaux.

CRÉATION D'EMPLOIS

En 2023, au Sénégal, le soutien à l'Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANPEJ) s'est poursuivi dans le cadre du projet de renforcement de l'auto-emploi des jeunes dans les régions de Saint-Louis (département de Podor).

Au Cap-Vert, le projet de renforcement de l'écosystème entrepreneurial dans le secteur touristique de l'île de Santiago a été soutenu par le biais d'une aide apportée à l'université du Cap-Vert dans le cadre du programme EMPREATUR et du projet de durabilité du secteur touristique sur les îles de Sal et Boa Vista, grâce au soutien apporté au ministère du Tourisme et des Transports.

66



En 2023, l'AECID a renforcé son engagement en faveur du développement durable en Afrique subsaharienne à travers des projets pilotes dans les domaines de l'énergie propre, de l'agriculture tenant compte de la dimension de genre et de la mobilité urbaine, dans le cadre du Pacte des maires et de la campagne Climate Chance.

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DES JEUNES AU CAP-VERT : PROGRÈS ET RÉALISATIONS

À l'initiative de l'**Institut capverdien pour l'égalité et l'équité entre les sexes (ICIEG)**, avec le soutien financier de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), le projet « *Promouvoir l'autonomisation économique des femmes et des jeunes* » a joué un rôle fondamental dans la construction d'une société plus juste et plus inclusive au Cap-Vert, s'imposant comme un moteur pour promouvoir l'inclusion et l'autonomisation des femmes et des jeunes, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan émotionnel, les rendant ainsi plus fortes face à la violence sous ses différentes formes. Malgré des défis importants, des avancées significatives ont été réalisées, renforçant ainsi l'engagement en faveur du développement des capacités, du renforcement du système de soins, de la formation et de la formalisation des travailleurs et travailleuses, en particulier dans le secteur domestique.

Le projet contribue à améliorer les conditions d'accès à un **emploi décent** et au **système de protection sociale** des femmes et des jeunes du Cap-Vert, en accordant une attention particulière à la for-

malisation du travail domestique et à l'**inclusion de ces populations dans le système de sécurité sociale**, dans le but de réduire leur vulnérabilité économique et de contribuer à la réduction de l'extrême pauvreté dans le pays. Pour atteindre ces objectifs, des partenariats ont été conclus avec l'IEFP (Institut pour l'emploi et la formation professionnelle) et l'INPS (Institut national de prévoyance sociale), qui ont facilité la mise en place d'actions de formation dans les municipalités et l'accès des travailleurs informels, en particulier les travailleurs domestiques, au système de protection sociale obligatoire.

Formations et inclusion sociale : le projet a déjà dispensé des formations dans des domaines essentiels tels que la pâtisserie et la confiserie, l'esthétique, la coupe et la couture, l'hygiène et les soins de base pour les employées de maison, formant ainsi des femmes et des jeunes dans 9 municipalités à travers le pays. En outre, près d'une centaine de kits de création ou de renforcement d'entreprises ont été distribués afin de soutenir l'esprit d'entreprise et l'autonomie financière de ces femmes.

Ces formations ont non seulement permis d'améliorer les compétences des participantes, mais ont également contribué directement à leur insertion sur le marché du travail formel. Dans certaines formations, **100 % des étudiants ont été embauchés**, comme dans le cas de Sal. Dans certaines communes, les élèves du cours d'hygiène et de soins aux personnes dépendantes ont également été embauchés par les centres d'accueil créés par les municipalités. Ce résultat reflète l'efficacité des actions menées dans le cadre du projet pour promouvoir l'emploi décent et réduire l'extrême pauvreté, ainsi que pour répondre aux besoins spécifiques des municipalités.

PARTENARIATS STRATÉGIQUES ET POLITIQUES PUBLIQUES

Le projet a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de politiques publiques visant à renforcer l'**égalité des sexes** au Cap-Vert. La collaboration avec le Système national des certifications a donné lieu à la **création d'un comité technique chargé d'élaborer le profil des travailleurs domestiques**, désormais prêt à être publié et intégré dans le Catalogue national des certifications. Cette



CAP-VERT



BUDGET

365 500 €



OBJECTIF

Promouvoir l'autonomie économique des femmes et des jeunes en situation de vulnérabilité au Cap-Vert, grâce à la formation, à des emplois décents et à l'accès à la protection sociale.

Plus de 300 femmes et jeunes en situation de vulnérabilité ont eu accès à une formation, à un emploi formel et à un soutien à la création d'entreprise, renforçant ainsi l'égalité des sexes au Cap-Vert.

66

initiative est une étape importante pour garantir que ces travailleurs soient valorisés et reconnus officiellement. En outre, le projet s'engage à renforcer les capacités des associations locales et à soutenir la création de coopératives, **élargissant ainsi les possibilités d'autonomisation économique et financière des femmes et des jeunes dans tout le pays**. Toutes les personnes en formation bénéficient également d'une aide au transport et à la garde d'enfants, sous forme de subventions pour les crèches et/ou les gardes d'enfants, afin de garantir non seulement l'accès à la formation, mais surtout la participation et l'achèvement de celle-ci. Le pari sur la continuité et le suivi, que ce soit par le biais de kits de démarrage ou de renforcement entrepreneurial, ou par le biais d'initiatives de création de coopératives et d'associations, garantit l'application des connaissances et la création d'activités génératrices de revenus qui assurent l'autonomie souhaitée.

SENSIBILISATION ET MOBILISATION

La sensibilisation du public aux droits et devoirs des travailleurs

domestiques est un élément clé du projet. Grâce à de vastes **campagnes de communication**, comprenant notamment la diffusion de spots publicitaires et de messages éducatifs à la télévision, **le projet a réussi à mobiliser les employeurs et les travailleurs afin qu'ils adhèrent au système de sécurité sociale**, renforçant ainsi la protection sociale et favorisant l'inclusion économique. Il est également important de sensibiliser à l'importance de la protection sociale et de la formalisation des entreprises, ainsi que de promouvoir le système d'aide sociale.

RÉSULTATS OBTENUS

Parmi les résultats les plus remarquables, on peut citer **la signature de protocoles stratégiques** entre organisations, la conception et la validation du profil du travailleur domestique et la formation de centaines de femmes dans différentes localités. À ce jour, **285 femmes et 15 hommes en situation de vulnérabilité** ont été formés et une centaine de kits de création ou de renforcement d'entreprises ont été distribués. L'impact de ces actions se reflète directement dans **l'amélioration des conditions de vie des**

bénéficiaires et dans la promotion de politiques publiques visant à un avenir plus juste et plus inclusif pour tous. Il convient de rappeler que la plupart de ces bénéficiaires, en particulier les femmes, sont des chefs de famille monoparentale. Le projet a donc contribué à améliorer les conditions de vie de plus de 500 bénéficiaires indirects. De plus, l'intégration de nombreux étudiants sur le marché du travail, avec certains cours atteignant un **taux d'employabilité de 100 %**, souligne le succès du projet dans la promotion du développement économique et social.

CONCLUSION

Les résultats obtenus dans le cadre de ce projet constituent une avancée importante dans la lutte pour **l'égalité des sexes, en particulier l'autonomisation économique et la lutte contre la violence au Cap-Vert**. Nous continuerons à travailler sans relâche pour garantir aux femmes et aux jeunes l'accès à des opportunités équitables et dignes, en promouvant une société dans laquelle chacun peut s'épanouir.



PROJET GOUVERNANCE, MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT AU SÉNÉGAL

📍 SÉNÉGAL



BUDGET

9,5 M €



OBJECTIF

Renforcer la gouvernance inclusive de la migration au Sénégal en améliorant la synergie entre migration et développement.

Le projet « Gouvernance, migration et développement (GMD) », financé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique à hauteur de **9,5 millions d'euros** et mis en œuvre conjointement par la DGASE et l'AECID, s'est déroulé sur cinq ans et demi, jusqu'en août 2023. Son objectif principal était de **renforcer la gouvernance inclusive de la migration au Sénégal**, en améliorant la synergie avec le développement local.

La réalisation la plus visible et la plus marquante a été l'extension et la mise en service des **bureaux d'accueil, d'orientation et de suivi des migrants (BAOS)** dans les 14 régions et à l'aéroport, ainsi que

des points focaux dans 35 départements. Ce réseau, qui a aidé **plus de 6 000 personnes au cours de sa première année d'existence**, soutient la réintégration des rapatriés, informe sur les dangers de la migration irrégulière et encourage la migration responsable. Pour son fonctionnement, des outils tels que des situations de référence régionales et une plateforme en ligne (E-BAOS) ont été développés.

Le projet a eu un impact direct sur la population cible, en soutenant **925 activités génératrices de revenus** (dont 25 % menées par des femmes) et en aidant **16 200 personnes** grâce à un programme de transfert d'argent liquide en ré-

ponse à la Covid-19. Des activités menées par 20 organisations de la société civile ont été financées.

Ce modèle a été considéré comme une réussite et le gouvernement sénégalais a donné la priorité à la poursuite de ce dispositif.

L'AECID continuera à œuvrer en faveur de la **formation professionnelle et de l'employabilité des jeunes**, reconnaissant que le chômage des jeunes est l'une des causes profondes de la migration.





SOUTIEN À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU MOZAMBIQUE



BUDGET

9 M €



OBJECTIF

Renforcement des institutions chargées de l'administration de la justice et renforcement de la société civile dans la promotion d'initiatives de lutte contre la corruption.

Au cours de l'année 2023, l'AECID a continué à soutenir le projet « **Soutien à la lutte contre la corruption au Mozambique** », qui vise à renforcer les capacités des institutions judiciaires et de la société civile à lutter contre la corruption au Mozambique, un pays gravement touché par ce problème. Doté d'un budget de **9 millions d'euros**, cofinancé par l'AECID, le projet vise à améliorer l'efficacité et l'efficience du **système judiciaire dans la prévention**, la lutte et le suivi de la corruption, en intégrant également la **dimension de genre**.

OBJECTIFS DU PROJET

Le projet comporte **deux volets stratégiques principaux** :

- > Renforcement des institutions chargées de l'administration de la justice afin de prévenir la corruption.
- > Renforcement de la société civile dans la promotion d'initiatives de lutte contre la corruption.

RÉSULTATS ATTEINTS EN 2023

Au cours de l'année 2023, des progrès importants ont été réalisés dans le cadre des deux objectifs suivants :

Renforcement du système judiciaire national

- > Des diagnostics des risques de corruption ont été réalisés dans les institutions clés du système judiciaire, à l'aide de diverses méthodologies telles que des entretiens et des enquêtes.
- > Des activités de formation ont été organisées, notamment sur la prévention et la lutte contre la corruption, ainsi que des séminaires sur la gouvernance et l'État de droit.
- > Des efforts ont été déployés pour améliorer la transparence institutionnelle et automatiser certains processus, tels que la déclaration de patrimoine des fonctionnaires.
- > Des codes de conduite ont été élaborés pour les associations judiciaires et un engagement éthique pour les juges a été rédigé, qui ont été diffusés et promus à l'échelle nationale.

Renforcement de la société civile

- > La participation de la société civile à la lutte contre la corruption et celle des médias à la surveillance, à la publication et à la dénonciation des cas de corruption ont été encouragées.
- > Des événements ont été organisés afin de sensibiliser les avocats et les étudiants en droit à l'éthique professionnelle et à la déontologie dans le domaine judiciaire.

Ces actions sont complétées par des volets transversaux de **communication et de promotion de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale**, dans le but d'adopter une **approche globale de la lutte contre la corruption**.

Ce projet représente une avancée significative dans la mise en place d'un système judiciaire plus solide et d'une société plus active au Mozambique, deux éléments essentiels pour lutter contre la corruption et promouvoir un développement social et économique plus juste et plus durable.

MONDE **ARABE** ET L'ASIE



PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

En 2023, l'AECID a maintenu et renforcé son engagement envers le monde arabe et l'Asie, en abordant les défis de la région à travers une approche axée sur une triple transition : sociale, écologique et économique.

Parmi les faits marquants, citons la création du Bureau de coopération espagnole en Tunisie afin de renforcer le programme dans le pays. En outre, l'aide humanitaire et l'aide au développement accordées à la Palestine ont atteint 50 millions d'euros, soit trois fois plus qu'en 2022, ce qui représente la plus forte augmentation de l'aide bilatérale accordée à un pays partenaire au cours de la dernière décennie. Au niveau régional, la réflexion sur l'avenir du programme Masar s'est poursuivie afin d'actualiser ses objectifs et de lancer un nouveau programme en 2024, avec des séminaires et la participation d'acteurs clés euro-méditerranéens tels que l'IEMed, Casa Árabe, Casa Mediterráneo, l'Union pour la Méditerranée (UPM) ou la Fondation Anna Lindh (FAL), renforçant ainsi les alliances stratégiques.

Les principales lignes d'action développées ont été les suivantes :

CRÉATION D'EMPLOIS ET D'OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

La coopération espagnole a donné la priorité à l'emploi décent, à l'entrepreneuriat, à l'économie sociale et à la promotion de l'activité économique, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes. En Palestine, un accord a été conclu avec l'UE pour la « résilience et la croissance économique grâce à l'agriculture à Gaza ». Au Liban, les PME et les coopératives ont été soutenues grâce à un programme d'accélération. L'Égypte a encouragé l'économie verte avec des partenaires tels que le ministère de la Jeunesse et des Sports et le PNUD. Le Maroc a promu le tourisme vert et numérique, l'économie sociale et solidaire, ainsi que l'entrepreneuriat féminin. La Mauritanie a soutenu la création d'emplois pour les jeunes et l'amélioration des conditions de vie des pêcheurs artisanaux et des femmes qui transforment le poisson grâce au projet Promopêche, financé par l'UE.

DROITS DES FEMMES ET ÉGALITÉ DES SEXES

L'AECID a travaillé activement à la promotion de l'égalité, à la lutte contre la violence machiste et au soutien à la participation poli-

tique et aux droits économiques et professionnels des femmes. En Palestine, le programme SAWAS-YA II a été lancé en collaboration avec ONU Femmes afin d'améliorer l'accès des femmes à la justice et à la sécurité. La Jordanie a reçu le soutien de l'UE et du FNUAP pour son Plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité et pour le renforcement des services de lutte contre la violence sexiste. En Égypte, des mesures contre la violence sexiste ont été encouragées par le biais de cliniques sécurisées et d'un soutien à la société civile, renforçant ainsi les droits économiques des femmes. Le Maroc a donné la priorité à l'autonomie économique des femmes, en particulier dans les zones rurales et par le biais de l'entrepreneuriat vert. La Mauritanie a intégré la perspective de genre dans les services de santé afin de lutter contre la violence sexiste. En Tunisie, dans le cadre d'un axe de travail bien établi, un soutien a été apporté aux mouvements de femmes afin d'influencer les politiques publiques et de renforcer leur leadership. Aux Philippines, la perspective de genre a été renforcée dans les processus de paix et des efforts ont été déployés pour protéger les droits des femmes autochtones.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE, ENVIRONNEMENT ET EAU

Des solutions au changement climatique ont été recherchées et l'accès durable à l'eau a été amélioré dans une région vulnérable et touchée par la pénurie. Le Liban a connu des améliorations dans l'approvisionnement en eau et l'installation de systèmes photovoltaïques dans les écoles. En Jordanie, la gestion des champs de puits et les conditions environnementales dans les camps de réfugiés palestiniens ont été améliorées. L'Égypte a collaboré au traitement et à la réutilisation des eaux usées et a encouragé l'agriculture innovante. Le Maroc a développé



des projets d'innovation agricole, de tourisme durable et d'utilisation des énergies renouvelables. La Tunisie a encouragé la résilience climatique dans les zones urbaines vulnérables avec ONU-Habitat. Les Philippines ont lancé un projet d'**énergie électrique durable à partir de sources renouvelables**. Un projet phare en Égypte a encouragé l'**agriculture innovante dans les zones désertiques** en combinant des techniques visant à maximiser la productivité, minimiser l'impact environnemental et améliorer la durabilité hydrique, au bénéfice de plus de 2 500 agriculteurs.

DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La **lutte contre la malnutrition infantile** a été soutenue, comme en Mauritanie (zone proche du camp de réfugiés de Mbera). Le travail des ONG espagnoles visant à développer des solutions innovantes pour améliorer la productivité agricole a été soutenu. L'Égypte a fortement encouragé l'agriculture innovante dans le désert, une priorité également au Maroc pour un développement rural durable. La Palestine a encouragé les cultures grâce au programme agricole mis en place à Gaza.

PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS SOLIDES

La promotion de l'État de droit, l'**accès à la justice et le renforcement institutionnel ont été encouragés**. La Jordanie a mis en œuvre le programme NAZAH avec l'UE afin d'améliorer la gouvernance et l'intégrité administrative. Le Maroc a mobilisé des jeunes pour améliorer les services publics locaux avec l'OCDE. La Mauritanie a œuvré en faveur d'une **justice inclusive pour les enfants, axée sur le genre**. En Palestine, un soutien juridique et une sensibilisation ont été apportés face aux démolitions et aux déplacements forcés, afin de protéger les droits de résidence et de regroupement familial, et le soutien budgétaire au ministère des Finances s'est poursuivi par le biais du mécanisme PEGASE. Les Philippines ont consolidé l'État de droit et l'accès à la justice grâce à des projets tels que SUBATRA (UE/

AECID) et GO JUST II (UE/AECID) visant à mettre en place un système judiciaire multiforme, respectueux des droits de l'homme et soutenu par la société civile. Un projet phare mené en Tunisie avec Jamaity a renforcé la résilience de la société civile afin de protéger l'espace civique et les droits humains. Un autre projet important au Maroc visait à **moderniser l'administration pénitentiaire** (DGAPR) grâce à la coopération technique et à l'échange d'expériences avec des institutions espagnoles (SGIP, ETPFE), en mettant l'accent sur la classification, la réinsertion et le système de travail des détenus.

SANTÉ

Ce secteur était prioritaire en Mauritanie, en Jordanie et au Maroc. La Mauritanie s'est concentrée sur la **formation du personnel, les soins médicaux universels, le renforcement du SAMU et la formation médicale spécialisée** avec la Fondation CSAI. Le Maroc a collaboré avec l'Institut de santé mondiale de Barcelone dans les domaines de la santé publique, de l'épidémiologie et de la santé des populations migrantes. La Jordanie a poursuivi la réforme du système de santé, l'amélioration de l'accueil des réfugiés syriens, la **prévention des maladies non transmissibles et la réponse à la Covid-19**. L'Égypte a lancé un projet dans le domaine de la santé visant à développer sa politique en matière de transplantation avec la Fondation CSAI.

MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

La nouvelle loi sur la coopération privilégie une approche globale de la migration, axée sur les personnes, les droits, les causes profondes et les voies régulières. L'Afrique du Nord est essentielle à cette approche. L'Égypte a collaboré avec l'OIM dans la lutte contre la traite des êtres humains et a continué à renforcer la gestion des migrations grâce à des fonds de l'UE. Le Maroc a amélioré l'alphabétisation et l'intégration de la population migrante grâce à l'Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme et à l'OIM.

JEUNESSE

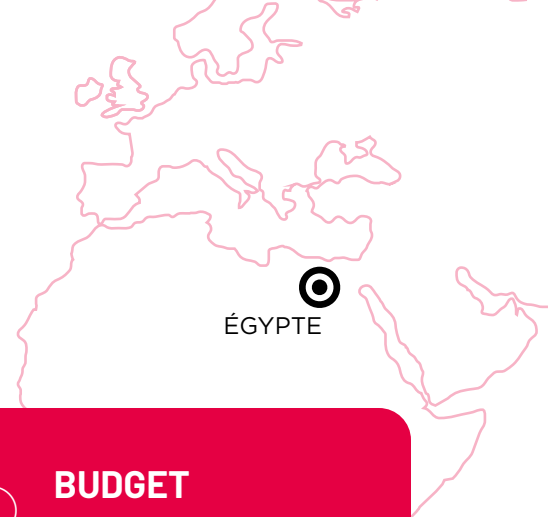
Près de la moitié de la population arabe étant âgée de moins de 25 ans, le soutien à la jeunesse est un axe transversal fondamental pour la **création d'emplois, d'opportunités et l'inclusion sociale, économique, politique et culturelle**. Au Maroc, un nouveau modèle de « Maison de la jeunesse » a été soutenu, l'accent a été mis sur l'inclusion des jeunes dans des projets offrant des opportunités économiques, leur mobilisation a été encouragée afin d'améliorer les services publics et leur insertion durable dans le monde du travail dans le secteur agricole. En Mauritanie, le projet Promopêche a permis l'**insertion professionnelle de jeunes dans le secteur de la pêche**.



PROGRAMME RÉGIONAL MASAR

En 2023, un soutien a été apporté à des entités euro-méditerranéennes telles que FEMISE, IEMed et UPM. La subvention accordée à FEMISE a financé des recherches visant à promouvoir l'entrepreneuriat inclusif des jeunes et des femmes dans le voisinage sud. La collaboration avec l'IEMed a permis de financer ses activités en tant que laboratoire d'idées et l'organi-

sation d'un séminaire visant à repenser Masar. Les programmes de subventions de l'UPM pour le commerce numérique inclusif et ses programmes régionaux en faveur de l'égalité des sexes ont également été soutenus. Ce soutien s'inscrit dans le cadre du processus de réflexion visant à lancer un nouveau programme Masar en 2024.



UNE AGRICULTURE INNOVANTE DANS LE DÉSERT POUR DES MOYENS DE SUBSISTANCE RÉSILIENTS EN ÉGYPTE



BUDGET

500 000 €



OBJECTIF

Promouvoir l'exploitation agricole dans les zones désertiques, en combinant des techniques agricoles écologiques et conventionnelles, ainsi que des pratiques innovantes.



L'action financée par l'AECID encourage l'exploitation agricole dans les zones désertiques, en combinant des techniques agricoles écologiques et conventionnelles avec des pratiques innovantes. Ainsi, une gestion efficace de l'eau, la sélection de cultures intelligentes sur le plan climatique et l'optimisation de l'utilisation des terres arables contribuent à lutter contre les effets des sécheresses récurrentes, de la salinité et des exploi-

tations inadéquates, en maximisant la productivité agricole tout en minimisant l'impact environnemental et en améliorant la durabilité hydrique, l'efficacité énergétique et la sécurité nutritionnelle. Plus de 2 500 agriculteurs des gouvernorats d'Assouan, de Sohag, de Qena, de Beheria et de New Valley bénéficient directement du projet.



RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN TUNISIE POUR LA PROTECTION DE L'ESPACE CIVIQUE



Le projet a pour objectif principal de contribuer à la protection des droits humains et de l'espace civique en Tunisie. Cette action renforcera la coordination entre les associations locales, ainsi que leurs capacités organisationnelles et techniques, afin de garantir l'efficacité de leur impact politique et social. Elle est effective dans six zones géographiques de Tunisie. Le projet consolide une phase préalable de travail avec des coalitions, des réseaux et des plateformes de promotion des droits humains.

Les résultats recherchés sont les suivants : améliorer la coordination entre les associations, les réseaux et autres groupes de défense des droits humains afin de mener à bien les activités de revendication et d'action collective. Améliorer et renforcer les capacités opérationnelles, techniques, gouvernementales, de communication et de revendication de la société civile tunisienne, afin d'agir de manière plus efficace et efficiente. La mise en place d'un cadre de dialogue, de concertation, de proposition, d'analyse et de prospective, pour toutes les questions relatives à la société civile et à la promotion de son action.



BUDGET

300 000 €



OBJECTIF

Contribuer à la protection des droits humains et de l'espace civique en Tunisie.





BUDGET

300 000 €



OBJECTIF

Renforcement institutionnel d'un organisme du secteur public marocain, grâce à des activités d'échange avec le Secrétariat général des institutions pénitentiaires, qui dépend du ministère espagnol de l'Intérieur.



PROGRAMME D'APPUI À LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE AU MAROC

Le projet a pour objectif fondamental le renforcement institutionnel d'un organisme du secteur public marocain, la coopération technique jouant un rôle essentiel à travers les activités d'échange d'expériences avec le Secrétariat général des institutions pénitentiaires dépendant du ministère de l'Intérieur espagnol.

Le projet a contribué au renforcement des capacités de la DGAPR dans différents domaines, tels que le système de classification et de traitement des détenus, la réinsertion des détenus ou le système de travail des détenus.

Au cours de l'année 2023, deux activités de coopération technique ont été menées avec le Secrétariat général des institutions pénitentiaires (SGIP) et l'Entité publique chargée du travail pénitentiaire et de la formation pour l'emploi (ETPFE), rattachée au ministère espagnol de l'Intérieur par l'intermédiaire du Secrétariat général des institutions pénitentiaires. L'objectif de ces activités était de découvrir le modèle espagnol de travail pénitentiaire et les possibilités de reproduction et d'adaptation au système marocain. À cette fin, deux experts espagnols du Secrétariat général des institutions pénitentiaires et de l'Entité publique chargée du travail pénitentiaire et de la formation pour l'emploi ont effectué une visite de travail au cours de laquelle ils ont visité la prison locale d'Ain Sbaa, à Casablanca, ainsi que la prison centrale de Kénitra.

Après avoir pris connaissance, lors de leur visite, de l'état du système pénitentiaire marocain, les experts espagnols ont rédigé deux manuels, le premier portant sur l'analyse juridique du travail pénitentiaire et contenant des recommandations pour sa mise en œuvre dans les prisons marocaines, et le second axé sur l'élaboration d'un modèle visant à améliorer la production des centres pénitentiaires marocains.

Enfin, en avril 2023, une délégation de la DGAPR s'est rendue en Espagne pour visiter sur place le système de production des établissements pénitentiaires espagnols. Au cours de la visite, les centres pénitentiaires Madrid III (Valdemoro) et Madrid V (Soto del Real) ont été visités, et il a eu



PAYS **ANDINS** **ET DU CÔNE SUD**

PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

En 2023, la Coopération espagnole a maintenu son engagement ferme en faveur de l'égalité des sexes, de la gouvernance démocratique, des droits des peuples autochtones et d'ascendance africaine, et de la formation professionnelle pour l'inclusion socio-économique des jeunes vulnérables.

Dans le domaine de la formation professionnelle et de l'inclusion des jeunes, le premier projet d'**école-atelier au Costa Rica** a été financé, plus précisément à Los Chiles-Upala. Ce projet, mené en collaboration avec l'INA (Institut national d'apprentissage) et la Fondation de l'Université du Costa Rica, combine la méthodologie « apprendre en faisant » avec le système de formation propre à l'INA dans une région confrontée à des défis particuliers en matière d'emploi et de migration.

La lutte contre la **violence sexiste** était une priorité essentielle. En **Équateur**, le Conseil de la magistrature a reçu une subvention de 300 000 euros pour réduire les féminicides et les morts violentes de femmes, en mettant l'accent sur la recherche, la gestion des connaissances et un modèle institutionnel visant à garantir l'accès à la justice à Sucumbios et Orellana. Au **Chili**, une subvention de 300 000 € visait à renforcer le leadership des femmes dans les politiques publiques pour une vie sans violence sexiste. En **Colombie**, un projet a été lancé afin de **renforcer la prévention, la protection et la prise en charge des violences sexistes qui touchent les filles, les femmes et les personnes LGBTQ+.**

Le soutien aux **droits des personnes LGBTQ+** a également été important. En **Équateur**, une subvention de 300 000 € a été accordée à la Fondation Diálogo Diverso pour le

RENFORCER LA VOIX DES PERSONNES D'ASCENDANCE AFRICAINE EN AMÉRIQUE LATINE



Afin de soutenir les populations d'ascendance africaine, la Coopération espagnole a financé à hauteur de 115 000 € (2023-2025) le projet « **Renforcement de l'influence des organisations de la société civile d'Amérique latine et des Caraïbes dans le dialogue, le suivi et l'évaluation du programme de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine** ». Il s'agit d'une initiative régionale menée par l'Association des femmes afro-colombiennes (AMUAFROC), en partenariat avec l'Alliance latino-américaine

pour la Décennie des personnes d'ascendance africaine.

L'objectif de ce projet est de renforcer l'influence des organisations civiles afro-descendantes dans le suivi et l'évaluation du programme de la Décennie internationale, de diffuser leurs réalisations, d'encourager la participation active dans six pays (Chili, Colombie, Argentine, Guatemala, Équateur et Haïti) par le biais de consultations nationales, et de générer des propositions visant à améliorer la situation de ces communautés dans la région.



projet « Mi Casa fuera de Casa » (Ma maison loin de chez moi), qui apporte une aide complète à cette population en situation de mobilité humaine et aux communautés d'accueil à Quito et Cuenca.

“ La protection des droits des personnes LGTBQ+ en situation de mobilité humaine est encouragée.

En ce qui concerne les **droits des peuples autochtones**, la Bolivie a lancé le programme de coopération déléguée avec l'UE « Etseasa Medi » (UE 350 000 €, AECID 140 000 €) afin de promouvoir les droits dans les basses terres, en encourageant la mise en œuvre du droit à s'auto-organiser et à établir leurs propres plans de vie. Au **Venezuela**, un projet a été approuvé avec le HCDH pour la promotion et la protection des droits humains des peuples autochtones.

L'**accès à la justice et la gouvernance démocratique** ont fait l'objet d'une attention particulière. En Bolivie, le projet « Accès à la justice pour tous et réforme du système » (3 497 000 €) a été lancé, géré par l'AECID et l'UNODC. Son objectif est de contribuer à garantir un accès égal à la justice et à consolider des institutions efficaces et transparentes, au bénéfice de multiples entités ju-

diciaires et ministérielles. Au Paraguay, une subvention de 140 000 € accordée à CODEHUPY a permis de soutenir le projet « Mémoire démocratique, droits humains, archives et lieux de résistance », qui vise à promouvoir la culture démocratique, à renforcer les organisations civiles et à sensibiliser les citoyens à la mémoire liée à la dictature.

Dans le **domaine environnemental**, le projet « Gestion communautaire du feu pour la réduction des risques et la résilience climatique » (340 000 €) a été développé en Bolivie dans les régions de Chiquitania, Chaco et Pantanal. Il a contribué à renforcer la gouvernance territoriale durable en promouvant les bonnes pratiques de production et la gestion intégrée des incendies.

Le renforcement de la paix en Colombie a continué d'être soutenu, notamment à travers un projet en faveur de l'Unité de recherche des personnes disparues, qui comprenait la mise à jour et la mise en œuvre de plans régionaux de recherche et l'échange d'expériences avec des entités espagnoles spécialisées.

Le **soutien apporté à la population migrante**, en particulier vénézuélienne, a été déterminant au Pérou. Deux subventions ont été accordées : l'une de 500 000 euros à la Superintendence nationale des migrations afin d'intégrer la question migratoire dans la gestion municipale à Lima Métropolitaine et Callao, facilitant ainsi l'intégration. L'autre, d'un montant de 300 000 euros, a été accordée à l'ONG péruvienne CEDRO afin de travailler à l'intégration depuis la société civile et de promouvoir une approche migratoire fondée sur les droits dans les communautés et les municipalités d'accueil.

Enfin, au **Paraguay**, un projet (400 000 euros) a été lancé pour la « Prévention et l'amélioration de la prise en charge des enfants et adolescents victimes de traite », visant à améliorer la prise en charge psychosociale et à étendre sa portée à la région occidentale du Chaco paraguayen.



5^E RENCONTRE DU RÉSEAU DES ÉCOLES-ATELIERS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (RETALEC)



BUDGET

42 000 €



OBJECTIF

Renforcer la coopération entre les écoles-ateliers d'Amérique latine et des Caraïbes et promouvoir la formation aux métiers liés au patrimoine.

Du 17 au 20 mai 2023, la ville de Cajamarca (Pérou) a accueilli la Ve Rencontre du Réseau des écoles-ateliers d'Amérique latine et des Caraïbes (RETALEC). Cet événement a marqué un tournant dans la revitalisation des liens entre ces institutions après la pause imposée par la pandémie.

Des représentants de 27 écoles-ateliers provenant de 11 pays (Bolivie, Colombie, Chili, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou et Uruguay) ont participé à cet espace de rencontre et de collaboration. L'inauguration a eu lieu au Centre culturel municipal Miguel Espinach, siège de l'École-atelier San Antonio de Cajamarca, en présence des autorités locales, de la Coopération espagnole, de l'UNESCO et d'autres institutions péruviennes.

Au cours de cet événement, l'école hôte a présenté le travail réalisé dans ses ateliers de menuiserie, de soudure, de jardinage, de gastronomie et d'archéologie. Les visites ont notamment porté sur le site archéologique de Santa Apolonia et la maison Toribio Casanova, actuellement en cours de rénovation pour devenir un centre culturel.

L'une des principales réalisations a été l'élection de l'École-atelier du Guatemala comme nouveau secrétariat technique du réseau, qui regroupe 52 écoles. Elle dirigera le réseau pendant les deux prochaines années, avec le soutien de Cajamarca et d'autres écoles du Chili, d'Uruguay et de Bolivie. Un projet de plan de travail pour 2023-2025 a également été présenté et

la prochaine réunion à Guatemala City en 2026 a été annoncée.

La rencontre s'est terminée par l'union symbolique d'une fresque collective, réalisée par toutes les écoles participantes. L'organisation et l'hospitalité de l'École-atelier San Antonio de Cajamarca ont été largement reconnues, renforçant ainsi son rôle de référence au sein du réseau RETALEC.





CENTRE
AMÉRIQUE
MEXIQUE ET CARAÏBES

PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

La région de l'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes, composée d'un pays partenaire moins avancé (Haïti), de six pays à revenu intermédiaire (Cuba, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et République dominicaine) et de trois pays à coopération avancée (Mexique, Costa Rica et Panama), constitue une zone prioritaire pour l'action de l'AECID, en raison des défis sociaux et économiques profonds auxquels elle est confrontée.

Dans ce cadre, les projets mis en œuvre par la Sous-direction de la coopération avec le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes dans cette région ont contribué de manière significative au développement durable, avec des inter-

ventions axées sur des domaines clés tels que la consolidation de la paix et la justice sociale, à travers le Programme Démocratie ; l'éradication de la pauvreté ; la sécurité alimentaire ; l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et la conservation de la biodiversité, avec les programmes ARAUCLIMA et EUROCLIMA ; et la promotion de la cohésion sociale et la réduction des inégalités dans différents domaines : le genre (participation politique des femmes, lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, droits sexuels et reproductifs, etc.) ; ethniques, à travers les programmes Indigènes et Afro-descendants ; les personnes en situation de mobilité humaine, les personnes handicapées, les per-

sonnes LGTBI, ainsi que les inégalités dans l'accès aux services publics de base tels que l'eau et l'assainissement, la santé ou l'éducation.

Compte tenu de l'ampleur de ces défis et de la nécessité de les relever de manière coordonnée, l'AECID s'engage et apporte son soutien sans faille aux processus d'intégration de la région, tant à l'intégration centraméricaine, par le biais du Fonds Espagne-SICA, qu'à la Communauté des Caraïbes (CARICOM), par le biais du Fonds Espagne-CARICOM.

66 Les efforts se sont concentrés sur la consolidation de la paix, la justice sociale, l'éradication de la pauvreté et la réduction des inégalités.





SOUTIEN À LA GOUVERNANCE LOCALE ET AUX ALLIANCES TERRITORIALES POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LES DROITS HUMAINS DANS LA RÉGION DE NGÄBE BUGLÉ



BUDGET

250 000 €



OBJECTIF

Contribuer au développement des capacités locales et des réseaux territoriaux afin de promouvoir le développement humain durable dans la région de Ngäbe Buglé, en influençant les stratégies nationales.

La région Ngäbe Buglé au Panama est confrontée à de **graves difficultés socio-économiques**, avec un taux de pauvreté global supérieur à 93 % et un taux d'extrême pauvreté supérieur à 91 %, un taux élevé d'abandon scolaire chez les adolescents et 44,5 % des foyers dirigés par des femmes. Face à cette réalité, la Coopération espagnole (AECID) maintient depuis près d'une décennie une **stratégie de développement territorial intégral** dans la région.

Depuis fin 2021, le projet « Soutien à la gouvernance locale et aux alliances territoriales pour le développement humain et les droits humains » vise à **renforcer les capacités locales et les réseaux afin de promouvoir le développement humain durable et les droits humains**. Avec un budget de 250 000 €, le projet met fortement l'accent sur **l'approche multiculturelle et l'égalité des sexes**, en coordonnant les efforts avec les autorités municipales et traditionnelles.

Parmi les actions clés, on peut citer la formation à la **gouvernance locale** (planification municipale), le soutien à l'**accès à la justice** pour les autorités locales et traditionnelles, et les **petits investissements destinés à améliorer les services de base** tels que les installations sanitaires et l'accès à l'eau potable dans les écoles. Il **soutient également des**

groupes de femmes artisanes et encourage la transparence dans la gestion locale, en facilitant la participation des femmes leaders aux forums politiques.

À travers ce projet, l'AECID renforce son engagement en faveur du développement humain durable et de la protection des droits dans la région de Ngäbe Buglé, en travaillant main dans la main avec les communautés et les autorités locales.





BUDGET

115 000 €



OBJECTIF

Soutenir la réalisation des objectifs de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024).

PARTICIPATION DES ORGANISATIONS CIVILES D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES À LA DÉCENNIE DES PERSONNES D'ASCENDANCE AFRICAINE – PROGRAMME AFRO

Dans le cadre du programme de coopération avec les personnes d'ascendance africaine de l'AECID, un ambitieux projet régional est mené depuis 2023 en Amérique latine et dans les Caraïbes afin de renforcer la participation des organisations d'ascendance africaine au suivi, à l'évaluation et à la promotion du programme de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024).

Cette initiative vise à renforcer les capacités d'influence de la société civile afro-descendante, tant au niveau national que régional. À cette fin, des consultations nationales et des dialogues avec des organisations et des militants de différents pays sont en cours, afin d'adapter et de renforcer les objectifs de la Décennie dans chaque contexte.

Parallèlement, la coordination régionale est encouragée par le biais de réseaux de collaboration qui permettent de construire un mouvement solide et représentatif.

Le projet soutient également des processus clés tels que le suivi du Forum permanent pour les personnes d'ascendance africaine, la promotion d'une déclaration internationale des droits pour ce groupe, l'accompagnement du chapitre I « Personnes d'ascendance africaine » du Consensus de Montevideo et l'adoption de plans d'action nationaux dans les pays de la région.

Cette proposition est le fruit d'un travail conjoint entre l'AECID et des organisations représentatives des personnes d'ascendance africaine,

dans le but de clôturer la première Décennie avec des avancées tangibles : une base de connaissances actualisée, un réseau organisé d'acteurs régionaux et des réponses concrètes aux défis persistants.

L'AECID soutient ainsi le renforcement du mouvement afro-descendant à un moment clé, en encourageant sa participation aux espaces de prise de décision et en contribuant à un programme commun en matière de droits, de justice et de reconnaissance en Amérique latine et dans les Caraïbes.

PROMOTION DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE DANS UNE PERSPECTIVE DES DROITS HUMAINS, DES FEMMES ET DES PERSONNES LGBTIQ+ RÉFUGIÉES AU MEXIQUE



MEXIQUE



BUDGET

400 000 €



OBJECTIF

Soutien aux femmes et aux personnes issues de la communauté LGBTIQ+ réfugiées victimes de violence sexiste ou pour des raisons liées à leur identité sexuelle.

Alors que le Mexique atteint des records historiques en matière de demandes d'asile et devient en 2022 le troisième pays au monde avec le plus grand nombre de demandes d'asile, l'AECID a lancé un projet de soutien aux femmes et aux personnes de la communauté LGBTIQ+ réfugiées victimes de vio-

lence sexiste ou pour des raisons d'identité sexuelle, en collaboration avec Ayuda en Acción México, afin de parvenir à une insertion sociale et professionnelle effective au Mexique, en collaboration avec la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR) et l'Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID).

Avec une approche « Triple Nexus » qui combine action humanitaire, développement et paix, à travers trois subventions, la dernière en 2024, l'AECID a alloué 1 million d'euros de son budget bilatéral à cette initiative, qui a permis de conclure

d'importants accords avec des entreprises espagnoles au Mexique afin d'offrir un travail décent aux bénéficiaires. Après un accompagnement socio-émotionnel et un hébergement temporaire, cela leur garantit une stabilité matérielle dans leur nouveau pays d'accueil et un développement personnel conforme aux droits de l'homme. Sur le plan géographique, le travail se déroule dans les endroits où la capacité et la volonté d'embauche des entreprises espagnoles ont le plus grand potentiel, comme San Luis Potosí, Querétaro et Mexico, et où la tension migratoire est la plus forte, comme aux frontières sud et nord du pays.



BUDGET

400 000 €



OBJECTIF

Le projet vise à améliorer la gestion des déchets en renforçant les capacités des acteurs du recyclage, en coordonnant la commercialisation et en consolidant les partenariats avec les institutions publiques.



EL SALVADOR

PROMOUVOIR LE RECYCLAGE INCLUSIF AU SALVADOR : UN MODÈLE DE COOPÉRATION POUR LA DURABILITÉ

Le Salvador génère chaque jour plus de **4 000 tonnes de déchets**, dont **seulement 5 % sont recyclés**. Pour relever ce défi et tirer parti des **opportunités de développement social, économique et environnemental** offertes par le marché du recyclage, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) finance le projet « **Modèle de recyclage inclusif pour la gestion des déchets dans le renforcement de la chaîne de valeur au Salvador** ». Doté d'un budget de 400 000 €, il est mis en œuvre par la Fondation entrepreneuriale pour l'action sociale (FUNDEMÁS) depuis août 2022.

Le projet vise à **renforcer la compétitivité et la durabilité** du marché du recyclage, contribuant ainsi

à dynamiser l'économie et à réduire la pollution. Il se concentre sur trois éléments clés : **renforcer les compétences** des récupérateurs de base, des centres de collecte et des entreprises ; **coordonner la commercialisation** des matériaux recyclables ; et **renforcer les partenariats** avec les gouvernements central et locaux.

Parmi les réalisations, 1 150 personnes ont été formées et équipées pour la récupération de base et 563 ont été équipées. Les centres de collecte ont été renforcés grâce à des manuels opérationnels et des plans d'affaires, et 9 circuits de commercialisation ont été ouverts. Des **partenariats publics et privés** ont été encouragés et 450 participants ont été sensibilisés à la loi sur

la gestion et la promotion du recyclage (LEGIR) et 375 à l'éducation environnementale.

L'impact a été significatif : **récupération de 18 573,63 tonnes** de matériaux recyclables, **évitant l'émission de 53 492,05 tonnes de CO²**. Cela a généré plus de 6,6 millions de dollars de ventes et une économie estimée à 1,8 million de dollars pour les municipalités. **On estime à 4 889 le nombre d'emplois créés**.

Ce modèle s'avère être un outil efficace pour promouvoir la durabilité et l'inclusion au Salvador.

DOMAINES SPÉCIFIQUES





ACTION HUMANITAIRE

Le Bureau de l'action humanitaire (OAH) se concentre sur la protection et le sauvetage des vies humaines, ainsi que sur la prévention et le soulagement de la souffrance humaine.



ONGD

Le montant total subventionné pour les interventions réalisées par les organisations non gouvernementales de développement (ONGD) au cours de l'année 2023, à travers ses deux principales lignes de financement, a atteint un total de 90 millions d'euros.



COOPÉRATION SECTORIELLE

En 2023, l'agenda en matière d'égalité des sexes a été promu grâce au programme El-las+, qui a été sélectionné par l'Union européenne comme bonne pratique en matière de leadership égalitaire.



ACTION CULTURELLE ET SCIENTIFIQUE

Le réseau des centres culturels s'est consolidé avec l'ouverture de nouveaux bureaux au Guatemala et au Panama, qui ont organisé plus de 5 300 activités culturelles.



PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

En 2023, le Bureau d'action humanitaire (OAH) de la Coopération espagnole a concentré ses efforts et ses ressources sur les crises les plus urgentes à l'échelle mondiale. Il a concentré **71 % de son budget programmable sur sept zones géographiques prioritaires**, complétant cette action par la promotion de priorités thématiques clés et le renforcement de la capacité de réponse aux situations d'urgence.

Parmi les **contextes géographiques prioritaires**, le **Sahel** a bénéficié d'un financement important de 15,75 millions d'euros, axé en priorité sur la réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle, ainsi que sur le soutien à l'éducation dans les situations d'urgence et à la protection des populations touchées dans des pays tels que le Mali, le Niger

et le Burkina Faso. Les **trois camps de réfugiés sahraouis** ont continué d'être l'une des « crises oubliées » prioritaires, l'Espagne s'imposant comme le principal donateur avec une contribution totale de 11,6 millions d'euros (9,32 millions d'euros provenant des fonds de l'OAH). Le financement a été affecté à des interventions essentielles dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'éducation en situation d'urgence et de la protection.

La réponse à la **crise régionale syrienne** (7,9 millions d'euros de fonds de l'OAH) s'est principalement concentrée sur l'aide aux personnes déplacées de force, tant en Syrie que dans les pays voisins, en particulier au Liban. En **Afghanistan**, l'OAH a alloué 5,5 millions d'euros, accordant une attention

particulière aux **droits des femmes et des filles**, à travers des actions axées sur la santé (y compris les droits sexuels et reproductifs), l'égalité des sexes et l'éducation dans les situations d'urgence.

L'action humanitaire menée en **Ukraine** en réponse à la guerre a représenté une dépense de plus de 7,8 millions d'euros pour l'OAH (dans le cadre d'une enveloppe totale espagnole supérieure à 80 millions d'euros). Elle s'est concentrée sur le soutien à l'éducation dans les situations

66 L'Espagne, principal donateur pour les camps sahraouis : 11,6 millions d'euros en 2023.



ACTION HUMANITAIRE



d'urgence, la protection des populations vulnérables, la préparation à l'hiver et l'égalité des sexes. En outre, un pas vers la reprise a été franchi dans le cadre de l'approche « **lien entre humanitaire, développement et paix** », grâce à une collaboration dans le domaine du déminage humanitaire et des infrastructures énergétiques dans les établissements scolaires.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont représenté la région géographique la plus importante pour l'AECID et l'une des principales bénéficiaires de l'aide humanitaire, avec une allocation de près de 27,7 millions d'euros. Ce soutien comprenait une contribution importante à la crise au **Venezuela** et dans les pays d'accueil (plus de 9,4 millions d'euros), l'aide apportée dans le cadre du conflit armé en **Colombie** (5,6 millions d'euros) et la réponse aux crises en Amérique centrale et dans les Caraïbes (7,8 millions d'euros), y compris la situation en Haïti. En outre, des fonds ont été alloués à d'autres contextes importants tels que l'Éthiopie, le Soudan, le Soudan du Sud, le Mozambique et la Somalie.

En ce qui concerne les **priorités thématiques**, tant sectorielles que transversales, l'OAH a déployé un travail significatif. Parmi les priorités sectorielles, on peut citer la « **sécurité alimentaire** », à laquelle près de 24,3 millions d'euros ont été alloués en raison de l'aggravation de la situation mondiale ; la « **protection des personnes en situation de mobilité forcée** », avec près de 25,9 millions d'euros, dépassant l'engagement de consacrer au moins 10 % du budget à cette population ; et « **l'éducation dans les situations d'urgence** », domaine dans lequel l'Espagne est leader dans le programme « Écoles sûres », avec plus de 11,6 millions d'euros alloués. Le secteur de l'eau, de l'**assainissement et de l'hygiène** (près de 3,2 millions d'euros) et celui de la **santé** (plus de 7,08 millions d'euros) ont également bénéficié d'un soutien, en particulier en Afrique.

Les **priorités transversales** ont joué un rôle clé dans l'action humanitaire de l'AECID. L'**égalité des sexes** a été prise en compte dans des in-

terventions d'une valeur proche de 30 millions d'euros, tant dans des projets spécifiques que par le biais d'une réserve de 25 % dans l'appel à projets humanitaires destiné aux ONGD. La **protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique** ont également été encouragées, l'accent étant mis sur la résilience face aux catastrophes, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes.

L'amélioration de la qualité de l'aide est restée une priorité, avec une augmentation du financement non affecté (plus de 16 millions d'euros) et du recours aux transferts monétaires (espèces et bons), qui ont atteint au moins 14,28 millions d'euros, soit 16,72 % du budget de l'OAH, ce qui rapproche l'objectif stratégique de 18 % fixé pour 2026. Enfin, l'intégration de l'approche « **triple lien humanitaire-développement-paix** » dans les contextes fragiles ou en cours de redressement a été consolidée.

Dans le **cadre de la réponse aux situations d'urgence**, l'OAH a versé un total de 8,7 millions d'euros. Cela a notamment consisté à acheminer 4,2 millions d'euros par le biais d'appels d'urgence de la FICR, à effectuer **sept envois directs d'aide humanitaire** (d'une valeur supérieure à 1,9 million d'euros) vers différents pays, tels que l'Ukraine, la Turquie ou Gaza/l'Égypte, toujours à titre complémentaire et en privilégiant l'efficacité

et la qualité de l'aide, et l'activation de **16 accords avec des ONGD espagnoles** (> 2,6 millions d'euros).

En outre, l'OAH a renforcé les capacités de l'**équipe START** en entamant le processus de classification en tant qu'**équipe médicale d'urgence (EMT-1)** de l'OMS, ainsi que la classification d'un **module de potabilisation de l'eau** au sein de l'ECPP. Ces accréditations permettront d'élargir la capacité de réponse de l'AECID dans les situations d'urgence.

L'année 2023 a consolidé une approche humanitaire stratégique pour la Coopération espagnole, en concentrant l'aide sur les contextes les plus vulnérables et les thèmes essentiels, en combinant une réponse directe avec le soutien à des partenaires clés et le renforcement de ses propres capacités pour une aide de meilleure qualité et de plus grande portée.

66 En 2023, l'AECID a renforcé l'équipe START en entamant son accréditation en tant qu'équipe médicale d'urgence (EMT-1) et en tant que module de potabilisation de l'eau du mécanisme européen de protection civile.



UNRWA EN PALESTINE

En 2023, l'Espagne a réaffirmé et **considérablement renforcé son engagement envers l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)**, triplant sa contribution par rapport à 2022 dans un contexte de crise et de réduction des contributions des autres donateurs. La contribution totale de l'Espagne s'est élevée à **19,5 millions d'euros**, acheminés par l'intermédiaire de l'AECID (8,75 millions d'euros) et du SEAEG (10,75 millions d'euros), pour répondre aux besoins en Palestine, en Jordanie et en Syrie.

Cette coopération s'appuie sur une longue tradition de soutien de l'Espagne à l'UNRWA depuis 1958. La Palestine reste l'un des principaux bénéficiaires de l'aide publique au développement (APD) espagnole, avec plus de 50 millions d'euros d'aide totale (humanitaire et au développement) en 2023 pour des secteurs essentiels tels que l'éducation, la santé et d'autres services.

Au cours de sa présidence du Conseil de l'UE, l'Espagne a **inten-**

sifié sa diplomatie humanitaire, en activant des mécanismes de réponse coordonnée et en renforçant les actions dans les domaines de la protection, de la **sécurité alimentaire, de l'eau, de l'assainissement et des droits des femmes**. L'Espagne a présidé le groupe COHAFa afin de donner la priorité à la crise à Gaza et de promouvoir des messages communs.

Créée en 1949 pour venir en aide aux réfugiés palestiniens, l'UNRWA soutient environ six millions de personnes dans la région en gérant des écoles et des centres de santé. Bien que 94 % de son financement soit volontaire, il a été confronté à une **grave crise financière en 2023**, avec un déficit de 51 %. La contribution espagnole de 19,5 millions d'euros a été essentielle pour améliorer la prestation de services face à cette situation.

La section souligne également le **contexte violent en Cisjordanie**, avec une **augmentation de 75 % des démolitions** et une recrudescence de la **violence des colons**. L'Espagne a donné la **priorité à la protection des coopérants** et a entrepris des **démarches diplomatiques** face aux difficultés rencontrées par les ONG espagnoles pour obtenir des visas.

L'engagement de l'Espagne en faveur de la **création d'un État palestinien souverain et respectueux des droits de l'homme** reste l'une des priorités de sa politique étrangère. La coopération bilatérale est guidée par le **Cadre de partenariat pays 2020-2024**, qui prévoit un engagement de 100 millions d'euros dans des domaines clés tels que le développement économique, la création d'emplois et l'égalité des sexes.



BUDGET

19,5 M €



OBJECTIF

L'objectif principal de ce projet est d'apporter une aide humanitaire à la population réfugiée palestinienne et de renforcer la protection des droits humains dans un contexte de vulnérabilité croissante et de crise prolongée.

PROJETS PHARES



HIAS AU DARIÉN



BUDGET

Première phase (2022-2023)

400 000 €

Seconde phase (2023-2024)

500 000 €



OBJECTIF

Améliorer les conditions de vie des migrants et des réfugiés en transit en Colombie, au Panama, au Costa Rica et au Honduras, en atténuant les risques de violence sexiste, en offrant une aide humanitaire et juridique, un soutien psychosocial et en assurant un suivi transfrontalier de la protection.

Le projet « Assistance et protection transfrontalière des populations en transit dans le bouchon du Darién et aux frontières du Costa Rica », mis en œuvre par l'HIAS, avait pour objectif principal en 2023 d'améliorer les conditions de vie et la sécurité des populations migrantes et réfugiées sur les routes entre la **Colombie, le Panama et le Costa Rica**. L'initiative visait à atténuer les risques de violence sexiste, à surveiller la protection et à offrir une aide humanitaire, en créant des « **espaces sûrs** » le long de ces routes dangereuses.

Le projet a été structuré en phases, la phase 1 (juillet 2022 - juin 2023) et la phase 2 (août 2023 - juillet

2024) se déroulant en 2023. Les interventions ont été menées dans des zones géographiques clés telles que Necoclí en Colombie, Bajo Chiquito, Canaán Membrillo et des stations saisonnières au Panama, ainsi que dans diverses localités frontalières du Costa Rica. Elles se sont étendues lors de la phase 2 à San José (Costa Rica) et à certaines zones du Honduras.

L'**AECID a soutenu le projet** en demandant 400 000 € pour la phase 1 et 500 000 € pour la phase 2, ce qui a été essentiel pour la continuité et l'efficacité des actions.

Les domaines d'intervention stratégiques comprenaient : la **pro-**

tection contre la violence sexiste (gestion des cas, espaces sûrs, kits d'urgence), la **santé mentale et le soutien psychosocial** (interventions individuelles et collectives), la **protection juridique** (information, assistance juridique, fonds d'urgence) et le **suivi de la protection transfrontalière**. Le projet s'aligne sur les ODD clés et les stratégies de la Coopération espagnole, en donnant la priorité à la protection des personnes vulnérables et à la lutte contre la violence sexiste.

Les résultats ont été significatifs. Au cours de la phase 1, 3 175 personnes ont été aidées directement et 5 135 indirectement, dépassant ainsi l'objectif initial de 65 % grâce à l'aide apportée à 13 764 personnes en raison de l'augmentation de la migration. Au cours de la phase 2, 5 912 personnes ont été aidées directement et 9 017 indirectement. Les objectifs en matière d'aide aux victimes de violence sexiste, de SMAPS et de séances d'information juridique ont été dépassés lors de la phase 1, et une couverture élevée a été atteinte lors de la phase 2, avec 100 % des kits d'urgence et de dignité distribués.



AFGHANISTAN : L'ESPOIR AU MILIEU DE LA CRISE HUMANITAIRE GRÂCE À LA COOPÉRATION ESPAGNOLE



BUDGET

750 000 €

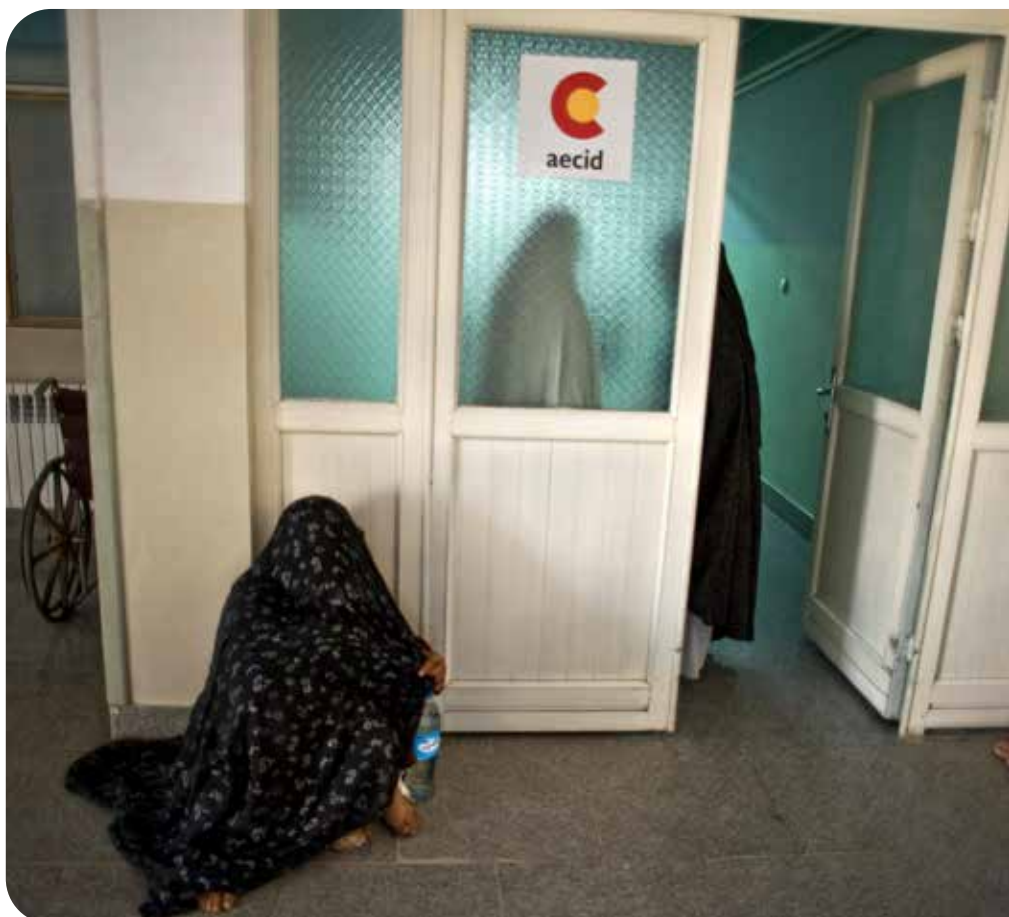


OBJECTIF

Garantir des services de santé reproductive vitaux et un soutien aux survivantes de violences, en mettant l'accent sur les femmes et les filles vulnérables

L'Afghanistan traverse une **crise humanitaire d'une ampleur sans précédent**, résultant d'une combinaison de conflits, de pauvreté chronique, de catastrophes naturelles et de l'interruption brutale de l'aide au développement après août 2021. Cette situation a conduit le système de santé au bord de l'effondrement et a précarisé les conditions de vie. On estime que **la moitié de la population a besoin d'une aide humanitaire**.

La situation des femmes et des filles est particulièrement critique. Le pays enregistre chaque année **51 000 décès maternels** dus à des causes évitables, soit un taux alarmant de 638 pour 100 000 naissances vivantes. En outre, elles sont exposées à un **risque élevé de violence sexiste et de pratiques néfastes** telles que le mariage des enfants. L'éducation a également subi des reculs, avec l'**interdiction officielle d'accès des filles à l'enseignement secondaire**. Deux tiers de la population, en particulier les jeunes et les adolescents, sont de plus en plus marginalisés.





BUDGET

750 000 €



OBJECTIF

Élargir les possibilités d'éducation pour les adolescents, en particulier les filles, grâce à des modèles alternatifs tels que l'éducation communautaire et les centres d'apprentissage accéléré, dans le cadre d'une approche globale et inclusive.

Face à cette situation, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) a intensifié son aide humanitaire. En 2023, elle a alloué 750 000 euros par phase à deux projets clés, acheminés par l'intermédiaire d'agences des Nations unies, afin d'atténuer les effets de la crise et de promouvoir un avenir digne. Ces projets s'inscrivent dans le cadre de la stratégie d'action humanitaire 2019-2026 de la coopération espagnole et des objectifs de développement durable (ODD).

L'un des projets, mis en œuvre par le **Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)**, visait à fournir des **services de santé reproductive essentiels et à prévenir la violence sexiste** dans les régions du nord-est et du sud-est du pays. Des services complets et un soutien psychosocial ont été proposés par le biais d'équipes mobiles de santé (MHT), de maisons de santé familiales (FHH) et d'espaces de santé adaptés aux femmes (WFHS). Les résultats ont été très satisfaisants, avec plus d'un **million de bénéficiaires** (directs et indirects) au total au cours des deux périodes de mise en œuvre en 2023. Cet effort contribue à réduire la mortalité

maternelle et à lutter contre la violence sexiste.

Parallèlement, le projet mené avec l'**UNICEF**, intitulé « Investir dans les enfants d'Afghanistan : permettre aux filles de continuer à apprendre », vise à **élargir les possibilités d'éducation pour les adolescents**, en particulier les filles, dans un contexte de restrictions sévères. Face à la fermeture des écoles secondaires pour filles, des modèles alternatifs sont mis en place, tels que les **Centres d'apprentissage accéléré (ALC)** et l'**Éducation basée sur la communauté (CBE)** dans des espaces privés.

La contribution de l'AECID a permis de créer 150 centres d'apprentissage accéléré destinés aux filles et de consolider leur fonctionnement, en fournissant du matériel didactique, un soutien psychosocial et une formation aux enseignantes. Cette approche vise à garantir la continuité de l'apprentissage et à développer les compétences, au bénéfice de milliers d'enfants (dont 87 % de filles soutenues en 2023-2024) et d'enseignantes.

Ces deux projets de l'AECID en 2023 témoignent de l'**engagement de l'Espagne envers les populations afghanes les plus vulnérables**, en accordant la priorité à la santé sexuelle et reproductive, à la protection contre la violence sexiste et à l'accès à l'éducation, en particulier pour les femmes et les filles, dans un contexte humanitaire extrêmement complexe.

66 Face à la grave crise humanitaire en Afghanistan, la Coopération espagnole investit 1,5 million d'euros dans la santé et l'éducation de plus d'un million de femmes et de filles vulnérables, à travers des projets menés avec le FNUAP et l'UNICEF.



ONGD

PRINCIPALES

LIGNES D'ACTION

Au cours de l'année 2023, des **subventions** ont été accordées pour la réalisation d'interventions de coopération au développement menées par des ONGD dans le cadre de projets de coopération, pour un montant total de **45 millions d'euros**, pour les types de projets de développement dans un seul pays, Éducation pour le développement et la citoyenneté mondiale (EpD-CG) et projets destinés à la population sahraouie réfugiée à Tindouf.

Au cours de l'année 2023, des subventions d'un montant total de 45 millions d'euros ont été accordées à des ONGD pour des projets de coopération au développement.

En outre, le développement et le financement de la deuxième annuité de 45 millions d'euros de la ligne stratégique d'**accords pluriannuels de coopération au développement**, lancée en 2022 pour une mise en œuvre sur la période 2022-2025 pour un montant total de 180 millions d'euros, se sont poursuivis. Cet appel à projets disposait d'un budget supérieur de 20 millions d'euros à celui du précédent, organisé en 2018. 142 propositions ont été présentées pour un montant total de 416,1 millions d'euros, dont 31 ONGD espagnoles ont finalement bénéficié, qui ont conclu **63 accords de développement**. S'agissant d'interventions à long terme, couvrant une période de quatre ans et dotées d'un budget moyen de trois millions d'euros pour chaque accord, cet instrument développé par les ONGD est celui qui a le plus grand impact potentiel en termes de développement. Il peut être mis en œuvre dans plusieurs pays et secteurs, notamment dans le cadre d'actions d'éducation au développement et à la citoyenneté mondiale, ainsi que d'accords d'urgence et d'action humanitaire.

Par ailleurs, l'**appel à projets annuel** était l'un des instruments utilisés par la coopération espagnole pour contribuer au développement équilibré et durable, ainsi qu'à la lutte

contre les inégalités et la pauvreté. En 2023, 67 organisations non gouvernementales de développement (ONGD) ont mené des projets en Espagne et dans 28 pays partenaires. 179 ONGD ont répondu à cet appel à projets et ont présenté un total de 317 demandes pour un montant supérieur à 150 millions d'euros. Au final, 86 propositions ont été approuvées pour un montant total de 45 millions d'euros, soit 13 millions de plus que lors du précédent appel à projets de 2022, qui disposait d'un budget de près de 32 millions d'euros pour 88 projets. La répartition des projets approuvés en 2023 s'est concentrée dans 28 pays : 21 en Amérique centrale, 15 dans le monde arabe et en Asie, 19 en Afrique subsaharienne et 14 en Amérique du Sud.

66 En 2023, l'AECID a approuvé 86 projets pour un montant total de 45 millions d'euros, soit une augmentation de plus de 71 % par rapport à 2022.

En 2023, des **nouveautés importantes ont été intégrées à l'appel à projets**, telles que l'extension de la zone géographique à 28 pays, avec l'intégration du Liban et de la Guinée-Bissau en tant que pays partenaires ; le renforcement de la ligne « Éducation au développement et à la citoyenneté mondiale » avec l'augmentation de la réserve de crédit de 4 % à 6 % du total de l'appel à projets, ce qui a permis l'approbation de 12 projets pour un montant de 2,67 millions d'euros ; l'introduction d'un seuil minimum de demande de 200 000 euros en général, et l'augmentation du plafond des subventions accordées de 600 000 à 1 million d'euros. L'appel à projets de coopération au développement avait pour objectif de concentrer les initiatives sur un seul pays et un objectif spécifique, avec une durée maximale de mise en œuvre de deux ans. Ces modifications visaient à accroître l'impact

des interventions grâce à des projets dotés d'un budget plus important et à étendre leur portée à de nouveaux pays partenaires.

Pour la gestion de ces subventions, plus de 20 séances d'information, réunions de travail en groupe et 2 séances de la Commission d'évaluation de l'AECID ont été organisées.

En ce qui concerne le **suivi des interventions des ONGD** financées par des fonds provenant d'appels à projets antérieurs, **43 commissions de suivi des 65 conventions en vigueur** se sont réunies par voie télématique. En outre, plus de 200 rapports intermédiaires et finaux correspondant à des interventions en cours dans le cadre de différents appels à projets ont été examinés.

Au cours de l'année 2023, en coordination avec l'OAHA de l'AECID, le département des ONGD a géré 17 activations correspondant à **5 accords d'urgence** de l'appel à projets 2022-2025, dans les pays suivants : Pérou, Myanmar, Haïti, Équateur, Palestine, Arménie, Syrie, Turquie, Éthiopie,

Tchad et Maroc, pour un montant total de plus de 3 millions d'euros.

En matière de **révision de la qualification des ONGD**, en 2023, le respect des exigences requises pour le maintien de ce statut a été évalué auprès de 45 ONGD qualifiées, garantissant ainsi la validité de leur accréditation conformément à la réglementation en vigueur.

Au 31 décembre 2023, le **registre des ONGD** comptait un total de 997 entités inscrites. Ce registre a traité 527 demandes d'inscription, requêtes, résolutions et rapports de différentes natures liés à ce sujet.

Le service d'assistance aux entités en matière de **enregistrement et de qualification des entités** a traité plus de 1 395 communications, ce qui signifie que, globalement, l'unité répond à environ 7 demandes par jour.

En ce qui concerne le **personnel des organisations**, le département des ONGD est également chargé de **gérer les assurances vie et santé col-**



lectives afin de couvrir les personnes qui travaillent dans les 110 entités affiliées, ce qui génère un nombre considérable d'adhésions et de résiliations à ces assurances de l'AECID. Ainsi, en 2023, 170 mouvements de coopérants ont été enregistrés dans le domaine de l'assurance maladie et 176 dans celui de l'assurance vie, correspondant à plus de 81 ONGD, avec un volume de consultations via la boîte mail de l'entreprise de plus de 1 700 courriers et communications. La gestion des assurances a impliqué le traitement de plus de 1 300 communications via la boîte aux lettres électronique de l'entreprise, ainsi que la réalisation de 17 validations de fonctions demandées par des coopérants, ce qui reflète l'intense activité du secteur de la coopération internationale pour le développement.

Plus de 1 700 demandes de renseignements sur les assurances coopératives ont été traitées et plus de 1 300 communications ont été enregistrées.

Une autre tâche réalisée par le département des ONGD consiste à vérifier la documentation relative au respect des critères par les en-

tités et à préparer des rapports d'utilité publique à la demande du registre des associations du ministère de l'Intérieur, soit en moyenne 12 rapports par an.

D'autre part, en ce qui concerne le **contrôle des justifications des subventions** gérées par le département dans le cadre des lignes de projets et des conventions, au 31 décembre 2023, plus de 1 200 projets étaient encore en période de justification, pour un montant total de 354 millions d'euros. Ces projets ont continué à faire l'objet d'un examen en fonction des disponibilités, avec le

soutien d'un cabinet d'audit chargé de vérifier le respect des réglementations applicables. De même, la boîte aux lettres électronique dédiée aux justifications a traité en 2023 plus de 378 communications liées à ce sujet.

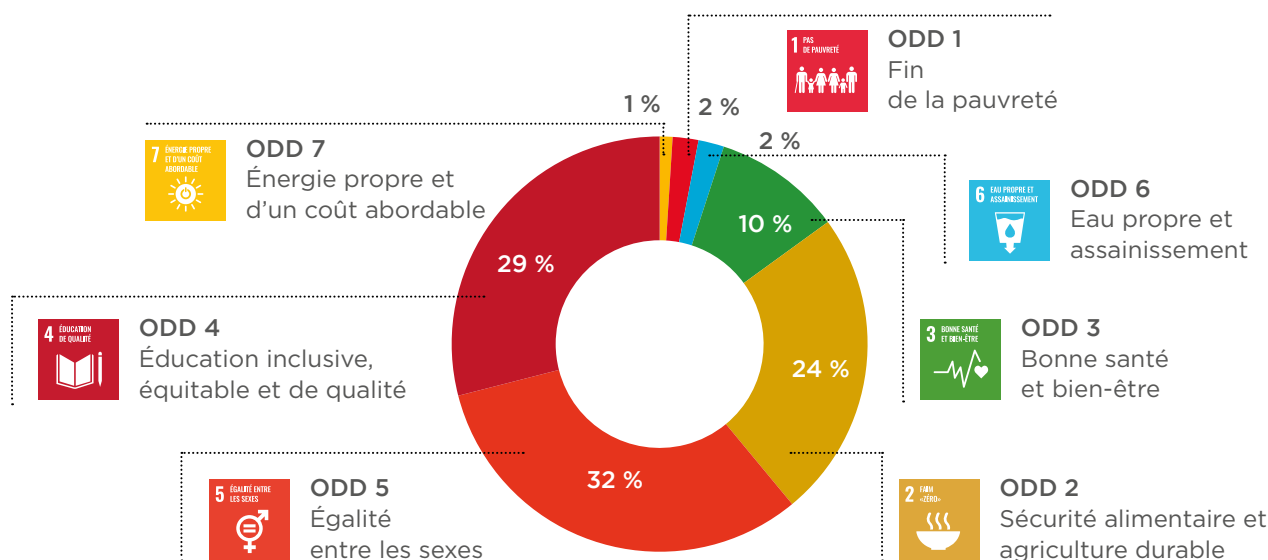
Enfin, dans le cadre de cette mission de contrôle des justifications des subventions accordées aux ONGD, quatre dossiers ont été transmis à l'Office national d'audit et trois consultations ont été présentées au service juridique de l'AECID au cours de l'année dernière.



SUR QUELS ODD AVONS-NOUS UN IMPACT ?

Les secteurs qui bénéficient principalement des subventions accordées dans le cadre de l'appel à projets de coopération au développement des ONGD en 2023 sont les suivants : l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes avec 26 projets et 14,4 millions d'euros (32,12 %) ; la sécurité

alimentaire et la lutte contre la faim, avec 24 initiatives et 10,7 millions d'euros (23,74 %) ; et l'éducation inclusive, équitable et de qualité, avec 22 projets et 13,1 millions d'euros (29,12 %).





BUDGET

432 755 €



OBJECTIF

Contribuer à améliorer la sécurité alimentaire, les revenus ruraux, l'autonomisation des femmes et la durabilité environnementale.

AGRO-EMPLOI : AGROÉCOLOGIE ET PROMOTION DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES COMMUNAUTÉS RURALES DE MATUTUÍNE, AVEC UN ACCENT PARTICULIER SUR LE GENRE ET L'ENVIRONNEMENT

Le projet « Agro-emploi : agroécologie et promotion des moyens de subsistance des communautés rurales de Matutuine, avec une approche axée sur le genre et l'environnement » (2022/PRYC/0583) a été mis en œuvre par l'ONGD CESAL en collaboration avec l'UAAMAT, le SDAE et l'organisation MULEIDE. Il s'est déroulé pendant 24 mois dans le district de Matutuine, au Mozambique, avec un budget de 432 755 €, financé en grande partie par l'AECID.

L'objectif principal était de contribuer à améliorer la **sécurité alimentaire**, les **revenus ruraux**, l'**autonomisation des femmes** et la **durabilité environnementale** grâce à une approche agroécologique intégrée. L'intervention s'articulait autour de quatre axes : le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles, la diversification et la durabilité de la production agricole, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes, et la sensibilisation des communautés à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles.

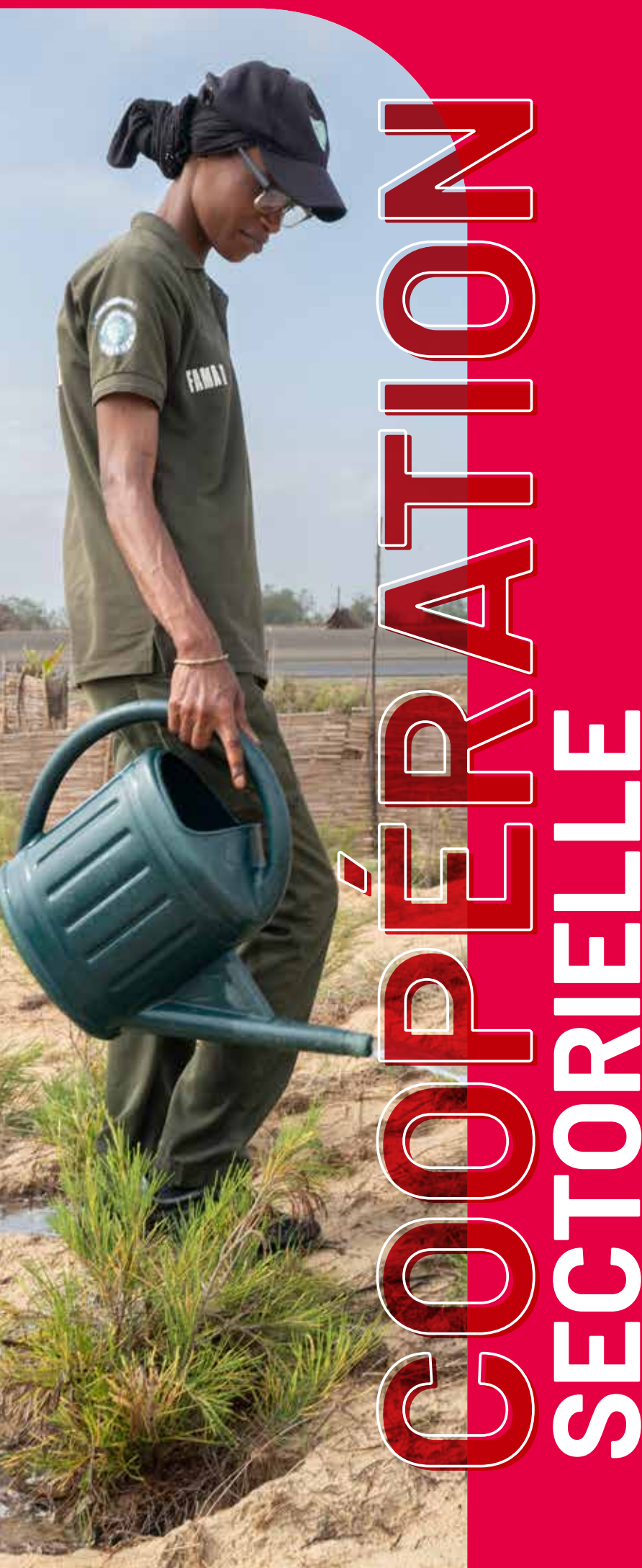
Parmi les résultats notables, on peut citer la formation technique des fonctionnaires et des dirigeants, la création de **parcelles de démonstration** utilisant des techniques agroécologiques, l'installation de systèmes d'**irrigation solaire** à faible coût et la dynamisation des processus décisionnels participatifs. Des **cultures intercalaires et résilientes au changement climatique** ont été encouragées afin d'assurer un approvisionnement agricole plus stable. Des progrès ont également été réalisés dans la conception de **plans locaux en matière de genre et d'environnement** à la suite de diagnostics participatifs.

Du point de vue du genre, les **agricultrices** ont été intégrées dans les instances organisationnelles et décisionnelles, MULEIDE jouant un rôle central dans la formation et le conseil. Des activités d'**alphabétisation et de renforcement des capacités productives** ont été menées à l'intention des femmes vulnérables. La **méthodologie participative**, axée sur l'implication active des bénéficiaires, et la forte

motivation du groupe cible ont été des points forts.

En conclusion, le projet s'est révélé être une expérience réussie et reproductible, qui articule le développement agricole durable avec l'égalité des sexes et la gestion environnementale. Il a renforcé les capacités locales, généré des apprentissages et contribué de manière tangible à l'amélioration des conditions de vie à Matutuine. Son approche territoriale, participative et multisectorielle en fait une référence.





PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

Le Département de coopération sectorielle (DCS) de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) joue un rôle fondamental dans l'articulation de la politique de développement espagnole, en concentrant ses efforts sur des domaines thématiques clés afin de contribuer à l'Agenda 2030.

Au cours de l'année 2023, le DCS a continué à renforcer et à développer ses principaux axes de travail, caractérisés par la **recherche de partenariats stratégiques** et un engagement ferme en faveur des droits humains, de l'égalité des sexes, de la diversité culturelle et de la durabilité environnementale. Ces actions visent, en fin de compte, à **accroître la productivité, à renforcer la cohésion sociale et à garantir la durabilité environnementale** dans les pays partenaires.

Les principaux domaines d'activité du Département de la coopération sectorielle en 2023 comprenaient :

TRAVAIL EN PARTENARIAT

Le DCS a activement encouragé la collaboration avec divers acteurs, notamment le **secteur des entreprises, le secteur universitaire et de la recherche, et le secteur social**. En 2023, un appel à projets annuel doté d'un budget de 9 millions d'euros a été publié. Cet appel à projets visait à cofinancer des **actions de coopération au développement dans le domaine de l'innovation** qui répondent aux défis de l'Agenda 2030, en cherchant à promouvoir et à reproduire à plus grande échelle des solutions innovantes déjà testées avec succès. De même, des **actions innovantes en matière de connaissances** ont



été cofinancées, telles que des recherches, des études appliquées, des formations et des séminaires, visant à renforcer les capacités de l'AECID et d'autres acteurs de la coopération espagnole.

TRAVAIL SUR LE GENRE

L'unité chargée des questions de genre du DCS a apporté son soutien aux différentes unités de l'AECID dans leurs interventions en faveur de l'égalité. Elle a représenté l'AECID dans des forums clés tels que le Groupe de travail sur le genre et le développement du Conseil de coopération au développement et le Groupe consultatif de haut niveau pour la politique étrangère féministe, qui a travaillé en 2023 à l'élaboration du **Plan d'action pour la mise en œuvre de la politique étrangère féministe 2023-2024**, approuvé en octobre. La systématisation des informations et le soutien technique en matière de genre et de violence à l'égard des femmes ont été soulignés, ainsi que la réalisation du rapport d'impact sur le genre du projet de loi de finances de l'État. L'unité a participé à la **56e session de la Commission des Nations Unies sur la population et le développement** à New York en avril 2023. Une réalisation importante a été la gestion du **programme Ellas+**, sélectionné par l'Union européenne

en 2023 comme **bonne pratique en matière de leadership et de participation égalitaire** dans le cadre du GAP III. En 2023, ce programme comprenait la promotion des politiques de soins comme priorité.

TRAVAIL SUR L'ÉDUCATION

Le DCS a continué à fournir un **soutien technique pour le suivi des interventions** du programme thématique **e-Duc@** et d'autres projets dans le secteur de l'éducation. Il a participé activement à des forums spécialisés tels que le groupe de travail sur l'éducation de la Commission européenne (INTPA Education Team), évaluant les réalisations communautaires de 2023 en matière de coopération éducative, et le groupe de travail sur l'éducation inclusive du Réseau mondial d'action sur le handicap (GLAD Network).

TRAVAIL SUR LA SANTÉ

Le département a soutenu l'élaboration de la **stratégie espagnole en matière de santé mondiale** et du **plan d'action de l'AECID dans le secteur de la santé** à l'aide de documents de travail et de projets O. En 2023, l'AECID a élevé le **programme de formation médicale spécialisée en Éthiopie au rang d'initiative européenne conjointe**, en collaboration avec l'Agence italienne pour

la coopération au développement (AICS) et l'Union européenne, afin de renforcer la spécialisation médicale. De même, le **programme Salud+** a été géré avec un budget de 5 millions d'euros en 2023. L'Espagne a accueilli des événements internationaux sur la santé mondiale auxquels l'AECID a participé, notamment le **deuxième Forum mondial sur la pneumonie infantile** à Madrid en mars 2023 et l'**examen à mi-parcours du GAVI** en juin 2023, un événement clé sur la vaccination.

TRAVAIL DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT RURAL, DE L'AGRICULTURE DURABLE ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION

En juin 2023, le **deuxième Sommet mondial contre la faim et la malnutrition** s'est tenu à Valparaíso (Chili). L'AECID, par l'intermédiaire de son DCS, a participé à son organisation aux côtés de ses principaux partenaires, tels que l'**Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**, le **Congrès national chilien** et le **gouvernement chilien**, et a bénéficié du soutien de la **Commission européenne**, de l'**Agence mexicaine de coopération internationale pour le développement (AMEXCID)** et du **Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes**.

Plus de **200 parlementaires de 64 pays** ont participé à cette rencontre et se sont engagés à renforcer leur engagement politique et à promouvoir des initiatives concrètes visant à améliorer la sécurité alimentaire dans le monde entier.

Lors de l'inauguration, Antón Leis, directeur de l'AECID, a déclaré : « La coordination, la coopération et la collaboration sont fondamentales. Nous ne pouvons pas y arriver seuls. La solution ne réside pas uniquement dans la coopération internationale, mais aussi dans le partenariat. Nous devons travailler ensemble dans le cadre d'alliances parlementaires, telles que le Front parlementaire contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui a servi d'exemple au reste du monde ».

Le Sommet a réaffirmé l'**urgence d'éradiquer la faim et la malnutrition sous toutes leurs formes** comme condition préalable à la réalisation des objectifs mondiaux de développement durable, en soulignant le rôle crucial que jouent les parlementaires dans la garantie de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Il a recensé et partagé des exemples de **bonnes pratiques**, notamment en matière d'élaboration d'une législation innovante, et a **identifié les domaines prioritaires clés** pour une action parlementaire accrue dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

TRAVAIL DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'engagement de l'Espagne à **augmenter le financement climatique** s'est traduit par une augmentation notable de l'APD de l'AECID en 2023. Cette APD a dépassé les 67 millions d'euros, soit près du triple du chiffre de 2019 (près de 24 millions d'euros) et nettement plus que celui de 2022 (près de 44 millions d'euros). Le **programme de transition écologique** a également vu son budget augmenter en 2023, pour atteindre 10 millions d'euros.

Lors de la **COP28 à Dubai**, la Coopération espagnole a joué un rôle

actif dans les débats clés sur la crise climatique, en accordant une attention particulière au **nouveau fonds pour les pertes et dommages, à la transition écologique juste et à l'impact humanitaire du changement climatique**. En tant que leader de l'**Alliance IDRA**, il a mené, en collaboration avec l'ONU, la lutte contre la sécheresse, avec une contribution de plus de 8 millions d'euros. L'AECID a également organisé un événement sur le **financement climatique inclusif** et a participé au lancement de l'**Initiative mondiale pour les obligations vertes**, en signant la déclaration fondatrice et en s'engageant à verser 100 millions d'euros. En outre, la collaboration avec la Croix-Rouge (1,5 million d'euros) et la contribution à des initiatives telles que EUROCLIMA et la Red de Santiago (5 millions) ont été soulignées. L'Espagne a annoncé 20 millions d'euros pour le nouveau fonds pour les pertes et dommages et 2 millions d'euros pour les « Bonos Amazónicos », destinés à préserver les écosystèmes au Brésil, en Colombie, en Équateur et au Pérou.

TRAVAIL DANS LE DOMAINE DE LA GOUVERNANCE

Le DCS a apporté son soutien au MAEUC dans l'organisation de la **Cohorte Démocraties inclusives** lors du IIe Sommet pour la démocratie en 2023. Ce groupe thématique, lancé en 2021, vise à renforcer les démocraties grâce à la **participation effective des groupes vulnérables**, tels que les personnes handicapées, les personnes LGTBQI+, les peuples autochtones et les communautés afro-descendantes. Le DCS a également représenté l'AECID lors de la réunion annuelle du **Réseau d'action mondial sur le handicap (GLAD-Network)** à Bruxelles en 2023, dans le but de faire progresser l'inclusion des personnes

handicapées, conformément aux dispositions de la Convention internationale relative à leurs droits.

TRAVAIL DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE (EPDCG)

La création d'alliances est une priorité dans ce domaine. En 2023, la première réunion en présentiel du **Réseau d'experts en EpDCG des communautés autonomes et des collectivités locales**, créé en 2022, s'est tenue avec une large participation institutionnelle. Des actions de l'EpDCG ont été encouragées grâce au **financement accordé à l'ONGD** et au Programme national des enseignants pour le développement, et la XIIIe édition du Prix national de l'éducation pour le développement Vicente Ferrer a été organisée en collaboration avec le MEFPD et le MITECO. Les programmes nationaux en matière de citoyenneté mondiale pour le développement durable ont continué d'être renforcés dans les différents pays participant à cette initiative ibéro-américaine (SEGIB).

En 2023, l'AECID, en collaboration avec Jóvenes y Desarrollo et Bosco Global, a lancé le projet « EnRÉ-Date por la interculturalidad » (Engage-toi pour l'interculturalité), dont l'objectif principal était de **renforcer la citoyenneté mondiale et de prévenir les discours haineux, racistes et xénophobes** chez les jeunes, en encourageant le respect de la diversité culturelle et l'esprit critique.

Une action marquante a été le lancement de la **campagne « Génération G » le 18 décembre 2023**, qui comprenait un **documentaire du même nom** réalisé par plus de 25 jeunes de différentes régions d'Espagne, qui ont raconté leurs expériences en matière d'interculturalité.

En résumé, le département de coopération sectorielle de l'AECID a mené une activité intense axée sur le renforcement des alliances, la promotion de l'innovation et des connaissances, et la mise en œuvre de politiques transversales telles que l'égalité des sexes et la durabilité environnementale, réaffirmant ainsi son engagement en faveur d'un modèle de développement intégral et coordonné face aux défis mondiaux.

LE PROGRAMME E-DUC@ : RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE DANS L'ÉDUCATION



**BUDGET TOTAL
2021-2022**

4 M €



OBJECTIF

Réduire la fracture numérique dans les environnements éducatifs vulnérables en fournissant des ressources technologiques et une formation aux compétences numériques.

Le **programme e-Duc@**, lancé en 2021 dans le cadre de la stratégie de réponse conjointe de la coopération espagnole à la crise du COVID-19, vise à **réduire la fracture numérique dans les pays partenaires dont les systèmes éducatifs sont fragiles** ou qui ont peu recours aux technologies. À cette fin, il **finance des initiatives visant à renforcer les capacités publiques**, en accordant une attention particulière aux groupes les plus vulnérables et exposés au risque d'exclusion.

En 2023, elle a poursuivi le suivi des projets en cours aux Philippines, au Cap-Vert, au Mozambique, en Bolivie, au Pérou, à Cuba, en République dominicaine, au Honduras, au Salvador et au Guatemala. Parmi ceux-ci, on peut citer le projet « **Formation aux compétences numériques : réduire la fracture numérique dans la province de Nampula** », au Mozambique.

Située au nord du pays, la province de Nampula présente des niveaux élevés de pauvreté et de vulnérabilité, en particulier dans les zones rurales, où la fracture numérique

est particulièrement marquée. Le **projet a directement bénéficié à plus de 2 800 personnes**, dont 1 000 femmes, issues de divers établissements scolaires des localités de Nacuxa, Netia, Lumbo et Nacala. L'intervention s'est concentrée sur la **fourniture d'équipements informatiques aux centres, la facilitation de l'accès à Internet et l'organisation d'activités de formation destinées aux étudiants, aux**

enseignants et au personnel technique, telles que des ateliers sur les technologies de l'information et la maintenance des infrastructures numériques.





PROGRAMME ELLAS+



BUDGET

5 M €



OBJECTIF

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, en soutenant des projets qui renforcent leurs droits et leur participation dans tous les domaines de la société.

Dans le cadre du programme « El-las+ », 14 nouveaux projets ont été sélectionnés en 2023 en Égypte, en Éthiopie, au Mozambique, au Nigeria, dans la CEDEAO, au Sénégal, au Mali, au Niger-Burkina Faso, en Palestine, au Maroc, en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Colombie,

au Honduras et au Pérou, pour un financement total de 5 millions d'euros.

Ils s'ajoutent aux 15 projets sélectionnés en 2021 (avec un budget de 1,45 million d'euros) et aux 14 approuvés en 2022 (pour un total

de 3,65 millions d'euros). Conformément au règlement de l'appel d'offres, la durée initiale d'exécution est de 24 mois, avec possibilité de prolongation supplémentaire pouvant aller jusqu'à 12 mois.



PROGRAMME DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE (PROTEC)



BUDGET

10 M €



OBJECTIF

Promouvoir des solutions durables qui restaurent les écosystèmes et favorisent l'économie circulaire, contribuant ainsi à la résilience environnementale et sociale.



En 2023, PROTEC a augmenté son budget pour atteindre 10 millions d'euros, ce qui a permis l'**approbation de 21 projets** axés sur la durabilité environnementale. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de deux approches complémentaires : d'une part, **les solutions fondées sur la nature**, qui favorisent la res-

tauration des écosystèmes et la fourniture de services environnementaux présentant des avantages sociaux et économiques ; d'autre part, **l'économie circulaire**, qui vise à allonger le cycle de vie des produits et à réduire au minimum la production de déchets.

La même année, la **lutte contre la désertification et la sécheresse** a été intégrée comme priorité, positionnant le programme comme un instrument clé de l'AECID pour soutenir l'**Alliance internationale contre la sécheresse (IDRA)**, une initiative lancée par les gouvernements espagnol et sénégalais dans le cadre de la COP27. PROTEC a versé à lui seul plus de 4 millions d'euros à l'IDRA en 2023.



3 BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE



BUDGET

5 M €



OBJECTIF

Renforcer les systèmes de santé publique dans les pays partenaires, en améliorant l'accès équitable à des services de santé de qualité.

PROGRAMME SALUD+ : RENFORCER LES SYSTÈMES DE SANTÉ À L'ÈRE POST-COVID-19

En 2023, le **programme Salud+** disposait d'un budget de 5 millions d'euros pour soutenir le renforcement des systèmes de santé dans les pays partenaires de l'AECID. Lancé en 2022, ce programme finance des initiatives qui contribuent à la **couverture sanitaire universelle** et au **renforcement des systèmes nationaux de santé publique**.

L'objectif est d'améliorer la capacité des pays à offrir des services de santé de qualité, accessibles et équitables, en donnant la priorité à l'accès aux services essentiels et à la mise en œuvre effective des plans nationaux de santé par le biais de leurs institutions publiques.

En 2023, ce programme a financé **9 projets** identifiés par les bureaux techniques de coopération du Guatemala, du Costa Rica, de Cuba, de Jordanie, d'Éthiopie, du Mali, de Mauritanie et du Niger, ainsi que par le centre de formation d'Antigua, au Guatemala.





ACTION

CULTURELLE ET SCIENT

PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

La Direction des relations culturelles et scientifiques (DRCC) de l'AECID coordonne la coopération culturelle et scientifique et la promotion de l'art et de la culture espagnols à l'étranger, en considérant la culture comme un bien public mondial.

Au cours de l'année 2023, la DRCC a concentré son travail sur quatre axes principaux : le lancement du processus de révision de la stratégie en matière de culture et de développement ; le renforcement du réseau des centres culturels ; l'intensification des activités culturelles et scientifiques du réseau des ambassades à l'étranger ; et la consolidation d'une nouvelle édition de bourses et de lectorats, destinée tant aux citoyens espagnols qu'aux étrangers. Ces actions sont conçues comme des **outils clés de diplomatie culturelle et scientifique** pour l'action extérieure de l'Espagne.

La coopération culturelle de l'AECID fonde son travail sur la considération de la culture comme un facteur incontournable du développement, celle-ci étant, outre un objectif et un droit en soi, un outil indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Après 15 ans d'existence et dans un contexte marqué par de profonds changements dans l'ordre mondial, la Stratégie pour la culture et le développement avait besoin d'être révisée et mise à jour afin d'intégrer de nouvelles perspectives ; des principes énoncés dans la Déclaration de Mondiacult, qui reconnaît la culture comme un bien public mondial, à la défense d'un nouveau contrat social, au renforcement de nos démocraties, à l'attention portée à la santé et aux soins, et à l'inclusion urgente d'une approche environmentaliste.

En 2023, le **Réseau des centres culturels de la coopération espagnole** (Red CCE) a amélioré la qualité et l'impact de ses propositions, toujours en accord avec l'Agenda 2030. Ces centres se sont imposés

comme des **lieux de citoyenneté et de participation de la société civile, ainsi que comme des espaces de liberté et de démocratie**, encourageant le respect de la diversité culturelle et œuvrant à l'intégration d'approches transversales de la coopération espagnole telles que l'inclusion, la diversité des genres, l'environnement, la culture de la paix et l'innovation. En 2023, **plus de 5 300 activités culturelles** ont été organisées avec un budget de 6,6 millions d'euros, rassemblant près de 1 300 000 personnes. En outre, deux nouveaux bureaux de coopération espagnole (OCE) ont été ouverts au Guatemala et au Panama, et les bases du futur CCE en Colombie ont été jetées avec la signature d'un contrat de prêt à usage pour la restauration du couvent de la Candelaria.

Les projets visant à mettre en œuvre la stratégie Culture et développement ont été principalement canalisés par le **Programme Patrimoine pour le développement (P>D)**, qui a lancé 18 projets en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes,



TIFIQUE

avec un budget de 3,0 millions d'euros, et par le **Programme de formation ACERCA**, dans le cadre duquel 170 activités de formation ont été organisées dans 41 pays, pour un montant de 1,1 million d'euros.

La **promotion de la culture et de l'art espagnols** à l'étranger a été gérée par le réseau des ambassades et le réseau CCE. Cette action comprenait le soutien à la promotion du cinéma à travers le catalogue de la cinémathèque de l'AECID, avec la projection de plus de 800 films et l'organisation de sept cycles thématiques ; la promotion des arts du spectacle et de la musique grâce à des accords avec des institutions et des festivals ; l'organisation de près de 240 activités dans le domaine de la littérature et des sciences humaines ; et la coordination du pavillon espagnol à la 18e Biennale d'architecture de Venise. Au total, **plus de 3 500 activités culturelles** ont été organisées avec un budget d'environ 6 millions d'euros, touchant plus de 4 millions de personnes. À ces initiatives s'est ajouté un programme spécial de plus de 150 activités culturelles à l'occasion de la **présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne**, avec un budget de 1,1 million d'euros.

Dans le domaine de la **formation et de la mobilité internationale**, l'AECID a approuvé des appels d'offres d'une valeur de 11,2 millions d'euros en 2023, soit une augmentation de 7,6 % par rapport à 2022. Malgré les problèmes liés à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui ont affecté les programmes dans ce pays, quatorze nouveaux lectorats ont été créés, la deuxième promotion du programme ASALE a accueilli 22 boursiers et un programme spécifique destiné aux artistes de l'Union européenne a été mis en place dans le cadre des bourses de l'Académie d'Espagne à Rome. Douze nouveaux accords ont également été signés avec des universités étrangères pour la création de postes de lecteurs.

Dans le cadre de la ligne stratégique de **diplomatie scientifique**, en coordination avec le ministère des Sciences et des Universités, l'action extérieure a eu deux volets : la diplomatie au service de la science et des scientifiques, et une science qui contribue aux objectifs de la diplomatie et de la coopération. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec le réseau des 22 **associations d'universitaires et de chercheurs espagnols à l'étranger**. Le programme d'activités de diplomatie scientifique, technologique

et d'innovation (DCTI), aligné sur les priorités nationales et celles de la présidence espagnole de l'UE, a dépassé les 80 ambassades avec **plus de 200 activités** dans des domaines variés tels que la transition énergétique, le climat, la diplomatie spatiale, la santé, la promotion de l'espagnol dans les sciences, la science ouverte, les femmes et la science, la diplomatie « bleue » et la durabilité des océans, la numérisation et l'art-science, toutes orientées vers la réalisation des ODD. Il a souligné la coorganisation de la **première Conférence européenne sur la diplomatie scientifique** et la participation à la première Conférence sur la diplomatie scientifique dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée.

Enfin, il convient de mentionner que la **bibliothèque de l'AECID** a continué à enrichir ses collections bibliographiques historiques et celles spécialisées dans la coopération.

En résumé, 2023 a été une année d'activité intense, axée sur la révision stratégique, le renforcement du réseau à l'étranger et la mise en œuvre de programmes et de projets importants dans les domaines de la coopération culturelle, de la promotion, de la formation, de la mobilité et de la diplomatie scientifique.

GENEROS.AS : CULTURE, ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ DEPUIS LE SALVADOR



**BUDGET
EN 2023**

11 300 €

**BUDGET TOTAL
(2018-2023)**

26 500 €



OBJECTIF

Promouvoir l'égalité des sexes et la diversité au Salvador, en contribuant à la construction d'un avenir plus juste et plus équitable pour toutes et tous.

Le Centre culturel espagnol au Salvador (CCESV) soutient GENEROS.AS, un programme essentiel lancé en 2018 pour **promouvoir l'égalité des sexes et la diversité** dans le pays. Cela contribue à la construction d'un avenir plus juste et plus équitable. Avec un budget de 11 300 € en 2023, il s'agit d'un outil clé de la coopération espagnole axée sur le féminisme.

L'objectif est de **réduire les inégalités**, de **lutter contre la violence** et la discrimination, et de **promouvoir l'autonomisation des femmes, des filles, des adolescentes et de la communauté LGBTQI+**. Il s'agit d'un programme transversal et permanent qui offre tout au long de l'année des **espaces sûrs** pour l'expression, la réflexion et le débat.

En 2023, **près de 50 activités ont été organisées**, avec plus de **1 300 participants**. L'École Généros.as, un espace de formation qui, pour sa cinquième édition, a exploré l'**afrofémisme**, a été mise en avant. Le premier **Festival Généros.as, Mujeres que hacen música (les femmes musiciennes)** a également été organisé, mettant en avant le talent féminin salvadorien.

L'objectif est de **sensibiliser, d'autonomiser et de protéger les droits**, en remettant en question le système patriarcal et en dénonçant le harcèlement. GENEROS.AS s'aligne sur l'ODD 5 de l'Agenda 2030 relatif à l'égalité des sexes et sur la ligne 7 de la stratégie C+D, garantissant le respect des droits des femmes dans la culture.



APPEL À PROJETS E.CO 2023



**BUDGET TOTAL
2021-2022**

100 000 €



OBJECTIF

Présenter différents points de vue qui construisent des histoires à partir des communautés qui habitent et protègent leurs territoires, leurs mémoires et leurs identités.

En 2023, le **projet APPEL À PROJETS E.CO 2023** a été mis en place. Il s'agit d'un forum de débat, de création et d'échange organisé par le réseau des centres culturels de l'AECID en collaboration avec la fondation VIST. Sous le titre « **[E·CO 23] ÉCOLOGIE, TERRITOIRES ET COMMUNAUTÉS. Nouvelles narrations construites à partir de la pluralité et de la création partagée** », doté d'un budget de 100 000 €, le projet avait pour objectif principal de renforcer les mécanismes de recherche et de sensibilisation afin d'**encourager d'autres façons de voir et de réfléchir à la complexité du monde actuel**, en présentant des points de vue qui construisent des histoires à partir des communautés qui habitent et protègent leurs territoires et leurs mémoires.

Au cours de cette rencontre, des **conférences et des tables rondes** ont été organisées, auxquelles ont participé plus de 30 narrateurs visuels, scientifiques et chercheurs renommés issus de différentes régions d'Amérique latine, y compris des experts de la National Geogra-

phic Society Latinoamérica. **Huit groupes ont été sélectionnés** lors de l'appel à projets et ont discuté de la représentation territoriale, de la biodiversité de la planète et de l'avenir de l'Amazonie.

L'événement principal **s'est déroulé au Centre culturel espagnol de La Paz, en Bolivie**, parallèlement à une réunion de la National Geographic Society. Parallèlement, une **exposition** présentant les résultats des processus de travail des collectifs sélectionnés a été organisée,

puis reproduite par d'autres CCE du réseau, comme le CCE Mexique. En outre, **une résidence artistique a été organisée à Rurrenabake, en Bolivie**, permettant aux participants d'échanger leurs expériences et de discuter de nouveaux récits, dans le respect particulier des communautés autochtones et de la planète Terre.



PLAN D'ACCESSIBILITÉ UNIVERSELLE POUR LA MÉDINA DE TÉTOUAN



BUDGET

204 000 €



OBJECTIF

L'objectif principal est de rendre la médina de la ville de Tétouan accessible à tous ses habitants, en particulier aux personnes les plus vulnérables.

Avec le soutien du programme Patrimoine pour le développement, ce projet vise à établir des critères et des lignes directrices pour intervenir sur le patrimoine historique et artistique de la médina de Tétouan, inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, dans une perspective d'**accessibilité universelle**.

L'objectif ultime est de rendre la médina accessible à tous ses habitants, en particulier aux personnes les plus vulnérables. La médina de Tétouan se caractérise par son environnement urbain complexe, avec ses rues étroites et sa forte densité. L'objectif est d'assurer une gestion durable de cet environnement, d'un point de vue social et des droits de l'homme, tout en respectant ses valeurs patrimoniales.

Le projet est conçu comme un processus fondé sur la **participation de la société civile** et la **formation des techniciens municipaux**. Dans le cadre de ce projet, une visite d'une délégation de la mairie de Tétouan en Espagne a été organisée en 2023. Des expériences réussies d'intégration de l'accessibilité dans des villes telles que Madrid, Ávila et Tolède ont été présentées, facilitant ainsi les échanges techniques.



PROJETS PHARES



BUDGET

200 000 €



OBJECTIF

Contribuer à la promotion de l'emploi dans le domaine des industries culturelles et créatives des pays PALOP (Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe) et du Timor oriental (PALOP-TL).



PROMOTION DE L'EMPLOI DANS LES INDUSTRIES CULTURELLES AU PALOP ET AU TIMOR ORIENTAL

Le projet global (Procultura) découle de l'accord signé en 2019 entre l'AECID et l'Institut Camões, dans le cadre du programme indicatif pluriannuel UE/PALOP-TL 2014-2020, prolongé jusqu'en 2024 en raison de la pandémie. Son objectif est de former des leaders du secteur culturel dans les pays PALOP et au Timor oriental, en favorisant l'emploi et la création de revenus dans ce domaine.

L'AECID, à travers le programme ACERCA, apporte son expérience en matière de formation, en gérant des activités de formation par l'intermédiaire des ambassades et des bureaux de coopération espagnols. Ces formations permettent aux étudiants d'apprendre à identifier les instruments de financement, à reconnaître les bonnes pratiques et à innover dans les entreprises de l'économie créative.

En 2023, la **deuxième édition a été organisée** dans les cinq pays PALOP et au Timor oriental. En Angola, elles ont suscité un vif intérêt, rassemblant 45 participants, pour la plupart porteurs de projets d'entrepreneuriat culturel. La formation au Timor oriental a servi de point de rencontre, contribuant à la création de l'Association des gestionnaires culturels. À Sao To-

mé-et-Principe, les projets et réseaux existants ont été renforcés, facilitant les échanges en vue de la création d'une association de gestion culturelle. Le Cap-Vert a mis en place pour la première fois un modèle décentralisé, jetant ainsi les bases d'une structure de gestion culturelle ; et la Guinée-Bissau a atteint un taux élevé d'élèves terminant leur formation complète.



LA CULTURE ESPAGNOLE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE :

PROGRAMME SPÉCIAL À L'OCCASION DE LA PRÉSIDENTE ESPAGNOLE DE L'UE



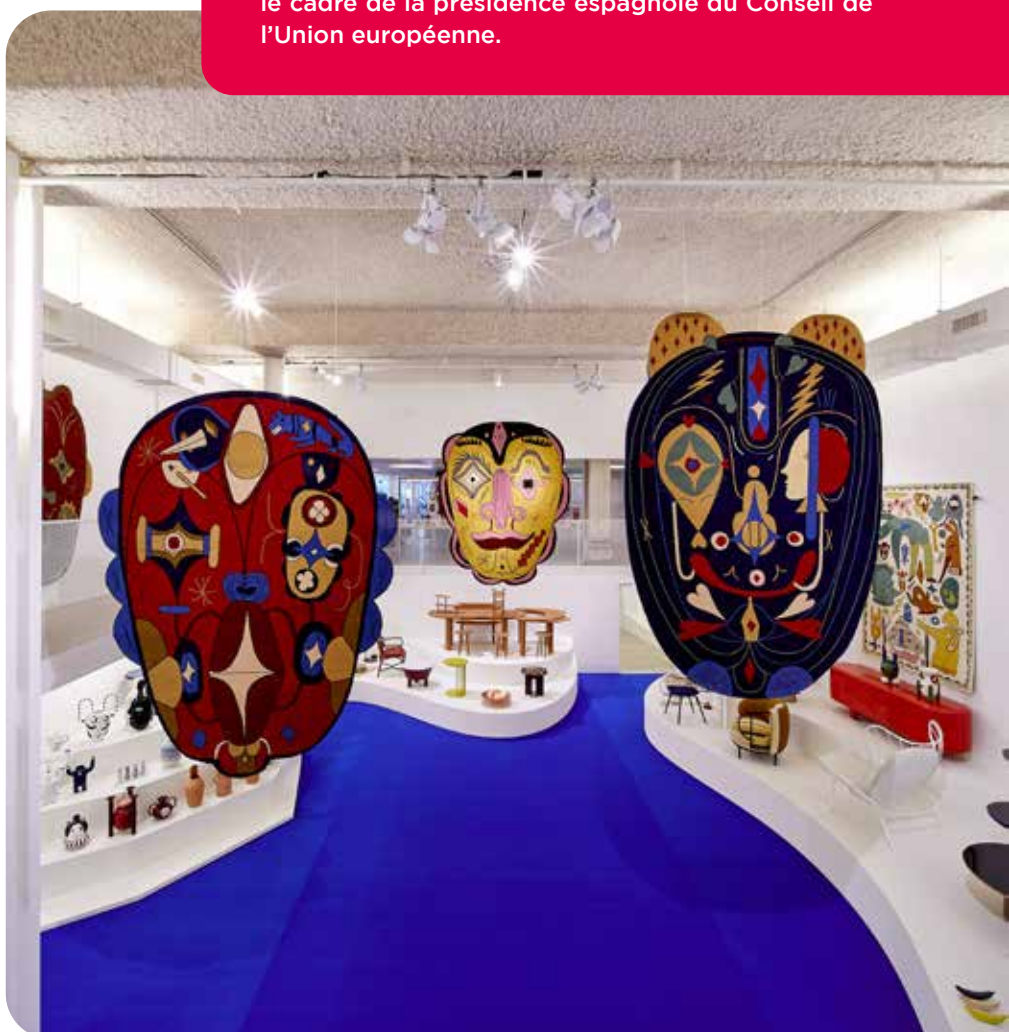
OBJECTIF

Programme culturel spécial mis en place par les ambassades et consulats d'Espagne à l'étranger dans le cadre de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne.

Au cours du second semestre 2023, l'Espagne a assuré la présidence du Conseil de l'Union européenne, une période clé qui a servi de tremplin pour promouvoir diverses initiatives au niveau international. Dans ce contexte, les représentations espagnoles à l'étranger ont mis en place un ambitieux **programme culturel spécial**. L'objectif culturel particulier qui a contribué à établir des relations internationales mutuellement bénéfiques dans les domaines culturel et scientifique, en reconnaissant que la culture et la science sont des outils indispensables pour favoriser un écosystème dans lequel les actifs espagnols peuvent prospérer.

Ce programme a été élaboré et mis en œuvre par les représentations espagnoles à l'étranger : ambassades et consulats, centres culturels espagnols et autres bureaux de coopération espagnole (OCEs), qui constituent les principaux outils dont dispose l'Espagne pour l'élaboration et la mise en œuvre de ces politiques.

Du 1er juillet au 31 décembre 2023, les **118 ambassades et consulats d'Espagne** ont organisé **plus de 150**





activités culturelles, mettant ainsi en évidence la place prépondérante, la modernité et la solidité de la culture espagnole à l'échelle mondiale.

La conception du programme s'est étroitement alignée sur les priorités et les valeurs définies pour une *Europe plus rapprochée*, s'articulant autour de deux axes fondamentaux. Le premier, l'*Europe des citoyens*, était axé sur le bien-être des citoyens et abordait des projets liés à l'égalité, au genre, à la diversité, à l'inclusion, aux valeurs démocratiques, aux droits fondamentaux, à l'intégration et à la concrétisation de l'Europe sociale. Le deuxième axe, l'*Europe transformatrice*, visait à jeter les bases de l'avenir souhaité, notamment par des projets répondant aux défis de la transition verte, de l'Europe numérique, de la refonte du modèle urbain et du Nouveau Bauhaus.

Le lancement officiel de ce programme a eu lieu le **4 juillet au Musée des Beaux-Arts de Bruxelles**. La cérémonie d'ouverture a été mar-

quée par une chorégraphie spécialement créée pour l'occasion par la danseuse **María Pagés**, intitulée *Europa, mi amor* (Europe, mon amour). Outre la danse, l'accent a été mis sur la **gastronomie espagnole** avec un menu de tapas conçu par des chefs en formation au *Basque Culinary Center* (Martina Puigvert, Carlos Salinas, Santiago Salinas) en collaboration avec les chefs renommés Marcos Morán et Adrián Manchefío.

Après l'inauguration, le continent européen a accueilli toute une série d'événements, tels que des **expositions, des interventions urbaines, des concerts, du théâtre de rue, des forums de discussion et des rencontres littéraires**. Parmi les initiatives les plus remarquables, il convient de mentionner les **rétrospectives consacrées à l'œuvre d'Eduardo Chillida et d'Antoni Tàpies** à l'occasion du centenaire de leur naissance, qui ont eu lieu respectivement au musée Kunsthalle Krems en Autriche et au BOZAR en Belgique. Un autre projet important a été la mise en scène de *La Vida es*

Sueño (La vie est un rêve) à l'université de Kiev, sous la direction d'Ignacio Martín, ancien directeur du Festival d'Almagro. De même, l'atelier *La Cultura*, animé par Los Torreznos, a été organisé au siège de l'AECID à l'intention de jeunes artistes de scène de plusieurs pays européens. Il s'est achevé par la représentation de la pièce dans leurs pays d'origine dans le cadre de la présidence. Il est important de souligner que les ambassades et consulats d'autres continents se sont également joints à cette célébration avec diverses propositions culturelles.

En définitive, la programmation culturelle spéciale conçue pendant la présidence espagnole du Conseil de l'UE a non seulement permis de mettre en valeur la richesse et la diversité de la culture espagnole à l'échelle mondiale, mais a également servi d'outil diplomatique et de pouvoir transversal, en phase avec les priorités européennes, renforçant les relations bilatérales et multilatérales à travers l'art, la science et la pensée.

INSTRUMENTS

MODALITÉS





FONDS DE COOPÉRATION POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT (FCAS)

L'année 2023 a marqué un tournant grâce à l'apport de fonds supplémentaires provenant de nouveaux dons. Ces nouveaux projets étaient axés sur les zones rurales et la protection de l'environnement.



COOPÉRATION FINANCIÈRE

Le processus de transformation vers le Fonds espagnol pour le développement durable (FEDES) est lancé.



COOPÉRATION DÉLÉGUÉE

La position de troisième pays gestionnaire des fonds délégués de l'Union européenne est conservée.



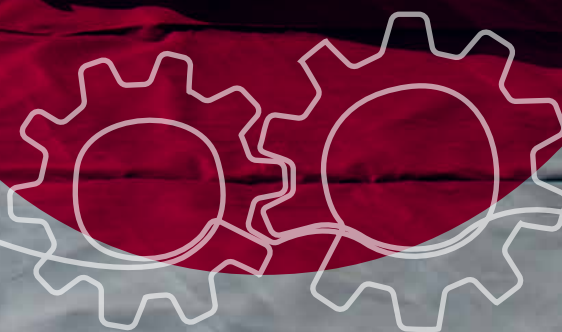
COMMUNICATION

En 2023, l'unité Communication de l'AECID consolide son leadership international en présidant le réseau DevCom de l'OCDE.



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Quatre nouveaux bureaux de coopération espagnole (OCES) ont été créés, dont un bureau technique de coopération à Tunis et trois centres culturels.





FONDS DE COOPÉRATION L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

Le Fonds de coopération pour l'eau et l'assainissement (FCAS), une initiative clé de la coopération espagnole et de l'AECID, a pour objectif essentiel d'accompagner les pays partenaires et tous les acteurs concernés dans leurs efforts pour atteindre l'objectif de développement durable n° 6 (ODD 6) et garantir la réalisation effective des droits humains à l'eau et à l'assainissement (DHAS).

Tout au long de l'année 2023, le FCAS a non seulement maintenu la solidité de ses axes de travail, mais il a également obtenu des résultats importants qui renforcent son impact.

Réalisation effective des droits humains à l'eau et à l'assainissement (DHAS) : c'est le pilier sur lequel repose l'ensemble du travail du Fonds. Cela signifie œuvrer pour que l'eau soit suffisante, salubre, accessible et abordable pour toute la population, en accordant une attention particulière aux zones et aux pays les plus vulnérables. La

coopération espagnole a joué un rôle important dans la reconnaissance et la définition de ces droits. Pour faciliter sa mise en œuvre, le FCAS promeut des outils tels que l'outil d'auto-évaluation pour les municipalités rurales et des listes de contrôle qui guident les techniciens afin de garantir que les projets respectent les critères en matière de droits humains.

Égalité des sexes : l'égalité des sexes est une caractéristique distinctive de la coopération espagnole. Le FCAS l'intègre de manière transversale, en travaillant dans trois domaines : répondre aux besoins spécifiques des femmes et des filles, promouvoir leur participation réelle aux décisions et à la gestion de l'eau, et les former sur le plan technique et administratif. Tous les programmes comprennent des indicateurs sur la participation des femmes. L'autonomisation est recherchée en encourageant leur présence et leur participation effective au sein des organes décisionnels des organisations de gestion de l'eau. Grâce aux programmes du FCAS, **près de 800 femmes occupent des postes à responsabilité**

dans des comités chargés de l'eau potable, et plus de 3 000 font partie des structures communautaires créées ou renforcées.

Diversité culturelle : fondé sur la reconnaissance du droit des peuples autochtones à définir leurs propres processus de développement, le FCAS encourage le dialogue, l'appropriation locale et la durabilité, en garantissant la participation par le biais d'une consultation préalable, libre et éclairée. Le renforcement des organisations autochtones et la formation des dirigeants et des jeunes sont soutenus. Le programme mis en place à Mérida, dans l'État du Yucatán, en est un exemple. Il intègre cette vision à la création de comités de l'eau et à l'organisation de réunions communautaires participatives.

Réduire l'écart entre les zones rurales et urbaines : le FCAS donne la priorité aux zones rurales, isolées ou périurbaines, où les besoins sont les plus importants. L'amélioration dans ces domaines a un impact direct sur la santé (réduction des maladies diarrhéiques) et agit comme un moteur de développement éco-

ATION POUR SAINISSEMENT (FCAS)

nomique et social. Parmi les **réalisations marquantes de 2023**, l'initiative menée à Suchitoto, au Salvador, a permis d'**approvisionner en eau et d'assainir les conditions sanitaires de 3 500 personnes dans une zone rurale**, en combinant infrastructure et protection de l'environnement (plantation de 2 000 arbres, puits d'infiltration, etc.) et formation communautaire.

Renforcement institutionnel et renforcement des politiques de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) : essentiel pour la durabilité. Cela implique d'améliorer la gouvernance, la planification et la formation des opérateurs. Des institutions solides permettent de relever des défis complexes. Dans ce domaine, le **Système intégral de durabilité et de renforcement institutionnel (SISRI)** est encouragé. En 2023, le Salvador, le Guatemala et le Honduras ont mené à bien les essais pilotes du système. Des guides utiles ont également été publiés, avec le soutien du CEDEX et la coordination de l'AECID, pour la sélection des terrains et des technologies de traitement des eaux usées.

Adaptation au changement climatique : l'eau est au cœur de la crise climatique. Le FCAS donne la priorité aux **solutions fondées sur la nature (SbN)**, en particulier dans le domaine de l'assainissement, et encourage l'innovation et la numérisation dans

la gestion de l'eau afin d'adopter de meilleures stratégies et de meilleurs systèmes d'alerte précoce.

Pour mettre en œuvre ces lignes directrices, le FCAS utilise une **stratégie à plusieurs niveaux**, en travaillant à l'échelle locale, nationale et régionale. Des outils tels qu'**INTERCOONECTA** facilitent la formation, tandis que les partenariats et les jumelages renforcent les capacités locales.

Un projet qui illustre la concrétisation de plusieurs axes de travail est la phase complémentaire dans la **vallée de Comayagua**, au Honduras, où les infrastructures de base ont été améliorées, l'opérateur local Aguas de la Sierra de Montecillos (ASM) a été formé et une campagne de sensibilisation a été lancée. Ces mesures ont contribué

à réduire les maladies diarrhéiques chez les enfants.

En conclusion, l'année 2023 a été une période de consolidation et d'expansion pour le FCAS. La réaffirmation de ses axes de travail fondés sur les droits humains, l'équité, la diversité, la durabilité et le renforcement institutionnel a été soutenue par l'arrivée de nouveaux fonds et la concrétisation d'avancées concrètes dans des projets clés tels que ceux menés au Honduras et au Salvador. Le succès des essais pilotes d'outils tels que le SISRI et une présence active dans les forums internationaux sur l'eau soulignent l'engagement continu du FCAS en faveur de l'amélioration des conditions de vie en Amérique latine et dans les Caraïbes et de l'accélération de la réalisation de l'ODD 6.



PROGRAMME PISASH : UN EXEMPLE DE COOPÉRATION POUR TRANSFORMER L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT AU NICARAGUA



BUDGET

Budget global
320 896 719 €

Contribution de l'UE
50 750 000 €



OBJECTIF

Surmonter les problèmes structurels et les lacunes en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement (égouts et traitement des eaux usées) pour la population.

Le **Programme sectoriel intégral pour l'eau et l'assainissement humain (PISASH)** au Nicaragua représente un effort de coopération internationale et de formation d'alliances visant à surmonter les lacunes critiques dans ce secteur. Avec un **budget global de 320 896 719 euros**, le programme est né du besoin identifié dans le cadre d'initiatives qui ont mis en évidence des domaines à améliorer en matière de structures et de couverture en eau potable, d'assainissement et de traitement des eaux usées pour la population.

Le Fonds pour l'eau a lancé trois grands programmes, d'une valeur de 65 millions d'euros, qui ont été à l'origine du PISASH. Par la suite, l'initiative a pris de l'ampleur en 2012 grâce à une **donation de 50 750 000 euros de l'Union européenne** par le biais de l'instrument LAIF (aujourd'hui LACIF). À cette contribution se sont ajoutées les ressources du programme de conversion de la dette Espagne-Nicaragua, du gouvernement du Nicaragua, d'autres bailleurs de fonds mineurs, de la BCIE, de la BEI et de la coopération allemande GIZ, qui ont constitué le budget total.

Cet engagement conjoint des gouvernements et des institutions financières a eu un impact positif sur **plus de 500 000 personnes dans 19 villes**. Les actions comprennent la

construction, l'extension et la réhabilitation d'infrastructures clés telles que le stockage et la distribution d'eau, le traitement des eaux usées, les stations de pompage et l'installation de centaines de kilomètres de canalisations. En outre, des **racordements domestiques ont été facilités pour les foyers vulnérables** et des campagnes de sensibilisation à l'hygiène et à la conservation de l'eau ont été mises en place.

L'un des piliers du PISASH est sa vision à long terme : les nouvelles installations sont conçues pour répondre à la croissance démographique des quatre prochaines décennies, en favorisant la durabilité et l'engagement envers l'avenir.

Le **renforcement institutionnel** est essentiel à la continuité du service. Le programme comprend des services de conseil et d'assistance technique à l'Entreprise nicaraguayenne des aqueducs et des égouts sanitaires (ENACAL), notamment dans les domaines de la formation, de

l'amélioration du service commercial et du service à la clientèle, ainsi que la création d'un atelier d'électromécanique et d'un laboratoire de contrôle de la qualité de l'eau. Grâce à ce soutien et à un plan de développement institutionnel, l'**ENACAL a amélioré ses capacités opérationnelles et de gestion**.

En résumé, PISASH démontre comment le partenariat et l'investissement intégral peuvent générer une transformation substantielle dans l'accès aux services de base, améliorer la santé et la qualité de vie et établir des bases solides pour l'avenir au Nicaragua.





BUDGET

Don FCAS

13 683 634 €

Budget global

63 628 899 €



OBJECTIF

Améliorer les services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, en augmentant l'accès continu dans les zones rurales et autochtones et en décontaminant la zone métropolitaine de San José.

PROGRAMME D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT AU COSTA RICA : PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE

Le **programme Eau potable et assainissement** au Costa Rica illustre l'engagement du Fonds pour l'eau de la coopération espagnole, présent dans le pays depuis plus de 40 ans auprès des communautés vulnérables. Géré en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID), il dispose d'un budget total supérieur à **318 millions d'euros**, incluant les contributions du FCAS, de la BID, de la JICA et des contributions locales.

Le programme vise à améliorer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, en se concentrant sur les **zones rurales et autochtones du nord**, où l'accès continu et proche à l'eau était un défi. Il encourage également la **dépollution des rivières et des aquifères** dans la zone métropolitaine de San José grâce à l'amélioration de l'assainissement.

Ses principales actions comprennent la construction d'infrastructures et de réseaux d'approvisionnement, avec la mise en place de cinq systèmes ruraux et de solutions d'assainissement dans des localités clés. Cela a permis à **plus de 26 500 personnes d'avoir accès à l'eau de manière ininterrompue**, améliorant ainsi leur santé en réduisant leur dépendance à des sources non contrôlées sur le plan sanitaire.

Outre la santé, la mise en place de systèmes dans les zones rurales et périurbaines crée une **opportunité de développement économique et social**, bénéficiant à des secteurs tels que l'agriculture et le tourisme. Le programme favorise également la durabilité du service grâce à la coopération technique et à l'éducation environnementale.

L'un des piliers est le **renforcement institutionnel**, qui comprendra en 2024 une nouvelle coopération technique avec la BID afin de renforcer les ASADAS et l'Institut costaricien des aqueducs et des égouts (AyA), garantissant ainsi la durabilité du service à long terme.





COOPÉRATION FINANCIÈRE

PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

Le Fonds pour la promotion du développement (FONPRODE), créé en 2011 à la suite de la réforme du Fonds d'aide au développement (FAD) et de l'intégration du Fonds pour l'octroi de microcrédits (FCM), a pour objectif fondamental de contribuer activement à l'éradication de la pauvreté, à la réduction des inégalités et à la promotion du développement humain et durable dans les pays pauvres.

Au cours de l'exercice 2023, le FONPRODE a géré un portefeuille actif évalué à 544,9 millions d'euros, répartis entre des projets dans **67 pays**. Ce financement est acheminé par le biais de divers mécanismes financiers, notamment des crédits concessionnels accordés aux États, des opérations de microfinance, des investissements à impact social et des dons destinés à l'assistance technique.

En **2023**, le nouveau **Fonds espagnol pour le développement durable** (FEDES) sera créé, conformément à la nouvelle loi sur la coopération pour le développement durable et la solidarité mondiale, qui remplacera le FONPRODE une fois que son règlement aura été approuvé. Ce changement vise à améliorer l'efficacité, la cohérence et la souplesse de la coopération espagnole, en dotant le nouveau fonds d'une plus grande autonomie, de nouveaux instruments et d'un fonctionnement plus flexible et aligné sur les normes internationales.

Parallèlement au travail lié à l'élaboration de la réglementation du nouveau FEDES, les principales lignes de travail du FONPRODE pour 2023 ont continué à refléter cette approche globale du développement, couvrant les opé-

rations avec le secteur privé, le secteur public et l'assistance technique :

SECTEUR PRIVÉ

Conscient du rôle clé du secteur privé dans le développement, FONPRODE a approuvé trois opérations d'intermédiation financière visant à améliorer l'accès aux services financiers des MPME dans les zones défavorisées : un prêt de 100 millions d'euros à la banque BTG Pactual (Brésil), 10 millions d'euros à Financoop (Équateur) et 3 millions de dollars à CONSERVA (Mexique).

De même, deux opérations d'acquisition de participations dans des fonds d'investissement à impact social ont été réalisées : un investissement de 20 millions de dollars dans le Catalyst Mena Climate Fund 2 et un autre de 30 millions de dollars dans le Mediterranean Capital IV Mid-Cap Spanish Fund.

Une opération marquante a été l'approbation, par le Conseil des ministres, d'un investissement de 50 millions d'euros dans Quali Fund Special Vehicle, un fonds espagnol pionnier dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique. Avec un objectif de 300 millions d'euros, elle opère en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Inde, et finance des entreprises innovantes et de petits fournisseurs financiers afin de promouvoir des modèles commerciaux plus durables et inclusifs, en particulier dans les micro, petites et moyennes entreprises et chez les petits agriculteurs.

L'investissement de FONPRODE vise à agir comme catalyseur, en attirant des capitaux supplémentaires, dont 25 millions d'euros du Fonds vert pour le climat et 12 millions d'euros de la Commission européenne, réduisant ainsi le risque pour les investisseurs privés. En outre, une facilité d'assistance technique dotée de 12,25 millions d'euros de fonds non remboursables a été créée afin de maximiser l'impact transformateur de l'initiative.

SECTEUR PUBLIC

Les opérations de crédit bénéficiant d'une garantie souveraine sont restées un pilier. En 2023, cinq opérations ont été approuvées en

faveur du Sénégal, de la Tanzanie, de la Turquie et de la République dominicaine, pour un montant total cumulé de 149,57 millions d'euros.

Au **Sénégal**, un crédit a été approuvé pour cofinancer avec le FIDA la deuxième phase du Projet d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural (PADAER II), qui vise à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des petits producteurs grâce à leur intégration dans des chaînes de valeur résilientes au climat.

En **Tanzanie**, il soutiendra le cofinancement d'un crédit de 27,15 millions d'euros avec la Banque mondiale (BM) pour le projet de développement du bassin du fleuve Msimbazi à Dar Es-Salam, avec un crédit de 27,15 millions d'euros visant à améliorer la résilience aux inondations et le développement urbain intégré dans cette zone.

En **Turquie**, FONPRODE a approuvé l'octroi d'un crédit de 50 millions d'euros à un projet post-séisme de la Banque mondiale pour la relance des PME, qui a malheureusement été rejeté par les autorités turques.

Les **crédits approuvés en faveur de la République dominicaine** comprenaient :

- > Un crédit de 45,25 millions d'euros pour le cofinancement avec la BID du « Programme d'assainissement universel dans les localités côtières et touristiques », qui vise à améliorer les conditions environnementales et sanitaires en augmentant la couverture en matière d'assainissement sûr, en optimisant la gestion de l'eau potable et en renforçant les capacités institutionnelles de l'INAPA.
- > Un crédit de 18,10 millions d'euros pour le cofinancement avec la BID du « Programme de gestion intégrale et durable des déchets solides urbains dans le Grand Saint-Domingue », qui vise à améliorer la gestion des déchets, y compris la fermeture technique de la décharge de Duquesa.

Par ailleurs, il convient de souligner la conclusion de **deux accords de crédit souverain en Équateur et au Rwanda au cours de l'année 2023**,

pour des montants respectifs de 40 millions de dollars américains et 28 millions de dollars américains.

DONS POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Bien que sa nature soit principalement financière, FONPRODE mobilise des dons pour l'assistance technique (AT). En 2023, **4 opérations d'AT ont été autorisées pour un montant total de 9,5 millions**.

- > 4 millions d'euros pour une opération combinée de crédit et de don avec des ressources du FONPRODE, à Ceará, au Brésil, pour cofinancer avec le FIDA la deuxième phase du projet Paulo Freire, dont l'objectif final est de contribuer à éliminer la faim dans l'État de Ceará, ainsi qu'à atténuer les effets de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, grâce à l'adoption de pratiques agricoles durables, au renforcement de la sécurité hydrique et à l'amélioration des capacités des agriculteurs familiaux et de leurs organisations.
- > 1 million de dollars pour le véhicule EWA Latam Fund II, destiné à promouvoir la croissance économique et le développement durable en Amérique latine.
- > 1 million d'euros pour l'E3 Low Carbon Economy Fund, qui vise à favoriser la transformation productive à faible émission de carbone en Afrique subsaharienne, en attirant des investissements dans des domaines tels que la transformation numérique, la mobilité durable et l'agriculture durable.
- > 3,5 millions d'euros pour le Global Social Impact Fund, qui vise à générer un impact social et environnemental positif pour les personnes vulnérables, tout en recherchant une rentabilité financière (5 % à 8 % net).

En conclusion, **l'année 2023 a été marquée par un dynamisme et une évolution pour le FONPRODE**, avec l'approbation et la formalisation d'un ensemble diversifié d'opérations qui reflètent son engagement en faveur des objectifs de développement durable, et la transition vers le FEDES comme levier pour promouvoir un développement mondial plus équitable et durable.



DURABILITÉ EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES



MONTANT FONPRODE

Crédit
63 M €

Don
3 M €



OBJECTIF

Améliorer les conditions environnementales et sanitaires dans les zones côtières, et améliorer la gestion des déchets solides dans le Grand Saint-Domingue.

La Coopération espagnole, par le biais du Fonds pour la promotion du développement (FONPRODE), soutient deux programmes stratégiques en République dominicaine visant à améliorer la durabilité environnementale et la qualité de vie de la population.

Le premier de ces programmes est le **Programme d'assainissement universel dans les localités côtières et touristiques**, qui vise à garantir l'accès à des services d'assainissement sûrs et durables dans les communautés côtières du pays. Mis en œuvre par l'Institut national de l'eau potable et de l'assainissement (INAPA), le projet s'étend sur cinq ans et bénéficiera directement à quelque 56 000 foyers. Outre l'extension de la couverture sanitaire, la gestion des services d'eau potable et les capacités techniques et institutionnelles de l'INAPA et des opérateurs locaux seront renforcées.

Avec un investissement total de 190 millions de dollars, le programme

est cofinancé par la Banque interaméricaine de développement (BID), la Corée du Sud — par le biais de la facilité KIF — et le **FONPRODE**, qui apporte 50 millions d'euros sous forme de crédit et 2 millions d'euros supplémentaires sous forme d'assistance technique.

Le deuxième projet est le **Programme de gestion intégrale et durable des déchets solides** dans le Grand Saint-Domingue, qui vise à améliorer la gestion des déchets solides urbains, en particulier autour de la fermeture de la décharge de Duquesa, l'un des principaux foyers d'impact environnemental dans la région. Le programme favorisera une élimination finale adéquate des déchets, l'inclusion sociale des recycleurs informels et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

D'une durée de cinq ans et sous la direction du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (MIMARENA), ce programme devrait

bénéficier à environ 3,7 millions de personnes, principalement des habitants de la région métropolitaine de Saint-Domingue. Le budget total s'élève à 110 millions de dollars, financés par la BID, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le **FONPRODE**, qui contribue à hauteur de 20 millions d'euros de crédit et 1 million d'euros d'assistance technique.

Ces initiatives réaffirment l'engagement de la Coopération espagnole en faveur d'un développement équitable et durable en Amérique latine, en soutenant des services essentiels qui ont un impact direct sur la santé publique, l'environnement et l'inclusion sociale.

FONPRODE INVESTIT DANS LE FONDS KUALI POUR LA DURABILITÉ CLIMATIQUE EN AMÉRIQUE LATINE, DANS LES CARAÏBES ET EN INDE



MONTANT FONPRODE

Crédit
50 M €

Don
2 M €



OBJECTIF

Il cherche à transformer les modèles économiques vers des pratiques plus écologiques, durables et résilientes au climat en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Inde.

FONPRODE mène actuellement une opération stratégique **en souscrivant des titres de créance** d'une société à vocation spécifique dénommée **KUALI SV S.à r.l.**. Cet investissement, d'un montant maximal de 50 millions d'euros à la charge du FONPRODE, soutient le Fonds Kualì, un fonds d'investissement espagnol pionnier dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique, dont l'objectif est d'atteindre 300 millions d'euros.

L'objectif principal du Fonds Kualì est de **transformer les modèles économiques** des entreprises innovantes, des petits prestataires de services financiers, des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et des petits agriculteurs dans les pays d'Amérique latine,

des Caraïbes et en Inde. L'objectif est de rendre ces modèles **plus écologiques, durables et inclusifs**, en adoptant les meilleures pratiques climatiques pour passer à des économies à faible émission de carbone et accroître la résilience climatique. Cet objectif sera atteint en aidant les institutions financières à proposer des **produits financiers verts et climatiques**.

L'investissement de FONPRODE joue un rôle catalyseur essentiel, car il devrait permettre de mobiliser des ressources auprès d'autres investisseurs afin d'atteindre la taille cible du fonds. FONPRODE contribue à une *réduction partielle* des risques pour les investisseurs privés.

En complément des investissements, une **facilité d'assistance technique** (TAF) dotée de ressources non remboursables a été mise en place, à laquelle le FONPRODE contribue à hauteur de 2 millions d'euros. La TAF cherche à maximiser l'effet transformateur des investissements en réduisant les obstacles qui empêchent les PME et les petits agriculteurs d'adopter des pratiques climatiques durables.

Le Fonds Kualì opérera dans plusieurs pays de la région, dont la République dominicaine, en promouvant des solutions climatiques innovantes.



COOPÉRATION MULTILATÉRALE

PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

Dans un monde interconnecté et marqué par des défis mondiaux complexes – des crises sanitaires et humanitaires à la lutte contre le changement climatique et les inégalités, la coopération multilatérale et le travail conjoint avec l'Union européenne s'affirment comme des piliers fondamentaux de la politique étrangère espagnole et de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID).

Le Département de la coopération multilatérale et de l'Union européenne (DCMUE) est le moteur de cette action. Il canalise les efforts et les ressources par l'intermédiaire de partenaires clés afin de maximiser l'impact et de relever les défis les plus urgents de notre époque. L'année 2023 a été particulièrement active, avec un engagement financier important et la consolidation de stratégies communes.

En 2023, le DCMUE a contribué à un total de 18 organismes internationaux, allouant 136 millions d'euros à la coopération multilatérale.

Cet effort s'est concrétisé par un travail sur **42 lignes multilatérales**, tant avec des organismes multilatéraux de développement qu'avec des fonds mondiaux spécialisés. Ces initiatives visent à répondre aux défis mondiaux et reflètent le soutien de l'AECID aux programmes de ces organismes, en s'alignant sur les domaines dans lesquels ils contribuent le plus au Plan directeur de la coopération espagnole.

PARTENAIRES CLÉS AU SEIN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Une partie essentielle du travail multilatéral de l'AECID est canalisée par le biais du **système des Nations Unies**, qui entretient des relations de travail solides avec 10 de ses organismes.

Avec **ONU Femmes**, le soutien à des initiatives cruciales telles que « Villes sûres » et le renforcement de l'autonomie économique des femmes en Amérique latine s'est poursuivi, et un nouveau soutien a été apporté pour lutter contre la violence sexiste facilitée par la technologie.

La collaboration avec le **FNUAP** s'est concentrée sur des axes stratégiques visant à éradiquer les mutilations génitales féminines et les mariages précoces, le projet « We Decide » sur les droits sexuels et reproductifs des jeunes et des femmes handicapées, et l'accès universel à une éducation sexuelle complète.

ONU-Habitat a reçu un soutien visant à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris en renforçant la résilience climatique dans les zones urbaines vulnérables d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient.

La collaboration avec l'**OMS** visait à renforcer la couverture sanitaire universelle, la lutte contre les maladies infectieuses dans les pays endémiques et l'éradication du paludisme et de la polio.

L'**UNICEF** a poursuivi sa collaboration avec l'initiative Frontier Data Network (FDN), un réseau d'innovation technologique au service du développement social et de l'aide humanitaire.

Le **PNUD** a bénéficié du renforcement de la coopération espagnole dans son programme de soutien aux processus électoraux dans les pays prioritaires et dans l'avancement de la mise en œuvre des contributions nationales déterminées dans le cadre du programme Climate Promise.

La **CEPAL** a continué à soutenir les programmes en faveur de l'égalité

des sexes, de l'autonomie des femmes et de la société de soins, ainsi que la promotion de politiques fiscales pour le développement durable.

Avec la **FAO**, le soutien à des initiatives fondamentales telles que l'Initiative pour une Amérique latine et des Caraïbes libérées de la faim (IALCSH), le travail avec les Fronts parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) et l'Initiative pour l'eau et la sécurité alimentaire en Afrique (IESA) s'est poursuivi.

La collaboration avec l'**OPS** (Organisation panaméricaine de la santé) au niveau régional a notamment porté sur le renforcement des systèmes d'information sanitaire, en mettant l'accent sur l'équité et l'amélioration des ressources humaines dans le domaine de la santé après la COVID-19. Au niveau national, le soutien à l'approvisionnement en médicaments de la population vénézuélienne s'est poursuivi, en mettant l'accent en 2023 sur les urgences obstétricales et néonatales. Une collaboration a également été mise en place afin de promouvoir des engagements politiques contre le cancer du col de l'utérus dans les Amériques.

Enfin, l'**OIT** (Organisation internationale du travail) a reçu un soutien pour renforcer son travail dans le domaine de la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle et pour le programme d'appui au plan stratégique de l'initiative régionale « Amérique latine et Caraïbes sans travail des enfants ».

PROMOUVOIR LA SANTÉ MONDIALE GRÂCE À DES FONDS SPÉCIALISÉS

En 2023, la coopération multilatérale s'est particulièrement concentrée sur le soutien à des **fonds ou initiatives mondiaux spécialisés**, notamment dans le domaine de la santé, qui ont absorbé la majeure partie des efforts budgétaires.

Le **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme** a reçu une contribution de 45 millions d'euros. Ce montant

fait partie de l'engagement total de l'Espagne, qui s'élève à 130 millions d'euros pour la période 2023-2025.

Le **Fonds Pandémies**, créé en 2022, a bénéficié d'une contribution de 10 millions d'euros de la part de l'Espagne. L'Espagne est l'un des membres fondateurs de ce fonds et s'est engagée à verser un total de 20 millions d'euros pour la période 2023-2025. L'AECID participe également à son Conseil d'administration.

L'**Alliance pour les vaccins** (GAVI) a reçu 14 475 000 €. Cette contribution s'inscrit dans le cadre d'un engagement plus large de l'Espagne à verser 100 millions d'euros d'ici 2035. L'AECID est représentée au sein de son conseil d'administration.

La **Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies** (CEPI) a reçu 5 millions d'euros, dans le cadre d'un engagement de 75 millions d'euros jusqu'en 2035. L'AECID participe également à son Conseil d'administration.

UNITAID a reçu une contribution d'un million d'euros, avec la participation de l'AECID à son conseil d'administration.

Outre le domaine de la santé, la coopération espagnole a renforcé son action dans d'autres domaines clés à l'échelle mondiale grâce à des fonds :

- Adaptation au changement climatique, avec une contribution au **Fonds d'adaptation au changement climatique**.
- Défense des systèmes éducatifs dans les pays en développement, en mettant l'accent sur les populations les plus vulnérables, en particulier les filles, grâce à la contribution au **Partenariat mondial pour l'éducation** (Global Partnership for Education - GPE).
- Soutien à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, avec la contribution au **Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire** (GAFSP).

SOUTIEN À L'INITIATIVE « AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES LIBÉRÉES DE LA FAIM »



BUDGET

1 M €



OBJECTIF

Promouvoir la transition vers des systèmes agroalimentaires durables et garantir l'accès à une alimentation adéquate pour tous.

Dans le cadre du projet de soutien à l'initiative « Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim » que l'AECID a financé à hauteur de 700 000 € auprès de la FAO, et dans le prolongement du Sommet contre la faim et la malnutrition qui s'est tenu à Madrid en 2018, le deuxième Sommet contre la faim et la malnutrition s'est tenu en juin 2023 à Valparaíso (Chili), avec une participation financière supplémentaire de 300 000 € de l'AECID. Plus de 200 parlementaires provenant de 65 pays s'y sont réunis. Les parlementaires réunis ont signé le Pacte parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition, dans lequel ils ont déclaré :

tion internationale, en promouvant l'égalité des sexes et la participation des femmes dans les espaces de prise de décision et en mettant en œuvre des stratégies fondées sur des données probantes pour lutter contre la faim et la malnutrition à l'échelle mondiale. Bien qu'il ne soit pas contraignant, ce pacte parlementaire mondial fournit un cadre d'action permettant aux parlementaires de travailler ensemble dans la lutte contre la faim et la malnutrition, en encourageant la coopération internationale, la responsabilité et l'action coordonnée aux niveaux local, national et régional.

En outre, des progrès ont été réalisés dans la mise en place de l'Alliance ibéro-américaine contre la faim et la malnutrition, qui coordonnera les efforts des parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Espagne et du Portugal.

Enfin, il a été décidé d'organiser le IIIe Sommet mondial contre la faim et la malnutrition en Afrique au plus tard en 2026 afin de continuer à coordonner les actions en faveur de la sécurité alimentaire pour tous au niveau mondial.

“ Nous nous engageons à promouvoir des systèmes agroalimentaires équitables et durables qui garantissent le droit à une alimentation adéquate pour tous. ”

Ce pacte est une déclaration politique non contraignante qui encourage la collaboration, la sensibilisation et la promotion d'actions parlementaires visant à garantir l'accès à une alimentation adéquate pour tous, en favorisant la coopéra-



ALLIANCE MONDIALE POUR LES VACCINS



BUDGET

14 475 000 €



OBJECTIF

Œuvrer pour améliorer l'accès aux vaccins dans les pays en développement et renforcer les programmes de vaccination, afin de garantir que davantage d'enfants reçoivent les vaccins nécessaires et de rétablir les taux de vaccination affectés par la COVID-19.

En juin 2023, l'**Alliance mondiale pour les vaccins (GAVI)** a procédé à son examen à mi-parcours, un événement qui sert à la fois à rendre compte des résultats obtenus au cours de la première moitié de sa stratégie actuelle (2021-2025) et à préparer la prochaine période d'approvisionnement.

Sous le slogan « Raising Generation ImmUnity », la Conférence mondiale sur l'impact des vaccins a réuni plus de 20 chefs d'État et ministres, ainsi que des représentants du secteur privé, de la société civile et de l'industrie pharmaceutique.

Elle a été inaugurée par le ministre Albares, qui a souligné l'engage-

ment de l'Espagne envers GAVI et la santé mondiale, non seulement de la part du gouvernement, mais aussi de la société civile, en mettant en avant la participation du tissu entrepreneurial espagnol à travers l'**Alliance entrepreneuriale pour les vaccins**, dirigée par la Fondation La Caixa, et le soutien au vaccin contre le paludisme. Parmi les données présentées, il convient de souligner la réduction de la vaccination ordinaire dans de nombreux pays en raison de la COVID-19. Le nombre d'enfants n'ayant reçu aucune dose de vaccin dans les pays est passé de 10 millions à 12,5 millions, alors qu'il commençait déjà à se redresser.





PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

En 2023, l'Espagne est restée le troisième pays gestionnaire de fonds délégués de l'Union européenne, juste derrière l'Allemagne et la France, ce qui souligne la confiance dans sa capacité de gestion et son efficacité dans la mise en œuvre de projets.

Cette année a été importante pour la coopération déléguée de l'AE-CID, marquée par la signature de **7 nouveaux accords** pour un montant total de 20,2 millions d'euros. Ainsi, le montant total des fonds délégués (provenant tant de l'UE que d'autres États membres) gérés depuis 2010 s'est élevé à 585 millions d'euros. La répartition de ces accords était stratégiquement ciblée :

- En **Amérique latine**, **quatre accords de délégation** ont été conclus pour un montant total de 13,7 millions d'euros. Les thèmes clés étaient les suivants : peuples autochtones, genre, environnement et économie circulaire.
- Pour **l'Afrique et l'Asie**, **trois accords** ont été signés, mobilisant 6,5 millions d'euros destinés à la santé, à l'égalité des sexes et à la jeunesse.

Parallèlement, en 2023, la vision « **Team Europe** » s'est consolidée, cherchant à définir des synergies pour optimiser les ressources et obtenir un impact durable. **168 initiatives Team Europe (TEI)** ont été définies (132 nationales, 32 régionales et 4 mondiales). L'AECID a mobilisé 1,940 millions d'euros dans 58 TEI (41 nationaux, 15 régionaux, 2 mondiaux), avec un engagement résolu en faveur du **pacte vert, du développement humain, de la croissance économique et de l'emploi**.

En résumé, l'année 2023 a consolidé le rôle de l'AECID en tant qu'acteur clé de la coopération internationale, non seulement en raison du volume des fonds gérés, mais aussi grâce à l'orientation stratégique et thématique de ses interventions.



BUDGET

4,5 M €



OBJECTIF

Soutenir les capacités nationales des États membres de la région SICA à répondre efficacement à la pandémie de COVID-19, grâce à l'utilisation du mécanisme de négociation conjointe COMISCA® pour l'acquisition, l'achat et la distribution de médicaments et de fournitures médicales.

AMÉRIQUE LATINE : COMISCA - SOUTIEN DE LA SANTÉ PUBLIQUE AU PLAN D'URGENCE COVID-19 DE LA RÉGION SICA

La mise en œuvre de ce projet a permis d'atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 dans la région SICA, en soutenant au niveau régional les capacités nationales à répondre efficacement à la pandémie, grâce à l'utilisation du mécanisme de négociation conjointe COMISCA® pour l'acquisition, l'achat et la distribution de médicaments et de fournitures médicales. Ce programme a permis aux États membres de la région SICA de réaliser une économie de 1 022 924,61 € grâce à la réduction des prix, soit une économie de 29 %, grâce à l'efficacité des négociations sur les prix d'achat.





PHILIPPINES « JUSTICE ET SOCIÉTÉ »



BUDGET

6 M €



OBJECTIF

L'objectif du programme est de mettre en place un environnement de gouvernance démocratique propice à une transition pacifique dans la région autonome du Bangsamoro dans le Mindanao musulman (BARMM). Le projet contribuera à assurer une transition harmonieuse

et opportune en renforçant les capacités des trois pouvoirs du gouvernement du Bangsamoro afin de promouvoir un environnement propice à la bonne gouvernance et de mettre en œuvre efficacement les politiques établies par le plan de transition.

Soutenir une transition pacifique au Bangsamoro en renforçant la gouvernance démocratique et les capacités institutionnelles du gouvernement régional.





SOUTIEN À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU MOZAMBIQUE



Ce projet de coopération déléguée vise à soutenir les efforts du gouvernement du Mozambique dans la lutte contre la corruption dans le secteur de la justice, grâce à une stratégie de renforcement institutionnel des principales entités du système judiciaire, des associations professionnelles du secteur, des organisations de la société civile et des médias. Cette approche globale se traduit par un travail direct avec 14 institutions partenaires, dans le but commun de renforcer les mécanismes nationaux visant à prévenir, combattre et contrôler la corruption de manière systématique et efficace.



BUDGET

9 M €



OBJECTIF

Renforcer les mécanismes nationaux du Mozambique visant à prévenir, combattre et contrôler la corruption dans le secteur judiciaire grâce au renforcement institutionnel et à la collaboration avec les acteurs clés.



SUR QUELS ODD AVONS-NOUS UN IMPACT ?

ODD 17

Le **Practitioners' Network** a été créé en 2007 en tant que réseau d'agences chargées de la mise en œuvre de la coopération déléguée de l'Union européenne, dans le but de partager des expériences et des bonnes pratiques. L'objectif principal de ce réseau est d'obtenir une action plus coordonnée et harmonisée entre ses membres.

Au sein de ce réseau, l'**AECID dirige, en collaboration avec l'agence allemande de développement GIZ, la Task Force Team Europe**, qui vise à faciliter les échanges entre les membres du groupe de travail et l'UE sur la mise en œuvre d'une approche « Team Europe » et sur la mise en œuvre durable de Global Gateway.



PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

L'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) estime qu'une coopération efficace et renouvelée dépend essentiellement d'une communication qui mette en valeur son impact, motive ses initiatives et garantisse la transparence.

Compte tenu de cette prémisse et des améliorations nécessaires identifiées, le **Plan de communication 2023/2024 de l'AECID** a été approuvé en 2023, définissant les activités prioritaires pour aligner les stratégies de communication sur le paysage médiatique actuel.

Dans le domaine des relations avec les partenaires internationaux, l'unité de communication a **renforcé sa participation active à des réunions de cinq réseaux clés**. Il a souligné son rôle à la **présidence de DevCom, le réseau des communicateurs pour le développement de l'OCDE**, qui a permis à sa réunion annuelle de se tenir pour la première fois à Madrid en octobre.

De plus, la diffusion du travail de l'AECID a été élargie à des publics universitaires, facilitant ainsi les visites de plus de dix universités.

Un événement majeur a été la célébration de la **40e édition des Prix du journalisme Rey de España**, organisés depuis 1983 en collaboration avec l'agence EFE. Ces prix récompensent l'excellence journalistique en espagnol et en portugais au sein de la communauté ibéro-américaine. La présidente de l'EFE et le responsable de la communication de l'AECID ont coprésidé le jury à tour de rôle. En 2023, six travaux journalistiques réalisés en Colombie, au Mexique et en Espagne ont été récompensés parmi 133 candidatures provenant de 17 pays. La présence de l'AECID dans les événements culturels s'est étendue au **71e Festival du cinéma de Saint-Sébastien (SSIFF)**, où le responsable de la communication a présidé le jury du IXe Prix de la coopération espagnole, décerné à l'unanimité au film « La Estrella Azul ».

Consciente de l'importance de l'image, l'unité s'est attachée à **renforcer son identité graphique**. La

réalisation d'images représentant les femmes avec lesquelles travaille l'AECID a été confiée au collectif Boa Mistura, qui a également été chargé de créer une septième femme afro-caribéenne à la demande des bureaux régionaux afin de mieux communiquer sur les projets du Programme pour les personnes d'ascendance africaine. Ces images sont essentielles dans les campagnes de sensibilisation.

Sur le plan numérique, le projet de **mise à jour des pages web** de l'Agence a continué à se développer. Après la première phase en 2022 avec le site Web institutionnel central, la conception des nouveaux sites web des bureaux de la coopération espagnole (OCE) a débuté en 2023 avec un premier projet pilote en Colombie. Un déploiement complet de nouveaux sites Web intégrés sous le système Liferay est prévu. Parallèlement, des travaux ont été menés pour **améliorer la structure du site Web** afin de rendre les informations plus accessibles et plus faciles à trouver. Sur les réseaux sociaux, le manuel a été mis à jour et les bases d'une **nouvelle stratégie de réseaux sociaux** axée sur les publics cibles ont été établies, favorisant la production de courtes vidéos et d'infographies.

CATION

La diffusion des activités de l'AE-CID, qui englobent l'action humanitaire, le développement durable, l'éducation au développement et la culture, a été intense. De nombreux articles ont été publiés sur le site Web central, des événements protocolaires ont été couverts photographiquement, des pièces audiovisuelles ont été produites et des missions de communication et de documentation ont été menées à la Real Academia de España à Rome, en République dominicaine et au Honduras. La participation du responsable de la communication à des sommets et forums inter-

nationaux a également contribué à cette diffusion. L'unité a rédigé et distribué plus de quarante bulletins d'information bimensuels à ses abonnés, à la presse et à ses publics internes, reprenant les principales nouveautés. En complément, un projet a été lancé avec la bibliothèque afin de classer les meilleures photographies par pays, secteur et ODD, et de les mettre à la disposition du public grâce à un moteur de recherche.

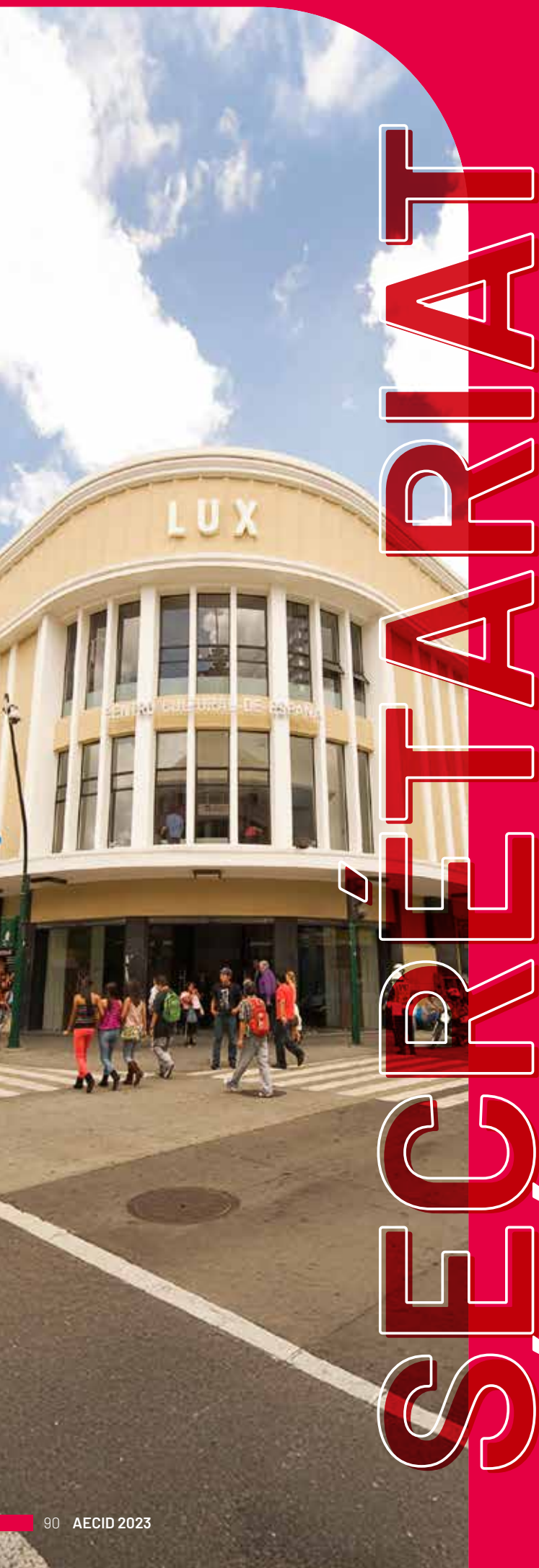
La radio est restée un canal important. Outre les émissions des centres culturels, le programme «

Somos Cooperación » de Radio Exterior-RNE a diffusé 32 émissions d'une demi-heure et de nombreux clips courts au cours de l'année 2023.

Au niveau interne, les efforts visant à **créer une culture de communication institutionnelle** par la formation du personnel se sont poursuivis. Des sessions virtuelles ont été proposées aux coordinateurs/coordinatrices de l'OCE, aux directeurs/directrices du CCE et du CF, ainsi qu'aux responsables de la communication à l'étranger. Une réunion publique a également été organisée au siège afin de présenter le nouveau plan de communication et de répondre aux questions.

Enfin, le **Service d'information aux citoyens** a traité un total de **5 683 demandes d'informations** en 2023. Le mois de mai a été le mois le plus chargé. Les thèmes les plus consultés ont été les **bourses, les postes de lecteur et les aides** (34 %), suivis des questions générales sur l'Agence (29 %) et sur les programmes et projets (12 %). Le courrier électronique (68 %) et le téléphone (28 %) ont été les principaux canaux utilisés. Il convient de souligner le retour des services en présentiel en 2023, qui avaient été suspendus depuis mars 2020.





SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

PRINCIPALES LIGNES D'ACTION

L'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) compte sur son Secrétariat général comme pilier fondamental pour son fonctionnement interne, la gestion de ses ressources et son adaptation à un contexte mondial en constante évolution.

Au cours de l'année 2023, ce domaine a concentré ses efforts sur plusieurs axes de travail stratégiques afin d'optimiser le fonctionnement de l'Agence et de renforcer sa capacité de réponse aux défis du développement durable.

L'un des domaines prioritaires était la gestion des **ressources humaines**. Au 31 décembre 2023, l'AECID comptait **800 employés** entre son siège social et le personnel déployé à l'étranger. Au cours de l'année, les conditions de travail ont été optimisées et la formation encouragée. Des postes ont été proposés et pourvus pour des fonctionnaires et des agents contractuels, y compris des postes de haut niveau dans des départements clés tels que les Urgences et l'Après-conflit et le Bureau de l'action humanitaire. Des processus de sélection et de mobilité ont été organisés pour des postes au sein des Bureaux de coopération espagnols (OCE). La **création de quatre nouveaux OCE** a constitué une étape importante dans ce domaine : un bureau technique de coopération à Tunis et trois centres culturels au Guatemala, au Nicaragua et au Panama, élargissant ainsi la présence et la capacité opérationnelle de l'Agence sur le terrain.

La **formation** et l'**action sociale** du personnel ont constitué un autre axe

de travail essentiel. Le plan de formation 2023, approuvé par le Secrétariat général, avait un double objectif : renforcer les capacités et les qualifications du personnel et promouvoir son développement professionnel. Ce plan répondait également à la nécessité de former le personnel aux initiatives internationales clés telles que l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris. Avec un budget de 450 000 €, il a bénéficié à **690 élèves sur place et 500 à l'étranger**. L'action sociale, dotée d'un budget de 357 620 €, s'est concentrée sur l'amélioration du bien-être social du personnel, en se basant sur les principes d'égalité, de globalité et d'universalité, et son plan a été négocié au sein de la commission paritaire. Le programme de **télétravail**, volontaire et continu, a permis à **223 employés** de bénéficier de cette modalité, en télétravaillant jusqu'à douze jours par mois.

Dans le domaine de la **gestion économique, financière et budgétaire**, le Secrétariat général a mené un travail intense. Le suivi et le remboursement des subventions ont été effectués, avec l'examen de **590 dossiers**. En 2023, l'activité de recrutement a atteint un montant proche de 5 millions d'euros au siège et près de 33 millions d'euros à l'étranger. Les comptes annuels de l'exercice 2022 ont été approuvés par le Conseil d'administration en décembre 2023

et publiés, avec le rapport d'audit, sur le site Web de l'Agence : <https://www.aecid.es/la-aecid/en-cifras>. 1 245 ordres de paiement (MPJ) ont été exécutés pour un montant total de 53,6 millions d'euros dans l'ensemble de l'AECID, dont 586 MPJ (près de 25 millions d'euros) correspondaient à des paiements effectués par le Secrétariat général lui-même. De plus, les contrôles à l'étranger ont été renforcés, avec 98 vérifications supplémentaires et 98 circulaires bancaires.

Le **département des systèmes et technologies de l'information** a joué un rôle crucial dans l'adaptation de l'AECID à l'environnement numérique actuel. Reconnaisant que les nouvelles technologies sont des outils essentiels au développement durable et que l'Agence doit être un modèle de gestion en matière de numérisation, le **Plan de transformation technologique de l'AECID 2022-2025** a été mis à jour. Ce plan s'articule autour de cinq objectifs stratégiques visant à rendre l'Agence plus agile et plus efficace :

- > Convertir l'AECID en un **pôle de coopération numérique**.
- > Promouvoir une **gestion fondée sur les données** afin d'améliorer l'efficacité et la transparence.
- > Améliorer l'**efficacité** en tirant parti des services communs d'autres organismes publics.

- > Renforcer la **sécurité** des systèmes, des infrastructures et des données.
- > Promouvoir une **organisation collaborative** qui encourage le travail en réseau et élimine les obstacles, en favorisant la collaboration entre les différentes équipes de l'Agence.

Au cours de l'année 2023, plusieurs actions concrètes ont été menées en accord avec ces objectifs :

- > Développement d'un système de gestion documentaire.
- > Mise à jour du portail Web institutionnel et de l'intranet de l'entreprise.
- > Adoption des services communs proposés par le SGAD.
- > Mise en place de Sorolla2 comme nouveau système de gestion économique et budgétaire pour le siège.
- > Fourniture d'équipements portables pour les employés.

En résumé, les axes de travail du Secrétariat général en 2023 allaient de la gestion stratégique du personnel et de son bien-être à la solidité financière et à la modernisation technologique. Ces efforts sont essentiels pour garantir que l'AECID fonctionne de manière efficace et transparente, maximisant ainsi l'impact de la coopération espagnole au développement.





17

PARTENARIATS
POUR
ATTEINDRE LES
OBJECTIFS



16

PAIX, JUSTICE ET
INSTITUTIONS
EFFICACES



15

VIE
TERRESTRE



14

VIE
AQUATIQUE



13

MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



12

CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES



11

VILLES ET
COMMUNAUTÉS
DURABLES



10

RÉDUCTION DES
INÉGALITÉS



9

INDU
INNOVA
INFRAST



Sur
OD
avons
un im



pour quels
OD
s-nous
impact ?

1 FIN DE LA PAUVRETÉ



L'ODD 1 vise à éliminer l'extrême pauvreté, actuellement définie comme le fait de survivre avec moins de 2,15 dollars par personne et par jour. Bien que des progrès notables aient été réalisés au cours des dernières décennies, la pandémie de COVID-19 a entraîné un recul important, augmentant le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté pour la première fois depuis une génération.

Selon l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), qui va au-delà de la pauvreté monétaire en tenant compte de facteurs tels que la santé, l'éducation et le niveau de vie, le taux de pauvreté en 2023 est de 11,1 %, soit une augmentation de 12,9 % (42,8 millions de personnes en 2023).

Les projections actuelles suggèrent que, si les tendances persistent, des centaines de millions de personnes resteront prisonnières de l'extrême pauvreté d'ici 2030, avec une concentration particulièrement élevée en Afrique subsaharienne.

L'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) aborde l'ODD 1 de manière transversale et multisectorielle, reconnaissant que la lutte contre la pauvreté est un pilier central de la coopération pour le développement durable. Son action s'étend de l'aide humanitaire d'urgence à la promotion du développement à long terme, en intervenant dans divers secteurs et en collaborant avec différents acteurs. L'approche de l'AECID pour lutter contre la pauvreté comprend les éléments suivants :

➤ **Réponse aux urgences et action humanitaire** : fournir une aide

directe aux populations vulnérables touchées par des crises ou des catastrophes naturelles, en couvrant les besoins fondamentaux tels que l'alimentation, la santé, l'eau et l'assainissement, et la protection. Cela est essentiel pour atténuer les effets immédiats de la pauvreté et éviter que les imprévus ne poussent davantage de personnes dans des situations d'extrême vulnérabilité.

➤ **Sécurité alimentaire** : donner la priorité aux interventions visant à lutter contre la faim et la malnutrition, en particulier dans les régions critiques telles que le Sahel, les camps sahraouis, et par l'intermédiaire de partenaires tels que le Programme alimentaire mondial.

➤ **Accès aux services de base** : améliorer l'accès aux services essentiels tels que l'eau potable, l'assainissement et la santé, en les reconnaissant comme des droits humains fondamentaux qui ont un impact direct sur la santé et la productivité des personnes, facteurs clés pour sortir de la pauvreté.

➤ **Création d'opportunités économiques et d'emplois** : soutenir le développement rural, l'agriculture durable, l'entrepreneuriat et la for-

mation professionnelle, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes, afin d'améliorer leurs moyens de subsistance et leurs revenus.

➤ **Inclusion sociale et protection** : œuvrer pour la protection et l'inclusion des populations vulnérables, telles que les migrants, les réfugiés, les personnes déplacées, les peuples autochtones et les personnes d'ascendance africaine, et lutter contre la discrimination et la violence sexiste.

➤ **Renforcement institutionnel** : aider les institutions publiques des pays partenaires à améliorer la fourniture des services de base et à promouvoir la bonne gouvernance, ce qui est essentiel pour un développement durable et inclusif qui profite aux plus pauvres.

➤ **Coopération financière** : grâce au Fonds pour la promotion du développement (FONPRODE), qui vise à éradiquer la pauvreté et à réduire les inégalités, des ressources sont mobilisées pour des projets de développement, de microfinance et d'investissement à impact social destinés aux populations et aux entreprises des pays partenaires.

PROJETS PHARES


LA RÉPONSE HUMANITAIRE AU TREMBLEMENT DE TERRE AU MAROC

L'équipe START s'est rendue au Maroc pour installer des usines de potabilisation de l'eau dans le bassin du fleuve Tensift, fournissant ainsi un service essentiel aux populations touchées par la catastrophe.

ASSISTANCE ET PROTECTION DANS LE « BOUCHON » DU DARIÉN

Ce projet vise à améliorer les conditions de vie des migrants et des réfugiés, à réduire les risques de violence sexiste et à renforcer le suivi de leur protection tout au long des routes migratoires entre la Colombie, le Panama, le Costa Rica et le Honduras.

SOUTIEN À LA GOUVERNANCE LOCALE ET AUX ALLIANCES TERRITORIALES DANS LA RÉGION DE NGÂBE BUGLÉ

Ce projet vise à renforcer les capacités locales afin de promouvoir le développement humain durable, en améliorant l'accès aux services de base tels que la santé et l'eau potable. Il contribue à réduire les inégalités et à renforcer la participation des communautés.

PROJET « AGRO-EMPLOI » AU MOZAMBIQUE

Ce projet a contribué à réduire la pauvreté dans les communautés vulnérables en améliorant la sécurité alimentaire, les revenus ruraux, l'autonomisation des femmes et la durabilité environnementale grâce à une approche agroécologique.

LE PROJET FONPRODE PADAER II AU SÉNÉGAL

Ce projet vise à contribuer directement à la réduction de la pauvreté qui touche les femmes, les jeunes et les hommes en les intégrant dans des chaînes de valeur rentables et résilientes, créant ainsi des emplois stables dans les zones rurales.

LE FONDS KUALI

Il s'agit d'une opération d'investissement visant à financer des entreprises innovantes et des petits prestataires de services financiers en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Inde, dans le but de transformer leurs modèles économiques et ceux de leurs emprunteurs en modèles plus écologiques, durables et inclusifs.

TOTAL ODD 1
61 322 347,23 €
9,78 %

AMÉRIQUE RÉGIONALE
700 428,99 €
1,14 %

PVD NON DÉTERMINÉ
5 795 353,16 €
9,45 %

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT
19 346 047,24 €
31,55 %

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE
4 525 428,40 €
7,38 %

RESTE DE L'ASIE
2 052 169,30 €
3,35 %

AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES
9 918 700,50 €
16,17 %

AMÉRIQUE DU SUD
13 156 048,15 €
21,45 %

AFRIQUE SUBSAHARIENNE
5 828 171,49 €
9,50 %

2 FAIM ZÉRO



Cet objectif est un pilier fondamental du développement durable mondial, car la faim et la malnutrition extrême sont des obstacles qui entravent les progrès dans d'autres domaines tels que la santé, l'éducation et l'égalité des sexes.

Pour parvenir à la « faim zéro », il est essentiel d'adopter une approche multidimensionnelle qui inclut la protection sociale, la transformation des systèmes alimentaires et l'investissement dans des pratiques agricoles durables. C'est dans ce contexte que l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) a déployé des efforts considérables, consolidant son engagement en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans diverses régions du monde.

En 2023, on estimait qu'environ 735 millions de personnes souffraient de famine chronique, soit une augmentation significative depuis 2015, exacerbée par les conflits, le changement climatique et la pandémie.

En 2023, le Bureau d'action humanitaire (OAH) de l'AECID a donné la priorité à la sécurité alimentaire, en allouant près de 24,3 millions d'euros à ce domaine. Ce soutien a été acheminé par l'intermédiaire de partenaires clés tels que le Programme alimentaire mondial (PAM), l'UNICEF, l'UNHCR et diverses ONGD. L'Espagne a également fait partie du Conseil d'administration du PAM entre 2019 et 2024, où elle a joué un rôle important en matière de plaidoyer politique.

L'AECID a également participé à des fonds mondiaux spécialisés dans la santé et l'agriculture, tels que le **Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP)**. Son travail dans le cadre de cet ODD est transversal et

s'aligne sur l'objectif 2.1 qui consiste à garantir l'accès à une alimentation saine, nutritive et suffisante pour tous.

En outre, 10,7 millions d'euros ont été alloués à 24 projets d'ONG axés sur la sécurité alimentaire et la lutte contre la faim en 2023, ce qui représente une augmentation significative par rapport à l'année précédente.

En résumé, grâce à un investissement considérable et à une stratégie diversifiée, l'AECID a renforcé son rôle d'acteur clé dans la réalisation de l'ODD 2, en œuvrant pour garantir le droit à l'alimentation et la résilience des communautés les plus vulnérables face à un défi mondial persistant.

PROJETS PHARES



SAHEL

Au total, 15,75 millions d'euros ont été alloués à cette région, principalement au **Mali** et au **Niger**, afin de répondre à la grave crise alimentaire.

CAMPS SAHRAOUI

Avec 9,32 millions d'euros, l'Espagne s'est imposée comme le **principal donateur** pour cette « crise oubliée ». Les fonds ont permis de soutenir la distribution de produits frais et de denrées alimentaires de base, ainsi que les services de santé.

PALESTINE

Le Bureau d'aide humanitaire (OAH) a augmenté son financement humanitaire en faveur de la Palestine à 10,63 millions d'euros en réponse à la crise à Gaza, et a achevé, en collaboration avec l'UE, un programme agricole d'une valeur de 4 millions d'euros.

ÉTHIOPIE

Le soutien au **Fonds commun du Programme de résilience des systèmes alimentaires** a été maintenu et un nouveau projet bilatéral visant à renforcer les capacités en matière d'amélioration de la productivité agricole, y compris la pisciculture, a été approuvé. Le projet « **Autonomisation des femmes pour la résilience socio-écologique de la chaîne de valeur du café** », doté d'un budget de 1 118 000 €, a également été lancé.

MOZAMBIQUE

L'AECID a continué à soutenir la lutte contre la malnutrition à Cabo Delgado et a financé à hauteur de 400 000 € un projet agroécologique à Matutuine, qui a amélioré la sécurité alimentaire, les revenus ruraux et l'autonomisation des femmes.

ÉGYPTE

L'AECID a soutenu le projet « **Agriculture innovante dans le désert pour des moyens de subsistance résilients en Égypte** » à hauteur de 500 000 €, bénéficiant à plus de 2 500 agriculteurs et contribuant à la durabilité hydrique et à l'efficacité énergétique.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

L'OAH a alloué près de 29,2 millions d'euros à cette région et, dans le domaine multilatéral, l'AECID a soutenu l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à hauteur de 700 000 euros dans le cadre de l'initiative « Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim ». En outre, 300 000 euros ont été alloués au deuxième Sommet mondial contre la faim et la malnutrition, qui s'est tenu au Chili.

TOTAL ODD 2

65 803 219,32 €

10,49 %

AMÉRIQUE RÉGIONALE
606 000,00 €
0,92 %

PVD NON DÉTERMINÉ
13 022 725,05 €
19,79 %

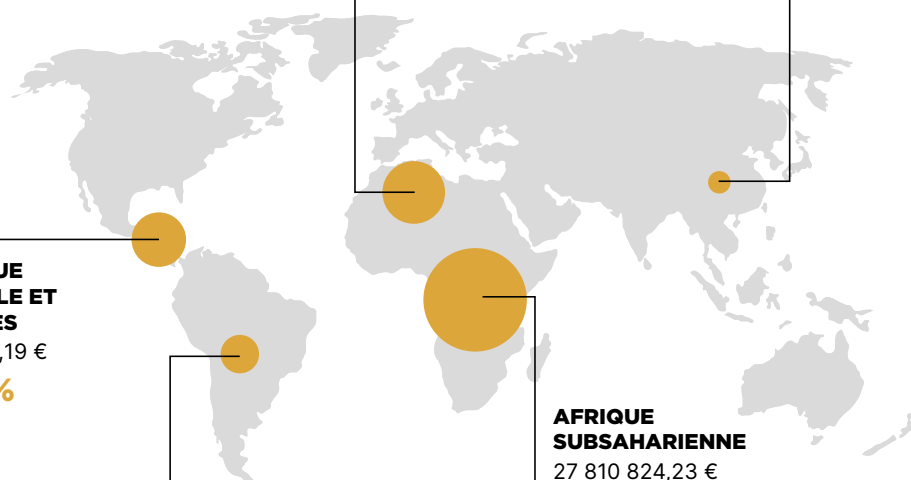
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT
10 098 153,67 €
15,35 %

RESTE DE L'ASIE
374 173,25 €
0,57 %

AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES
8 674 115,19 €
13,18 %

AMÉRIQUE DU SUD
5 217 227,93 €
7,93 %

AFRIQUE SUBSAHARIENNE
27 810 824,23 €
42,26 %



3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



En 2023, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) a réaffirmé son engagement envers l'objectif de développement durable n° 3 (ODD 3), qui vise à garantir une vie saine et à promouvoir le bien-être pour tous.

Ces dernières années, des progrès significatifs ont été réalisés, tels que la réduction de la mortalité infantile chez les moins de cinq ans et une diminution de 52 % des décès liés au VIH depuis 2010.

Cependant, les inégalités dans l'accès aux soins de santé continuent de toucher des millions de personnes, et les crises récentes telles que la pandémie de COVID-19 ont ralenti les progrès réalisés, avec la plus forte baisse de la vaccination des enfants depuis trois décennies et une augmentation des décès dus à la tuberculose et au paludisme par rapport aux niveaux d'avant la pandémie. Pour surmonter ces obstacles, il faut investir de manière soutenue et stratégique dans les systèmes de santé afin de soutenir le redressement des pays et de renforcer leur capacité à faire face à de futures menaces sanitaires.

Dans le domaine de l'**action humanitaire**, l'AECID a déployé l'équipe **START (Spanish Technical Aid Response Team)** en Turquie et au Maroc après les tremblements de terre, notamment l'hôpital de campagne EMT-2 en **Turquie** qui a pris en charge 7 387 personnes. La ré-

ponse à la crise humanitaire en **Palestine** s'est intensifiée, avec une augmentation du financement humanitaire. **Deux ambulances blindées** ont été envoyées en **Ukraine** et une aide humanitaire a été fournie pour protéger les populations déplacées et les préparer à l'hiver. Un autre projet important a été celui mené par l'**HIAS dans le Darién**, qui a fourni une aide humanitaire, des soins de santé mentale et un soutien psychosocial (SMAPS), ainsi que des kits d'urgence aux migrants et aux réfugiés, avec 2 442 interventions SMAPS et 2 282 kits distribués au cours de sa deuxième phase.

En matière de **coopération bilatérale et régionale**, l'AECID a maintenu une présence importante dans des pays tels que l'**Afghanistan**, où un projet visant à améliorer les services de **santé reproductive et la prévention de la violence sexiste** (VBG) a été mis en œuvre, bénéficiant à plus d'un million de personnes grâce à des équipes mobiles de santé (MHT) et des maisons de santé familiale (FHH).

En **Afrique subsaharienne**, l'AECID a promu l'accès universel aux

systèmes de santé dans plusieurs pays. Cela comprenait la collaboration avec la Fondation Manhiça au **Mozambique** et le soutien au Fonds commun pour la santé (PROSAUDE). Au **Mali**, le soutien au ministère de la Santé à Kayes et à la quatrième phase du programme de santé sexuelle et reproductive s'est poursuivi. Au **Niger**, le Fonds commun pour la santé et les programmes de formation médicale spécialisée ont été soutenus, tandis qu'en **Éthiopie**, des initiatives ont également été menées pour renforcer les capacités de lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) et les mariages précoces. En **Guinée équatoriale**, le soutien à la lutte contre les maladies infectieuses et à l'amélioration de la gestion hospitalière s'est poursuivi, notamment par le renforcement du laboratoire de Baney et le soutien au laboratoire de Castroverde.

En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, des fonds importants ont été alloués à des initiatives visant à améliorer la santé et le bien-être des populations vulnérables. En **Équateur**, des mesures ont été prises pour réduire les féminicides et les morts violentes de femmes,

ainsi que pour offrir une assistance complète aux personnes LGTBIQ+ en situation de mobilité humaine. Au **Paraguay**, un projet visant à renforcer la prise en charge psychosociale des enfants et adolescents victimes de traite a été mis en œuvre. Au **Panama**, les infrastructures sanitaires ont été améliorées et plusieurs communautés ont été équipées en matériel médical de base. En outre, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) a reçu un soutien pour la fourniture de médicaments essentiels destinés à traiter les urgences obstétricales et néonatales au **Venezuela**.

Dans le **monde arabe et en Asie**, l'AECID a maintenu son engagement en **Mauritanie**, en concentrant ses efforts sur la formation du personnel de santé et la mise en place d'une couverture médicale universelle, avec une attention particulière pour le renforcement des services d'urgence. Au **Maroc**, une collaboration a été mise en place avec l'Institut de santé mondiale de Barcelone afin de promouvoir des initiatives dans les domaines de la santé publique, de l'épidémiologie et de la prise en charge de la population migrante. En **Jordanie**, des progrès ont été réalisés dans la réforme du système de santé, avec un accent particulier sur les soins aux réfugiés syriens et la prévention des maladies non transmissibles, ainsi que sur le soutien à l'OMS dans l'amélioration des systèmes d'information sanitaire. En **Égypte**, un projet visant à élaborer une politique nationale en matière de transplantation a été lancé, tandis qu'en Palestine, le programme SAWASYA II, qui vise à garantir l'accès à la justice et la sécurité des femmes, a été soutenu.

La **coopération multilatérale** de l'AECID a été significative, avec une collaboration avec 18 organismes en 2023. Les contributions aux initiatives mondiales ont été augmentées, en particulier dans le domaine de la santé, comme le **Fonds mondial de lutte contre le sida**, la **tuberculose et le paludisme**, le **Fonds**

pandémies, **GAVI** (l'Alliance pour les vaccins), **CEPI** (Coalition pour l'innovation en matière de réponse aux pandémies) et **UNITAID**. La collaboration avec **ONU Femmes** s'est poursuivie pour lutter contre la violence sexiste, ainsi qu'avec le **Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)** pour éradiquer les mutilations génitales féminines et garantir l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Avec l'**Organisation mondiale de la santé (OMS)**, les contributions ont visé à renforcer la couverture sanitaire universelle et le contrôle des maladies infectieuses ; et avec l'**Organisation panaméricaine de la santé (OPS)**, les efforts ont porté sur le renforcement des systèmes d'information sur la santé et des ressources humaines dans l'ère post-COVID-19. Le projet **COMISCA-Soutien de la santé publique au plan d'urgence COVID-19 de la région SICA** a atténué l'impact de la pandémie, permettant une économie de 29 % sur l'achat de médicaments et de fournitures.

Enfin, grâce à la **coopération sectorielle**, le programme **Salud+** a

bénéficié d'un budget de 5 millions d'euros en 2023, soutenant des initiatives visant à renforcer les systèmes de santé des pays partenaires dans l'ère post-COVID-19. Ce programme a financé neuf projets identifiés par les bureaux techniques de coopération au Guatemala, au Costa Rica, à Cuba, en Jordanie, en Éthiopie, au Mali, en Mauritanie et au Niger, ainsi que par le centre de formation d'Antigua, au Guatemala. L'AECID a également élevé le programme de **formation médicale spécialisée en Éthiopie** au rang d'initiative européenne conjointe.

Dans l'ensemble, l'AECID a abordé de manière globale l'ODD 3, en se concentrant sur la couverture sanitaire universelle, la santé maternelle et infantile, la lutte contre les maladies, la santé sexuelle et reproductive, et le renforcement des systèmes de santé et des capacités humaines dans les pays partenaires. Ces efforts reflètent un engagement continu en faveur de l'amélioration de la santé et du bien-être des populations les plus vulnérables à l'échelle mondiale.

Malgré les progrès significatifs réalisés en matière de santé mondiale, la pandémie de COVID-19 a entraîné la plus forte baisse de la vaccination infantile depuis trois décennies.



PROJETS PHARES



DÉPLOIEMENT DU START EN TURQUIE

L'hôpital de campagne EMT-2 a pris en charge 7 387 personnes à la suite des tremblements de terre, démontrant ainsi la capacité de réaction efficace de la Coopération espagnole par l'intermédiaire de son unité d'urgence humanitaire.

SOUTIEN À L'UNRWA EN PALESTINE

L'Espagne a triplé sa contribution à l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens au Proche-Orient en 2023, atteignant 19,5 millions d'euros, dont 8,75 millions ont été acheminés par l'intermédiaire de l'AECID, ce qui a permis à l'agence de continuer à fournir une éducation et des soins de santé à près de six millions de réfugiés palestiniens.

PROJET HIAS DANS LE DARIÉN

Avec une demande de 500 000 € pour sa deuxième phase, ce projet a fourni une aide humanitaire, notamment 2 442 interventions en matière de santé mentale et de soutien psychosocial, et 2 282 kits d'urgence aux migrants et aux réfugiés en transit.

PROJET FNUAP EN AFGHANISTAN

Avec un budget total de 1,5 million d'euros de l'AECID, des services de santé reproductive et de prévention de la violence sexiste ont été fournis, bénéficiant à plus d'un million de personnes grâce à des équipes mobiles et des centres de santé familiale.

FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

L'AECID a apporté 45 millions d'euros à ce fonds mondial, ce qui représente sa plus importante contribution à une initiative multilatérale dans le domaine de la santé.

PROJET COMISCA-COVID-19 DANS LA RÉGION SICA

Avec un budget de 4,5 millions d'euros, ce projet régional a atténué l'impact de la pandémie, permettant aux pays membres du SICA de réaliser une économie de 29 % sur l'achat de médicaments et de fournitures essentielles.

TOTAL ODD 3

128 824 011,15 €

20,54 %

AMÉRIQUE RÉGIONALE
675 000,00 €
0,52 %

PVD NON DÉTERMINÉ
82 505 962,46 €
64,05 %

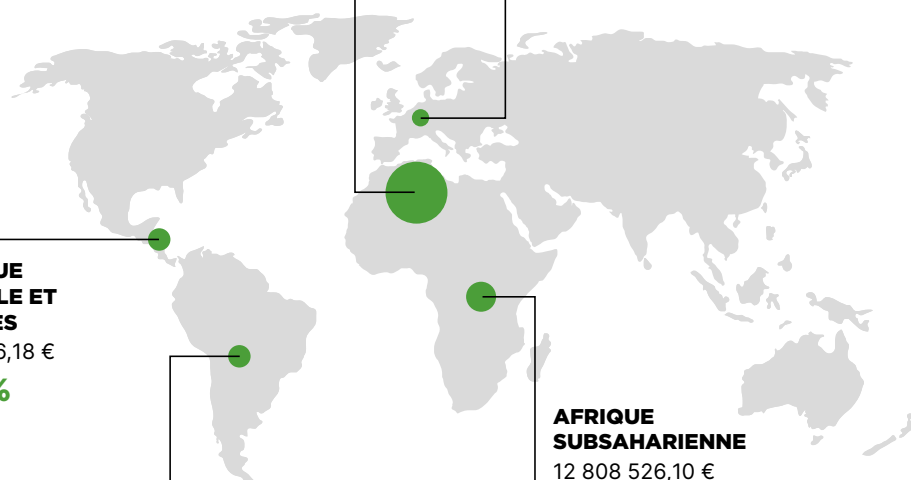
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT
22 476 971,97 €
17,45 %

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE
1 800 000,00 €
1,40 %

AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES
3 679 906,18 €
2,86 %

AMÉRIQUE DU SUD
4 877 644,44 €
3,79 %

AFRIQUE SUBSAHARIENNE
12 808 526,10 €
9,94 %



RESTAURER LA SANTÉ AU TIGRÉ, EN ÉTHIOPIE



BUDGET

750 000 €



OBJECTIF

Rétablir la capacité d'intervention de trois hôpitaux clés dans le Tigré, en Éthiopie, grâce à l'acquisition d'équipements médicaux et à la formation du personnel de santé.

En 2023, la Coopération espagnole, en collaboration avec le gouvernement éthiopien, a lancé un projet crucial visant à **inverser l'effondrement du système sanitaire dans le Tigré**. Cette région, dévastée par le conflit armé et la pandémie de COVID-19, a laissé **plus de 9 millions de personnes sans accès aux services médicaux essentiels**.

Avec un investissement de 50 000 € et une durée de 24 mois, cette initiative vise à **rétablir la capacité de réponse de trois hôpitaux clés** : Ayder, Axum et Adigrat. Le plan donne la priorité à l'**acquisition d'équipements médicaux essentiels** pour les unités complètement pillées, tels que des moniteurs, des tables d'opération et des échographes, ainsi qu'à la **formation d'au moins 300 professionnels de santé** à la gestion des urgences et aux traitements cliniques.

À la fin de l'année 2023, 74 % des fonds avaient déjà été utilisés pour des acquisitions stratégiques.

Cet effort permet non seulement de remettre en état les infrastructures hospitalières, mais aussi de **réactiver le réseau de centres et de postes de santé périphériques**, élargissant ainsi l'accès à des services vitaux pour des millions de personnes dans cette région durement touchée du pays. Ce projet, conforme aux politiques nationales en matière de santé, est coordonné avec d'autres actions menées par la Coopération espagnole dans le pays, telles que le Programme de formation médicale spécialisée et sanitaire.



IMPULSION DÉCISIVE POUR LA SPÉCIALISATION MÉDICALE EN ÉTHIOPIE



BUDGET

Contribution de l'UE
5 000 000 €



OBJECTIF

Améliorer les capacités du système de santé éthiopien dans les spécialités médicales avancées, ainsi que les infrastructures techniques, afin d'offrir une couverture sanitaire complète à l'ensemble de la population.

En mars 2023, l'AECID, en collaboration avec la coopération italienne et avec le soutien de l'Union européenne, a lancé une initiative pionnière visant à renforcer la spécialisation médicale en Éthiopie. Avec un financement de plus de 5 millions d'euros de la part de l'UE et une durée allant jusqu'en juin 2026, le projet vise à renforcer les capacités humaines et techniques du système de santé éthiopien, en soutenant son redressement dans le contexte post-conflit et sa progression vers la couverture sanitaire universelle.

Cette initiative « **Team Europe** », qui marque le premier accord multipartite signé dans le cadre de cette approche dans le pays, se concentre sur le renforcement de **huit hôpitaux universitaires clés**. Malgré les défis logistiques et sécuritaires importants liés aux conflits dans des régions telles que le Tigré et l'Amhara, le projet a fait preuve d'une résilience et d'une adaptabilité remarquables. Parmi ses principales réalisations à ce jour, on peut citer : **58 missions de formation** en cours d'emploi, qui ont bénéficié à **728 professionnels** (résidents et personnel senior) dans des **spécialités critiques** telles que la **psychiatrie**, la **chirurgie** et la **pédiatrie** ; l'attri-

bution d'**appels d'offres internationaux pour la fourniture d'équipements médicaux spécialisés** ; et la création et la consolidation d'une **plateforme de recrutement de spécialistes européens**, qui compte déjà **plus de 400 inscrits**. En outre, des projets de recherche clinique ont été lancés et du personnel a été formé, avec une orientation transversale sur le genre et la sécurité des patients.

Les prochains mois seront cruciaux pour achever les réformes infrastructurelles, consolider les programmes de formation et garantir des résultats durables et évolutifs dans le domaine de la spécialisation médicale éthiopienne. Cet effort conjoint souligne l'engagement de l'Union européenne et de ses États membres en faveur du redressement et de la résilience de l'Éthiopie.



SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE À SANTANDER DE QUILICHAO, CAUCA, COLOMBIE



BUDGET

694 624 €



OBJECTIF

Réduire le risque de morbidité et de mortalité liés à la COVID-19 en renforçant le système de surveillance communautaire en matière de santé.

En 2023, l'AECID a mis en œuvre un projet crucial à Santander de Quilichao, dans le département du Cauca, en Colombie. Avec un budget de 694 624,6 €, l'objectif principal est de **réduire le risque de morbidité et de mortalité liés au COVID-19** et à d'autres événements d'intérêt pour la santé publique dans la population générale.

Le projet se concentre sur le **réseau Centinelas de la Salud** (Sentinelles de la santé), renforçant ainsi la surveillance communautaire de la santé publique (RVSPC). Cette approche innovante repose sur la création et le maintien de réseaux communautaires et de « sentinelles de santé » qui opèrent dans les zones les plus complexes du Cauca, y compris celles où les taux de violence sont élevés. Ces sentinelles cartographient les événements liés à la santé, mettent en place des systèmes de référence sanitaire et constituent le premier point d'accès à la santé pour ces populations.

Parmi les réalisations notables, **412 nouveaux sentinelles** ont été formés et **40 ateliers de formation aux premiers secours**, à la **surveillance communautaire** et à la **pré-**

vention ont été organisés. 6 914 foyers (22 %) de Santander de Quilichao ont été caractérisés, et ces informations ont été intégrées dans les données statistiques officielles du ministère de la Santé. À partir de cette caractérisation, **2 319 plans de soins individuels** et **4 221 plans de soins familiaux** ont été conçus et mis en œuvre. En outre, **12 salons de la santé** ont été organisés avec les conseils d'action communautaires, auxquels ont participé plus de 2 000 personnes.

Une amélioration cruciale a été le **renforcement de la chaîne du froid** du secrétariat local à la santé, qui a joué un rôle essentiel dans l'amélioration de l'**accès et de la couverture vaccinale dans le cadre du programme PAI régulier** et dans l'**avancement de la couverture vaccinale contre la COVID-19**. L'entreprise sociale publique ESE Quilisa-lud et le secrétariat municipal à la santé de Santander de Quilichao sont les principaux bénéficiaires de cette initiative.



4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



L'éducation est sans aucun doute l'un des leviers les plus puissants pour transformer les sociétés et construire un avenir plus juste et plus équitable. Dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies, l'objectif de développement durable (ODD) n° 4 vise à « garantir une éducation inclusive, équitable et de qualité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ».

L'ODD 4 promeut une éducation inclusive et de qualité à tous les niveaux, mais les progrès mondiaux ont été limités, en particulier après la pandémie de COVID-19, qui a entraîné des pertes d'apprentissage dans la plupart des pays.

On estime que 84 millions d'enfants et de jeunes ne seront toujours pas scolarisés en 2030, et que quelque 300 millions d'entre eux ne posséderont pas les compétences de base en calcul et en lecture.

La fracture numérique, les inégalités économiques et entre les sexes, ainsi que le manque de ressources dans des régions telles que l'Afrique subsaharienne aggravent cette situation.

Face à ce contexte, l'AECID a réaffirmé en 2023 son engagement envers l'ODD 4, le considérant comme une priorité transversale et mobilisant plus de 11 millions d'euros, soit 9,6 % de plus que l'année précédente. Ses principales lignes d'action comprenaient :

- > **Éducation dans les situations d'urgence** : soutien dans des contextes de crise tels que l'Afghanistan, l'Ukraine, le Venezuela et les camps sahraouis. Il convient de souligner le projet de l'UNICEF en Afghanistan visant à garantir l'accès à l'éducation des filles, qui a déjà bénéficié à plus d'un million de personnes.
- > **Formation et mobilité** : bourses pour les étudiants et les professionnels des pays partenaires et espagnols, y compris des programmes tels que Afrique-MED et le Master pour les fonctionnaires latino-américains.
- > **Promotion de l'espagnol** : création de 14 nouveaux postes de lecteurs et signature de 12 accords avec des universités étrangères afin de renforcer les départements d'espagnol.

- > **Transformation numérique** : grâce au programme e-Duc@, la fracture numérique a été réduite dans des pays comme le Mozambique, bénéficiant à plus de 2 800 personnes grâce à la fourniture d'équipements et à des formations technologiques.
- > **Promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat** : des projets tels que PROTEC (10 millions d'euros) ont soutenu la formation dans le domaine de l'économie verte et circulaire, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes.
- > **Égalité des sexes** : le programme Ellas+ a alloué 5 millions d'euros à 14 projets axés sur l'autonomisation des femmes et des filles, en favorisant l'égalité d'accès à l'éducation.
- > **Partenariats internationaux** : l'AECID a collaboré avec des organismes tels que l'UNICEF et le Partenariat mondial pour l'éducation, et a dirigé des réseaux tels que DevCom (OCDE), renforçant ainsi la coopération mondiale en matière d'éducation.

PROJETS PHARES


« INVESTING IN THE CHILDREN OF AFGHANISTAN: KEEP GIRLS LEARNING »

Mis en œuvre par l'UNICEF et financé par l'AECID, ce programme vise à élargir les possibilités d'éducation pour les adolescents, en particulier les filles, dans les provinces du Nuristan et du Nimroz.

5E RENCONTRE DU RÉSEAU DES ÉCOLES-ATELIERS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (RETALEC)

Cet événement a facilité l'échange de méthodologies et de stratégies pour l'éducation et la création d'emplois pour les jeunes

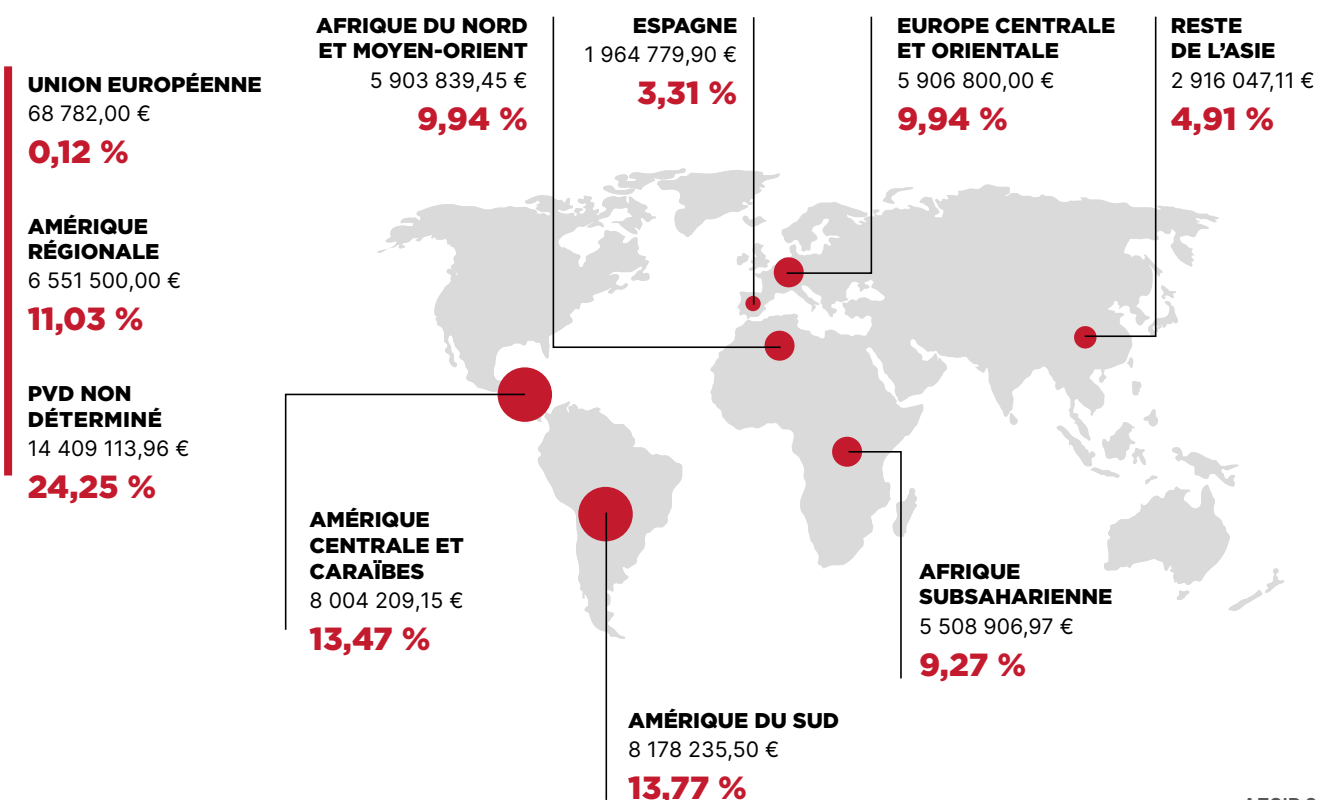
PROMOTION DE L'EMPLOI DANS LES INDUSTRIES CULTURELLES DANS LES PALOP ET AU TIMOR ORIENTAL

En 2023, la deuxième édition du programme a formé de nombreux participants dans des pays tels que l'Angola, le Timor oriental et le Cap-Vert, renforçant leurs compétences en matière d'entrepreneuriat culturel et de génération de revenus, tout en garantissant un accès égalitaire à une formation technique et professionnelle de qualité.

PROJET « PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DES JEUNES » (CAP-VERT)

Initiative de l'Institut capverdien pour l'égalité et l'équité entre les sexes, soutenue par l'AECID. Ce projet a permis de former 300 personnes (285 femmes et 15 hommes) dans 9 municipalités dans des domaines tels que la pâtisserie, l'esthétique, la coupe et la couture, ainsi que l'hygiène et les soins de base. Dans certains cas, 100 % des participants ont trouvé un emploi, ce qui démontre un impact direct sur l'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté.

TOTAL ODD 4

59 412 214,04 €
9,47 %


FORMATION PROFESSIONNELLE DE QUALITÉ POUR LES GROUPES VULNÉRABLES DANS LA PROVINCE DE GAZA (MOZAMBIQUE)



BUDGET

600 000 €



OBJECTIF

Promouvoir l'accès des groupes vulnérables à une éducation et à une formation technique de qualité afin d'accroître leur employabilité et leur insertion professionnelle.

Le projet de l'AECID, « Amélioration de l'accès et de la qualité de la formation professionnelle des groupes vulnérables dans quatre districts de Gaza afin d'accroître leur employabilité », mis en œuvre par l'association Madre Coraje, vise à promouvoir **l'accès des groupes vulnérables à une éducation et à une formation technique de qualité afin d'accroître leur employabilité et leur insertion professionnelle**. Avec un budget de 600 000 €, cette initiative vise à garantir le droit à une formation technique et professionnelle qui ouvre des perspectives d'insertion professionnelle dans la province de Gaza, au Mozambique, où le taux de chômage est élevé.

Le projet profite directement et indirectement à environ **41 000 personnes, dont 23 000 femmes**, dans les districts de Mapai, Chiguto, Mabalane et Mandlakazi. Les groupes vulnérables prioritaires sont les **femmes, les personnes handicapées et les jeunes exposés au risque d'exclusion sociale**.

Les principales réalisations et activités comprennent :

- La création d'un centre de formation à Mandlakazi grâce à la rénovation des infrastructures (6

salles de classe, toilettes, ateliers, cantine, dortoirs) et à la fourniture d'équipements.

- L'extension du système d'approvisionnement en eau et équipement de deux élevages avicoles.
- L'accréditation du centre pour dispenser des cours de niveau intermédiaire dans les domaines de l'agriculture, de l'hôtellerie et du tourisme.
- La promotion de l'accès à la formation professionnelle par le biais de conférences dans les écoles secondaires et les communautés, et de cours de courte durée avec l'IFPELAC.
- La facilitation de l'insertion professionnelle grâce à des activités de promotion du portail emploi de l'INEP et à la remise de kits d'entrepreneuriat aux meilleurs étudiants dans des domaines tels que la plomberie, l'électricité, la serrurerie et la cuisine.

En résumé, cette intervention vise à renforcer le droit à une vie digne

des femmes, des jeunes et d'autres groupes vulnérables, en leur permettant d'accéder à des emplois de qualité grâce à l'éducation et à la formation technique et professionnelle.



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Cet objectif promeut l'égalité des sexes en éliminant la discrimination, la violence et les pratiques néfastes à l'égard des femmes et des filles. Il vise à garantir leur pleine participation à la prise de décision, à reconnaître le travail domestique et les soins non rémunérés, et à garantir l'accès des femmes à la santé et aux droits sexuels et reproductifs.

L'égalité des sexes, inscrite dans l'objectif de développement durable (ODD) n° 5 de l'Agenda 2030, est plus qu'un droit fondamental ; c'est un pilier essentiel pour construire un monde pacifique, prospère et durable. Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, le monde est encore loin d'atteindre cet objectif d'ici 2030, confronté à des défis persistants tels que l'écart salarial, la charge disproportionnée des tâches domestiques et des soins non rémunérés, et la violence sexiste, qui s'est accrue avec la pandémie de COVID-19.

En 2023, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) a réaffirmé son engagement en faveur de cet objectif en adoptant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, des filles et des adolescentes comme **axe transversal et distinctif de sa coopération**. L'AE-

CID a consacré près de 30 millions d'euros à des interventions humanitaires qui intègrent la dimension de l'égalité des sexes, notamment des projets ayant des résultats ou des activités spécifiques en matière d'égalité des sexes, ainsi que ceux axés sur l'égalité des sexes comme secteur unique ou principal. **L'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que l'Afrique, ont été les principales régions bénéficiaires.**

Au niveau multilatéral, l'AECID a maintenu une collaboration active avec des organismes tels que **ONU Femmes** et le **FNUAP**, en soutenant des initiatives visant à lutter contre la violence sexiste, les mutilations génitales féminines, le mariage des enfants et à promouvoir l'accès universel à l'éducation et aux droits sexuels et reproductifs. Un exemple de cet engagement a été le soutien apporté à l'**initiative Spotlight**, une campagne conjointe de l'Union européenne et des Nations unies vi-

sant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.

En 2023, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont été l'un des secteurs ayant reçu le plus grand nombre de projets et le budget le plus important dans le cadre de l'appel à projets de coopération au développement des ONGD, avec 26 projets et 14,4 millions d'euros. En outre, 25 % du montant total de l'appel à projets humanitaires ont été réservés aux ONGD espagnoles dont les projets sont axés sur l'égalité des sexes.

Ces efforts soulignent le rôle de l'AECID dans la promotion d'un développement durable et équitable, où l'égalité des sexes est reconnue comme un moteur fondamental du progrès social et de la protection des droits humains dans le monde entier.

PROJETS PHARES


**PROJET « AGRO-EMPLOI »
EN MOZAMBIQUE**

Ce projet a favorisé l'autonomisation des femmes en intégrant les agricultrices dans les instances organisationnelles et décisionnelles. Une formation et des conseils techniques ont également été fournis afin d'intégrer la dimension de genre à toutes les étapes.

PROJET HIAS AU DARIÉN

Ce projet était axé sur la protection contre la violence sexiste à l'égard des migrants et des réfugiés, la création d'espaces sûrs pour les femmes, les filles et les adolescentes, la distribution de kits d'hygiène d'urgence, ainsi que le soutien psychosocial et l'assistance juridique.

PROGRAMME GENEROS.AS

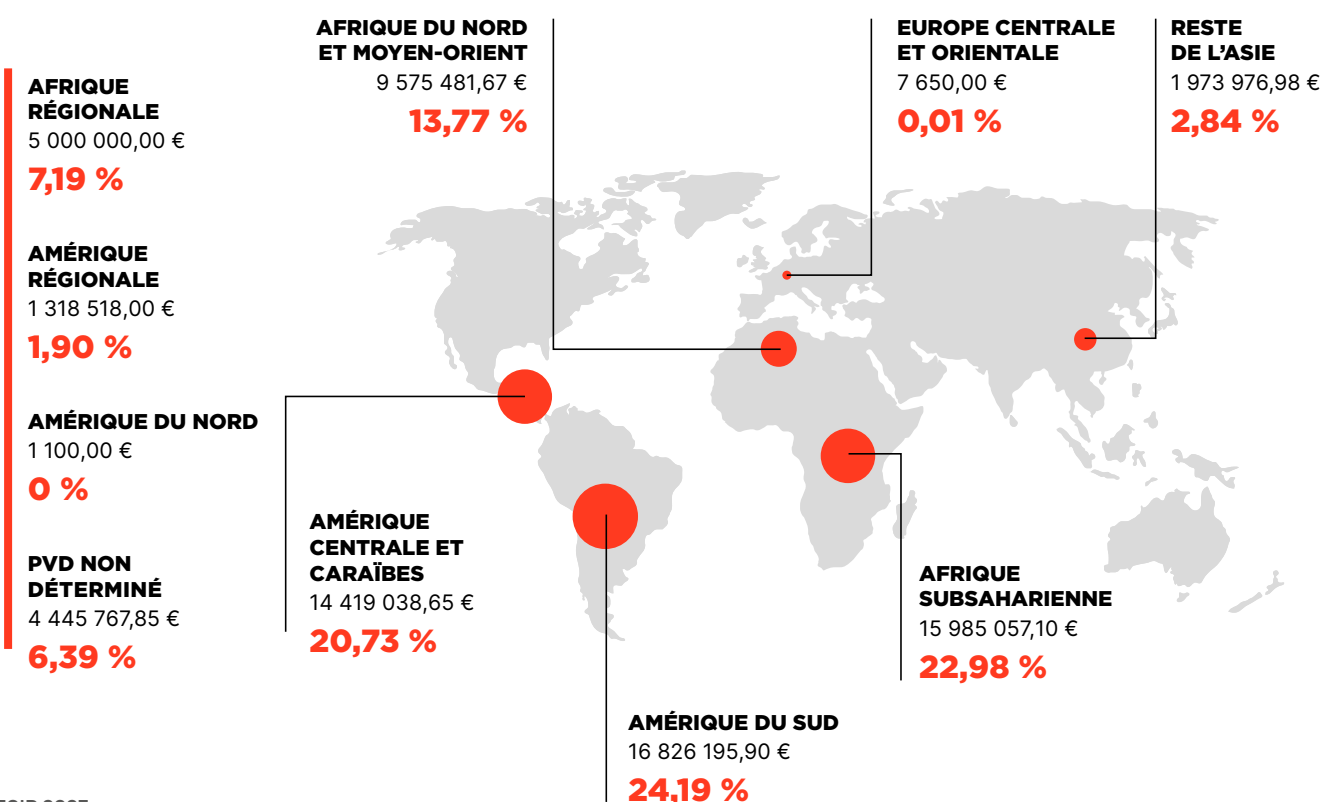
Ce programme transversal et permanent du Centre culturel espagnol au Salvador promeut l'égalité des sexes et la diversité, en luttant contre toutes les formes de violence et de discrimination. En 2023, il a organisé près d'une cinquantaine d'activités, dont l'« Escuela Géneros.a » consacrée à l'afrofémisme et le premier « Festival Géneros.as, Mujeres que hacen música » (Festival Géneros.as, Femmes musiciennes).


PROJET FNUAP

Dans un contexte de crise humanitaire, ce projet visait à répondre aux besoins en matière de santé reproductive et à prévenir la violence sexiste, en accordant une attention particulière aux femmes et aux filles. Il a mis en place des équipes mobiles de santé et des maisons de santé familiales, fournissant des services de prise en charge intégrale de la violence sexiste et touchant plus d'un million de bénéficiaires.

PROGRAMME ELLAS+

Ce programme, sélectionné par l'UE comme bonne pratique en matière de leadership et de participation égalitaire, a financé 14 projets en 2023 pour un montant total de 5 millions d'euros, abordant la question de l'égalité des sexes dans divers pays d'Afrique et d'Amérique latine.

TOTAL ODD 5
69 552 786,15 €
11,09 %


PROGRAMME ELLAS+ PALESTINE



BUDGET

419 228 €



OBJECTIF

Promouvoir la participation pleine et effective des femmes et garantir leur égalité des chances en matière de leadership et de citoyenneté active, en renforçant leur présence dans la prise de décision au sein de la société civile, de la vie économique et sociale dans les territoires palestiniens occupés.

Le projet Ellas+ Palestine 2023, intitulé *Travailler ensemble pour le changement*, a été mis en œuvre dans les camps centraux et les zones méridionales de la **bande de Gaza** (Al Bureij et Khan Younis) pendant une période de 24 mois.

En partenariat avec l'**Association pour la culture et la libre pensée (CFTA)**, le projet a directement bénéficié à **400 femmes**, y compris des femmes handicapées, qui ont reçu une formation pratique adaptée à leurs besoins, un accompagnement personnalisé sous forme de séances de *coaching*, des activités d'apprentissage dynamiques et des espaces pour partager leurs expériences avec d'autres participantes. Ces activités se sont déroulées dans un environnement sûr qui a favorisé la confiance, le développement de compétences spécifiques et la création de réseaux de soutien. De même, **cinq organisations dirigées par des femmes** ont bénéficié d'un accompagnement et d'un soutien afin de renforcer leurs capacités

institutionnelles et d'améliorer leur impact au sein de la communauté. Cette intervention a permis aux participantes d'acquérir les outils nécessaires pour mener leurs propres initiatives et exercer leur leadership dans la défense de leurs droits sociaux, économiques et civils. Cette intervention a permis aux participantes d'acquérir les outils nécessaires pour mener leurs propres initiatives et exercer leur leadership dans la défense de leurs droits sociaux, économiques et civils.

À l'issue du projet, on a constaté une amélioration significative dans la perception que les bénéficiaires avaient d'elles-mêmes en tant qu'agents du changement, capables d'influencer leur environnement et de promouvoir un modèle de leadership inclusif. Un réseau de femmes et d'organisations autonomisées a également été mis en place. Elles continuent à travailler ensemble pour promouvoir l'égalité et la participation dans la bande de Gaza.



PROJETS PHARES



PROGRAMME ELLAS+ MOZAMBIQUE



BUDGET

245 000 €



OBJECTIF

Renforcer les capacités entrepreneuriales de 1 500 filles et 500 jeunes femmes, en améliorant leur estime de soi et leur influence dans les processus socio-économiques et politiques de leurs communautés.

Avec le soutien de la **Fundação para o Desenvolvimento Comunitário (FDC)**, le projet Ellas+ au Mozambique a été mis en œuvre dans les provinces de Nampula et Gaza, pour une durée de 24 mois.

Les bénéficiaires ont suivi des cycles modulaires sur l'entrepreneu-

riat, le leadership et les finances communautaires, qui ont abouti à l'élaboration de plans d'affaires durables et d'activités génératrices de revenus.

Le projet a également encouragé la création d'associations visant à promouvoir la participation active

des jeunes filles à la gouvernance locale. Les bénéficiaires ont participé à des rencontres avec les autorités et les dirigeants communautaires, ce qui a favorisé la reconnaissance de leur rôle dans la défense des droits et la prise de décisions.



PROGRAMME ELLAS+ PÉROU



BUDGET

450 000 €



OBJECTIF

Créer un environnement favorable à la pleine participation des femmes dans toute leur diversité, en promouvant le respect de leurs droits humains et l'exercice de leur autonomie.

Le projet Ellas+ Pérou 2023 a été mené dans les régions d'Apurímac, de Puno et de Lima Métropole pendant une période de 24 mois. Il a été mis en œuvre par la **Coordinadora Nacional de Derechos Humanos (CNDDHH)** en collaboration avec le **Movimiento Manuela Ramos** et **DEMUS**, et a bénéficié à plus de **700 femmes et personnes LGBTQ+** grâce à des processus de for-

mation, d'accompagnement dans le développement de leurs capacités de leadership et de renforcement des réseaux communautaires.

Tout au long de sa mise en œuvre, des dialogues et des forums sur les droits politiques ont été organisés, le débat public sur le harcèlement politique a été encouragé et des propositions ont été présentées

aux autorités locales et régionales afin de favoriser les politiques d'égalité des sexes.

Le projet a contribué à faire connaître l'arrêt historique rendu dans l'affaire **Manta et Vilca**, qui a reconnu la violence sexuelle comme un crime contre l'humanité, créant ainsi un précédent dans toute l'Amérique latine.

PROGRAMME CIUDAD MUJER



BUDGET

350 000 €



OBJECTIF

Prévenir et lutter contre la violence à l'égard des femmes et des filles au Honduras, en renforçant les réseaux intersectoriels et communautaires pour une réponse coordonnée et proche.

Dans le cadre de leur engagement à garantir les droits des femmes et à réduire les inégalités au Honduras, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et le Programme Ciudad Mujer (PCM) ont uni leurs efforts pour lancer le projet « **Renforcement et liaison intersectorielle pour la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes** ».

Avec un investissement de 350 000 euros, l'initiative visait à prévenir et à lutter contre la violence à l'égard des filles, des adolescentes et des femmes en consolidant les **réseaux d'acteurs territoriaux** (RAT) dans les **centres Ciudad Mujer** (CCM) de Tegucigalpa, San Pedro Sula, Choloma, La Ceiba, Juticalpa et Choluteca. Les RAT étaient composés d'institu-

tions publiques, de gouvernements municipaux, du secteur privé, d'organisations de la société civile et d'entreprises privées. Son objectif était de renforcer la participation active et coordonnée de tous les acteurs afin de rapprocher les services intégrés de Ciudad Mujer des communautés ciblées. En complément, des **promotrices communautaires** ont été formées et renforcées afin de promouvoir la prévention et la prise en charge de la violence sexiste.

Face au chiffre alarmant de **386 femmes assassinées en 2023**, soit une mort violente toutes les 23 heures, l'AECID a réaffirmé son engagement indéfectible dans la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Le pro-

jet a mis en évidence l'importance des **partenariats intersectoriels** et du **renforcement des capacités institutionnelles** pour apporter des réponses efficaces à la violence sexiste.

Les résultats obtenus reflètent l'engagement de l'AECID et du programme Ciudad Mujer en faveur de la construction d'une société plus juste et plus égalitaire. Grâce à cet effort, les femmes honduriennes ont bénéficié d'un meilleur accès à des services complets de soutien et de protection, tout en promouvant la possibilité de vivre sans violence ni discrimination.

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène est un besoin humain fondamental et un droit humain fondamental qui a une incidence directe sur la santé et le bien-être des personnes. Cependant, malgré des progrès significatifs, des milliards de personnes dans le monde continuent de ne pas avoir accès à ces services essentiels.

L'ODD 6 est considéré comme un objectif clé en raison de son impact direct sur d'autres objectifs clés tels que la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), l'égalité des sexes (ODD 5), la lutte contre la pauvreté (ODD 1) et l'action climatique. L'eau joue un rôle central dans le développement social, économique et environnemental.

Cet objectif implique non seulement de garantir un accès équitable et abordable à l'eau et à l'assainissement, mais aussi d'**améliorer la qualité de l'eau**, de réduire la pollution, d'encourager la **réutilisation sûre** et de promouvoir la **gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)**. Il exige également la protection des écosystèmes aquatiques, le renforcement de la coopération internationale et la participation accrue des communautés locales.

Dans ce contexte, la Coopération espagnole promeut l'ODD 6 à travers le Fonds de coopération pour l'eau et l'assainissement (FCAS), son principal instrument en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le FCAS a été présenté comme un engagement clé lors de la deu-

xième Conférence mondiale de l'ONU sur l'eau en 2023. Il repose sur une approche de **coopération entre pairs**, dans laquelle les pays bénéficiaires sont traités comme des partenaires et des leaders de leur propre développement.

Les axes de travail du FCAS s'alignent sur les droits humains de l'eau et à l'assainissement, l'égalité des sexes, le respect de la diversité culturelle, la réduction des inégalités territoriales et le renforcement des politiques publiques. Sa stratégie s'articule autour de trois axes :

- > **Au niveau local** : sensibilisation et formation des communautés, création de comités de l'eau et autonomisation des femmes, tant dans la gestion que dans la formation technique.
- > **Au niveau national** : soutien aux ministères et aux agences pour l'élaboration de réglementations, de normes techniques, de politiques et de gouvernance dans le secteur.
- > **Au niveau régional** : promotion des échanges techniques et d'expériences par le biais de **réseaux tels que CODIA ou RALCEA**.

Le FCAS développe également des outils visant à renforcer les capacités :

- > **Un guide** pour appliquer les droits humains à l'eau dans la gestion municipale.
- > **Listes de contrôle** pour appliquer l'approche GIRH et garantir les droits dans les projets.
- > Le **système SISRI**, qui évalue la durabilité des opérateurs d'eau et d'assainissement sur les plans technique, économique, social et environnemental, avec des projets pilotes au Salvador, au Guatemala et au Honduras.
- > **Guides pour la sélection des terrains et des technologies de traitement des eaux usées**, élaborés avec le soutien du CEDEX.

Le FCAS intègre de manière transversale l'**égalité des sexes** et le **respect de la diversité culturelle**, en encourageant la participation des femmes à la gestion de l'eau et l'inclusion active des communautés autochtones. En outre, il donne la **priorité aux zones rurales et périurbaines**, dans le but de réduire les inégalités territoriales et d'améliorer le bien-être des populations les plus vulnérables.



PROJETS PHARES

PROGRAMME SECTORIEL INTÉGRAL POUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT HUMAIN AU NICARAGUA

Ce programme a été mis en place dans 19 villes, améliorant ainsi les conditions de vie de plus de 500 000 personnes. Il a impliqué la construction, l'agrandissement et la réhabilitation d'infrastructures d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, l'amélioration des stations d'épuration des eaux usées et le renforcement institutionnel de l'Entreprise nicaraguayenne des aqueducs et égouts sanitaires (ENACAL), l'entreprise nationale des aqueducs et égouts.

PROGRAMME D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT AU COSTA RICA

Ce programme s'est concentré sur les zones rurales et autochtones du nord du pays. Il a permis à plus de 26 500 personnes de disposer d'un approvisionnement ininterrompu en eau et a contribué à améliorer la santé et les conditions environnementales. Il a également renforcé les associations d'aqueducs (ASADAS) et l'Institut costaricien des aqueducs et des égouts (AyA) afin de garantir la pérennité du service.

ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE EN MATIÈRE D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT RURAL AU SALVADOR

Ce programme comprend des initiatives telles que l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour 3 500 personnes dans la municipalité de Suchitoto en 2023. Le projet

se concentre sur les infrastructures et la protection de l'environnement, avec la plantation d'arbres, la construction de puits d'infiltration et la formation de techniciens en conservation de l'eau.

AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT À MÉRIDA, YUCATÁN, MEXIQUE

Développé dans une région montagneuse où la population indigène Puuc est très présente et où la pauvreté est importante, ce programme prévoit la création de comités de l'eau et l'organisation de réunions communautaires participatives pour le fonctionnement des systèmes. Il cherche à intégrer la vision et les connaissances ancestrales des communautés autochtones dans la gestion de l'eau.

TOTAL ODD 6

22 483 796,68 €

3,59 %

**AMÉRIQUE
RÉGIONALE**
532 000,00 €
2,37 %

**PVD NON
DÉTERMINÉ**
767 987,50 €
3,42 %

**AMÉRIQUE
CENTRALE ET
CARAÏBES**
7 886 652,56 €
35,08 %

**AFRIQUE DU NORD
ET MOYEN-ORIENT**
3 162 181,21 €
14,06 %

**RESTE
DE L'ASIE**
119 000,00 €
0,53 %

**AFRIQUE
SUBSAHARIENNE**
1 785 647,84 €
7,94 %

AMÉRIQUE DU SUD
8 230 327,57 €
36,61 %

EAU ET ASSAINISSEMENT À COMAYAGUA : UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En 2023, le Fonds de coopération pour l'eau et l'assainissement (FCAS) a joué un rôle clé dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les communautés rurales du nord-ouest de la vallée de Comayagua, au Honduras. Des localités telles que Lejamani, Ajuterique, Isla del Triunfo, Ojo de Agua, El Porvenir, Casabeles et Carlos Miranda se trouvaient dans une situation critique : de nombreuses familles ne disposaient pas de latrines et pratiquaient la défécation en plein air, ce qui présentait de graves risques pour la santé et l'environnement. De plus, l'accès à l'eau potable était limité et de nombreuses personnes dépendaient de sources superficielles ou étaient contraintes d'acheter de l'eau à des prix élevés.

Le projet « HND-014-B : Eau et assainissement dans la vallée de Comayagua », dans sa phase complémentaire, a répondu à ces besoins par des solutions concrètes et durables :

- Construction de **140 latrines familiales**.
- Réhabilitation des modules sanitaires dans cinq établissements scolaires.
- Développement de **100 km de réseaux de distribution d'eau**.
- Campagnes de sensibilisation qui ont touché plus de 3 000 personnes.

Ces mesures ont eu un impact direct sur la santé de la population, avec une **réduction des maladies diarrhéiques**, en particulier chez les enfants. Une plus grande sensibilisation à l'**utilisation responsable des ressources en eau** a également été encouragée, en intégrant des composantes environnementales et éducatives.

Le **renforcement des institutions locales** est un aspect central de l'approche FCAS. Dans ce cas, le soutien a été apporté à Aguas de la Sierra de Montecillos (ASM), un opérateur créé en 2019 dans le cadre du même programme. ASM gère l'approvisionnement en eau dans 18 communautés et le réseau d'égouts sanitaires dans plusieurs municipalités. Grâce à l'accompagnement technique de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) et au **jumelage avec l'entreprise municipale des eaux de Séville (EMASESA)**, ASM a bénéficié de conseils professionnels qui lui ont permis de moderniser sa gestion et de promouvoir une gouvernance participative et transparente.

Le FCAS encourage également l'**utilisation d'outils qui renforcent les capacités locales pour une gestion efficace et durable de l'eau**, conformément à l'ODD 6. Parmi celles-ci, on peut citer le Système intégral de durabilité et de renforcement institutionnel (SISRI), les listes de contrôle pour la gestion intégrée de l'eau et les guides techniques pour le traitement des eaux usées, tous basés sur une approche fondée sur les droits humains.

Ce projet dans la vallée de Comayagua est un exemple de la manière dont une **coopération solide, participative et axée sur le renforcement institutionnel** peut générer des changements durables. La combinaison d'**investissements dans les infrastructures, de formations techniques locales et d'aliiances stratégiques** démontre sa capacité à transformer les communautés et à progresser vers l'accès universel à l'eau et à l'assainissement.



BUDGET

Budget global
2 148 910,81 €

Contribution FCAS
2 128 910,81 €



OBJECTIF

Surmonter les problèmes structurels et les lacunes en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement (égouts et traitement des eaux usées) pour la population.

7 ÉNERGIE ABORDABLE ET NON POLLUANTE



13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Les objectifs de développement durable (ODD) 7 et 13 sont étroitement liés dans la lutte contre le changement climatique et la promotion du développement durable. L'ODD 7 vise à garantir l'accès universel à une énergie abordable, fiable, durable et moderne. Dans le même temps, l'ODD 13 appelle à une action climatique urgente, soulignant que le changement climatique met en danger la vie sur la planète.

VERS UNE ÉNERGIE PROPRE ET ABORDABLE

L'accès universel à une énergie abordable, sûre et durable est essentiel au développement, car il a une incidence directe sur l'agriculture, les entreprises, la santé et l'éducation. Malgré les progrès réalisés, des **millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité** ou dépendent de combustibles polluants pour cuisiner.

L'AECID contribue à cet objectif en investissant dans les énergies propres, en améliorant l'efficacité énergétique et en soutenant les infrastructures durables. La vision **Team Europe (TEI)**, qui vise à optimiser les ressources pour un impact durable, a alloué 370 millions d'euros à la **TEI Regional Green Transition en Amérique latine**.

PROMOUVOIR L'ACTION CLIMATIQUE

Le changement climatique représente l'un des défis les plus urgents de notre époque, touchant tous les peuples et tous les continents. Avec des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents et la nécessité urgente de réduire les émissions de gaz à effet de serre de près de moitié d'ici 2030, une action transformatrice est cruciale.

En 2023, l'AECID a réaffirmé son engagement en faveur de l'action climatique, **en allouant plus de 67 millions d'euros à ce domaine dans le cadre de l'aide publique au développement (APD)**.

Les lignes d'action en matière de lutte contre le changement climatique comprennent :

- > **Renforcement de la résilience et de la capacité d'adaptation** aux risques climatiques et aux catastrophes naturelles.
- > **Amélioration de l'éducation et de la sensibilisation** à l'atténuation, à l'adaptation et à la réduction

des effets du changement climatique.

- > **Promotion de mécanismes** visant à renforcer les capacités de planification et de gestion efficaces en matière de changement climatique, en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les communautés marginalisées.

Le **Programme de transition écologique (PROTEC)** de l'AECID, dont le **budget a été porté à 10 millions d'euros en 2023**, se concentre sur les **solutions basées sur la nature** et l'**économie circulaire**. En outre, elle a donné la priorité à la **lutte contre la désertification et la sécheresse**, en consacrant plus de 4 millions d'euros en 2023 à l'Alliance internationale contre la sécheresse (IDRA), un engagement mené par l'Espagne et le Sénégal. L'AECID parraine également la Charte sur le climat et l'action humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), et est signataire de la Déclaration des donateurs sur le climat et l'action humanitaire de l'UE.

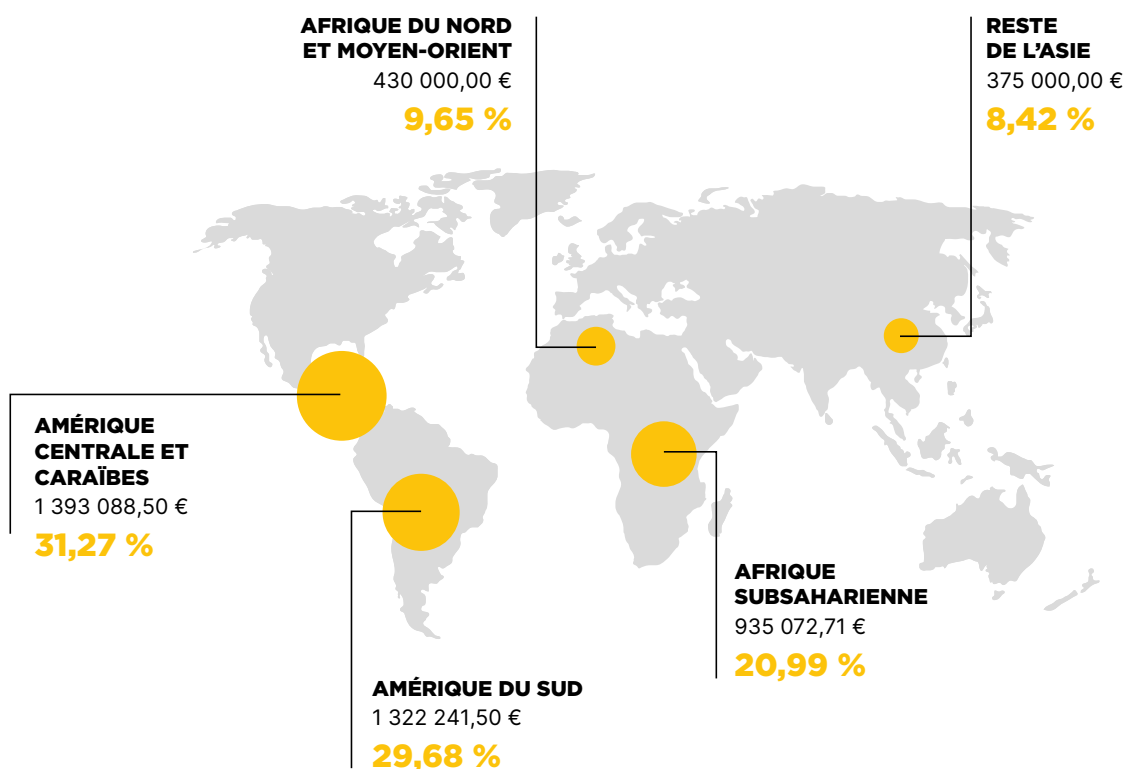


TOTAL ODD 7

4 455 402,71 €

0,71 %

66 Au rythme actuel, on estime qu'environ 660 millions de personnes n'auront toujours pas accès à l'électricité en 2030.



PROJETS PHARES



RECYCLAGE INCLUSIF POUR LA GESTION DES DÉCHETS

Mis en œuvre par FUNDEMAS, ce projet a sensibilisé et équipé les recycleurs et les centres de collecte au **Salvador**, permettant de récupérer plus de 18 573 tonnes de matériaux recyclables et de **réduire les émissions de CO² de 53 492 tonnes**. Il contribue ainsi à dynamiser l'économie locale et à réduire la pollution environnementale, en favorisant un modèle d'économie circulaire.

AGRICULTURE INNOVANTE DANS LE DÉSERT ÉGYPTIEN

Cette initiative promeut l'agriculture dans les zones désertiques en utilisant des **techniques écologiques et conventionnelles, associées à des pratiques innovantes**. Il met l'accent sur la gestion efficace de l'eau, la sélection de cultures intelligentes sur le plan climatique et l'optimisation de l'utilisation des sols.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE À PARTIR DE SOURCES RENOUVELABLES À PALAWAN

Ce projet illustre clairement le soutien apporté par l'AECID au développement des énergies propres. Il se concentre sur la fourniture d'électricité à partir de sources renouvelables dans la province de **Palawan**, contribuant ainsi à l'accès à des services énergétiques modernes et durables.

OPÉRATION DE SOUSCRIPTION DE TITRES DE CRÉANCE DE KUALI

Une opération financière pouvant atteindre 50 millions d'euros destinée à soutenir les entreprises innovantes et les petits prestataires de services financiers. Son objectif est de transformer ses modèles économiques et ceux de ses prêteurs (micro, petites et moyennes entreprises et petits agriculteurs) vers des modèles plus écologiques, durables et inclusifs, conformes aux meilleures pratiques climatiques, en favorisant les économies à faibles émissions de carbone et en renforçant la résilience climatique en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Inde.

TOTAL ODD 13

8 947 563,49 €
1,43 %

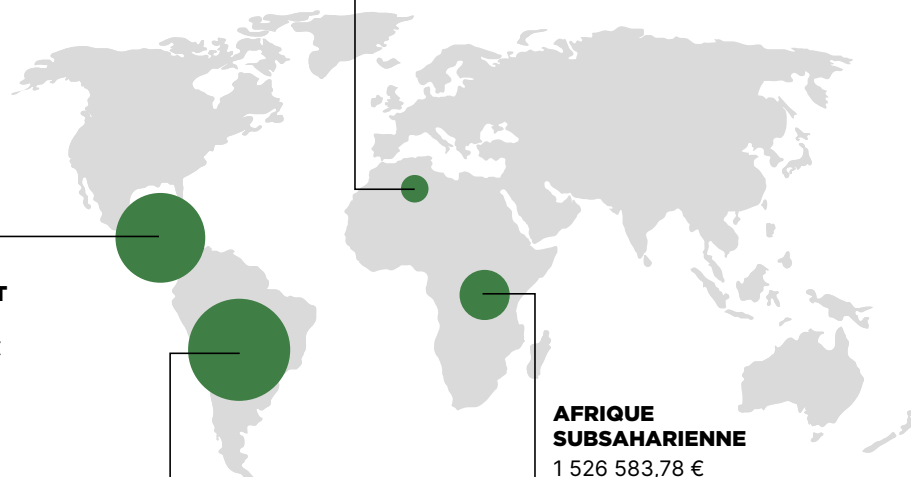
AMÉRIQUE RÉGIONALE
360 000,00 €
4,02 %

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT
231 000,00 €
2,58 %

AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES
3 102 952,71 €
34,68 %

AMÉRIQUE DU SUD
3 727 027,00 €
41,65 %

AFRIQUE SUBSAHARIENNE
1 526 583,78 €
17,06 %



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCLUSIF ET DURABLE



Cet objectif vise non seulement à maintenir une croissance économique adéquate par habitant, mais aussi à accroître la productivité grâce à l'innovation et à la diversification, à encourager l'esprit d'entreprise, la créativité et la formalisation des micro et petites entreprises, et à garantir l'accès aux services financiers.

Parmi les défis persistants figurent le taux élevé de chômage des jeunes, la persistance du travail informel, l'écart salarial entre les sexes et la nécessité de créer des environnements de travail sûrs et protégés.

Dans ce contexte, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) a démontré son engagement ferme envers l'ODD 8, en l'intégrant dans ses stratégies et ses projets à travers diverses modalités de coopération ; en donnant la priorité à la création d'emplois décents et au soutien à l'entrepreneuriat et au renforcement économique, avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes.

Le **FONPRODE**, son principal instrument financier, actuellement en cours de transformation en **Fonds espagnol pour le développement durable (FEDES)**, a géré un porte-

feuille d'environ 518 millions d'euros dans 67 pays, canalisant des fonds par le biais de crédits, de microfinancements et d'investissements à impact social afin d'éradiquer la pauvreté et de réduire les inégalités.

Dans ce cadre, l'AECID a alloué des ressources importantes à des **opérations avec les secteurs privé et public**. Par exemple, des prêts ont été approuvés pour améliorer l'accès aux services financiers pour les micro, petites et moyennes entreprises, et une dette de 50 millions d'euros a été acquise dans le fonds KUALI afin de soutenir plus de 300 000 petits agriculteurs et 15 000 micro-PME en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Inde, en promouvant des modèles commerciaux plus durables et inclusifs. Une aide technique de 9,5 millions d'euros a également été autorisée afin de promouvoir le développement durable des entreprises et la tran-

sition vers des économies à faible intensité de carbone. L'Agence a également renforcé sa collaboration avec l'Union africaine par l'intermédiaire de l'AUDA-NEPAD, en apportant 5 millions d'euros pour des programmes de développement des capacités destinés aux jeunes et aux femmes, le financement d'incubateurs d'entreprises et l'inclusion socio-économique. En outre, la coopération sectorielle de l'AECID, y compris son programme de **transition écologique (PROTEC)**, a augmenté son budget à 10 millions d'euros en 2023, en abordant les solutions innovantes et l'économie circulaire qui génèrent de la valeur et des emplois. Les appels à projets de l'AECID pour la formation, la création artistique et la promotion de l'espagnol ont également un impact sur l'ODD 8, en encourageant la formation du capital humain et l'emploi des jeunes Espagnols.

PROJETS PHARES


**AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE
DES FEMMES ET DES JEUNES AU
CAP-VERT**

Le projet a favorisé l'inclusion et l'autonomisation des femmes et des jeunes en leur donnant accès à des emplois décents et à la protection sociale, en mettant l'accent sur la formalisation du travail domestique. Il a proposé des formations dans des domaines tels que la pâtisserie, l'esthétique et les soins de base, distribué des kits d'entrepreneuriat et, dans certains cas, atteint un taux d'insertion professionnelle de 100 %.

**PROMOTION DE L'EMPLOI DANS
LES INDUSTRIES CULTURELLES
DANS LES PALOP ET AU TIMOR
ORIENTAL**

Le programme a formé des professionnels au financement, aux bonnes pratiques et au conseil pour les projets culturels, ce qui a permis de créer des associations de gestionnaires culturels au Timor oriental et à Sao Tomé-et-Principe.

**INSERTION PROFESSIONNELLE
DES FEMMES ET DES PERSONNES
ISSUES DE LA COMMUNAUTÉ
LGBTIQ+**

Le projet, mené en collaboration avec des entreprises espagnoles, offre un hébergement, un soutien socio-émotionnel et un emploi décent aux femmes et aux personnes LGBTIQ+ réfugiées victimes de violence au Mexique, favorisant ainsi leur stabilité et leur développement personnel.

**SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE AU SÉNÉGAL**

Le projet vise à réduire la pauvreté au Sénégal en intégrant les femmes, les jeunes et les hommes dans des chaînes de valeur durables, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire, d'augmenter les revenus des petits producteurs et de créer des emplois stables dans les zones rurales.

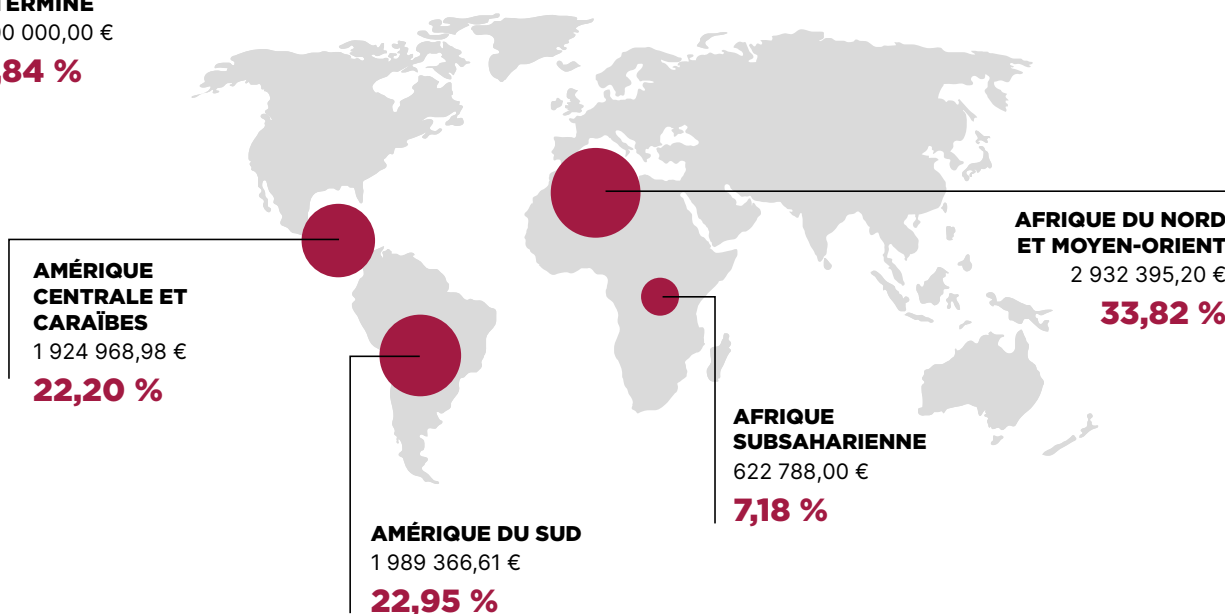
**SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT
AGRICOLE AU MOZAMBIQUE**

Mis en œuvre par CESAL, le projet a amélioré la sécurité alimentaire et les revenus ruraux grâce à l'agroécologie, en favorisant l'autonomisation des femmes par leur intégration dans des structures organisationnelles et le renforcement de leurs capacités de production.

TOTAL ODD 8

8 669 518,79 €
1,38 %

**PVD NON
DÉTERMINÉ**
1 200 000,00 €
13,84 %



10 RÉDUCTION DES INÉGALITÉS



L'ODD 10 vise à renforcer et promouvoir l'inclusion sociale, économique et politique de tous, en éliminant les lois et pratiques discriminatoires et en encourageant des politiques fiscales, salariales et de protection sociale plus équitables. En outre, il propose d'améliorer la représentation des pays en développement dans les institutions économiques et financières internationales et de faciliter une migration ordonnée et sûre, en s'attaquant aux causes profondes qui poussent des millions de personnes à rechercher une vie meilleure.

L'AECID a concentré ses efforts sur l'ODD 10 sur plusieurs fronts, en donnant la priorité aux groupes les plus vulnérables et en encourageant l'inclusion dans toutes ses dimensions.

➤ **Approche transversale du genre et de l'inclusion** : l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, des filles et des adolescentes constituent un élément distinctif de la coopération espagnole, transversal à la plupart de ses interventions. En 2023, près de 30 millions d'euros ont été consacrés à des interventions humanitaires intégrant l'égalité des sexes. Des efforts ont également été déployés pour prévenir et lutter contre la violence sexiste, renforcer les droits économiques et la participation politique des femmes dans diverses régions telles que la Palestine, la Jorda-

nie, l'Égypte, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie et les Philippines.

➤ **Aide aux personnes déplacées de force et aux personnes handicapées** : l'AECID a donné la priorité à la protection et à l'aide aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et aux apatrides, en y consacrant près de 25,9 millions d'euros en 2023, dépassant ainsi son engagement de 10 % de l'aide humanitaire. L'inclusion des personnes handicapées, des peuples autochtones et des communautés afro-descendantes a été activement soutenue, conformément à la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées.

➤ **Renforcement institutionnel et gouvernance inclusive** : consciente que la lutte contre les inégalités passe par le renforcement des institutions et la garantie d'un accès à la justice pour tous, l'AECID a mis

en place des programmes visant à améliorer la gestion publique et la démocratie. Cela comprend la formation des fonctionnaires dans les pays partenaires, en soutien à l'ODD 16 (Paix, justice et institutions efficaces), qui contribue directement à la réduction des inégalités.

➤ **Promotion de l'emploi et des opportunités économiques** : la création d'emplois décents, le soutien à l'entrepreneuriat et à l'économie sociale sont des piliers essentiels pour réduire les inégalités économiques. L'AECID a mis un accent particulier sur la création d'opportunités pour les femmes et les jeunes, en particulier dans les secteurs culturel et agricole.



PROJETS PHARES

PROJET HIAS DANS LE DARIÉN

Dans le but d'améliorer les conditions de vie des migrants et des réfugiés, ce projet a fourni une aide humanitaire et créé des espaces sûrs le long des routes migratoires entre la Colombie, le Panama et le Costa Rica. De même, les risques de violence sexiste ont été atténués et un soutien psychosocial et juridique a été apporté à des milliers de personnes vulnérables, dépassant ainsi les objectifs fixés en matière de prise en charge de la violence sexiste et de santé mentale.

PROJET « GENEROS.AS »

Dirigé par le Centre culturel espagnol au Salvador, ce programme transversal et permanent a promu l'égalité des sexes et la diversité, en offrant des espaces sûrs d'expression, de réflexion et de débat. Le projet met en lumière et combat l'injustice, les inégalités et la violence à l'égard des femmes, des filles et de la communauté LGTBIQ+.

PROGRAMME DE FORMATION MÉDICALE SPÉCIALISÉE

Dans des pays tels que le Niger, le Mali, le Mozambique, l'Éthiopie et la Guinée équatoriale, l'AECID a soutenu l'accès universel aux systèmes de santé, en renforçant les capacités et en mettant en œuvre des programmes de santé sexuelle et reproductive. Cette formation et ce soutien visent à réduire les inégalités dans l'accès aux services de santé essentiels.

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DES JEUNES AU CAP-VERT

Ce projet a joué un rôle essentiel dans la construction d'une société plus juste et plus inclusive. Des formations ont été dispensées dans des domaines tels que la pâtisserie, l'esthétique, la couture et l'hygiène pour les employées de maison, permettant de former 300 personnes et d'insérer sur le marché du travail un pourcentage élevé de participantes.

PROGRAMME AGRO-EMPLOI

Ce projet a amélioré la sécurité alimentaire, les revenus ruraux et l'autonomisation des femmes à Matutuine, au Mozambique. Grâce à la formation technique et à la promotion de pratiques agroécologiques, il a intégré les agricultrices dans les processus décisionnels, favorisant ainsi leur autonomie économique.

TOTAL ODD 10

5 746 247,54 €

0,92 %

AMÉRIQUE RÉGIONALE

531 200,00 €

9,24 %

AFRIQUE RÉGIONALE

11 616,00 €

0,20 %

PVD NON DÉTERMINÉ

145 404,04 €

2,53 %

AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES

1 137 818,00 €

19,80 %

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1 744 472,11 €

30,36 %

AMÉRIQUE DU SUD

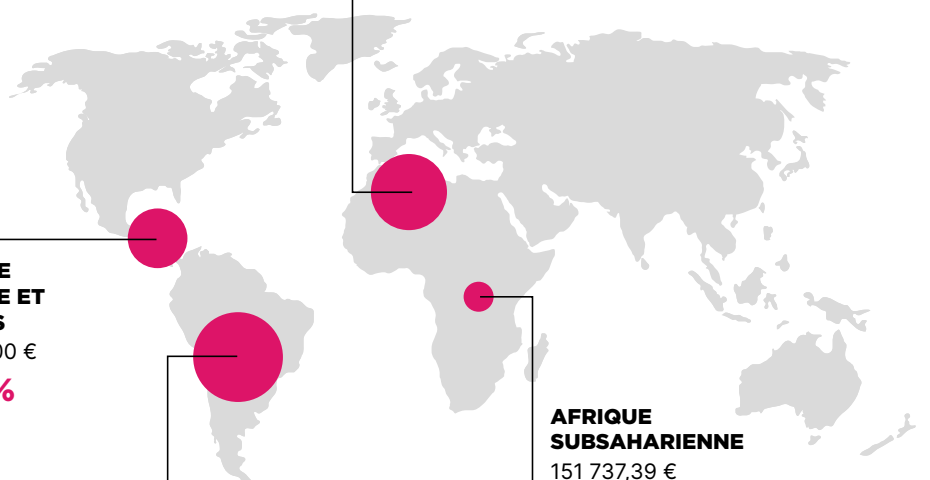
2 024 000,00 €

35,22 %

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

151 737,39 €

2,64 %



16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



Cet objectif vise à promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, à faciliter l'accès à la justice pour tous et à mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux. Les conflits violents, l'insécurité, les violences sexuelles, la criminalité, l'exploitation et la torture sont des phénomènes généralisés qui entravent le progrès. Il est donc essentiel de réduire la violence, de lutter contre la corruption, de diminuer les flux financiers et les flux d'armes illicites, et d'encourager une participation inclusive.

En 2023, l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) a démontré son engagement ferme en faveur de la réalisation de l'ODD 16, en intégrant ses principes dans diverses lignes d'action et projets à l'échelle mondiale.

➤ **Renforcement institutionnel et gouvernance** : l'AECID a promu des programmes visant à renforcer les administrations publiques et la démocratie dans différentes régions. Cela comprenait le soutien à l'amélioration de la gestion publique et de la transparence, la systématisation des processus et l'élaboration de codes de conduite pour les associations judiciaires au Mozambique. Au Sénégal, le soutien au système d'état civil s'est poursuivi afin d'améliorer la couverture de l'enregistrement des naissances, un aspect essentiel pour garantir l'identité juridique.

➤ **Réduction de la violence et protection des droits humains** : l'action humanitaire espagnole, coordonnée par le Bureau d'action humanitaire (OAH), a mis un accent particulier sur la Palestine en réponse à la catastrophe humanitaire, en augmentant le financement et en menant des actions de plaidoyer auprès du Conseil de l'Union européenne afin d'aborder la crise de manière globale et cohérente. La priorité a été donnée à la protection et à l'aide aux personnes en situation de mobilité forcée, avec un enveloppe de près de 25,9 millions d'euros. En Ukraine, l'aide humanitaire s'est poursuivie, notamment dans le cadre d'un projet de déminage axé sur le lien entre humanitaire, développement et paix.

➤ **Inclusion et participation sociale** : l'AECID a œuvré activement pour promouvoir la pleine participation des groupes les

plus vulnérables, tels que les personnes handicapées, les personnes LGBTQI+, les peuples autochtones et les communautés afro-descendantes. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, des filles et des adolescentes ont été des éléments transversaux et prioritaires dans de nombreuses actions.

➤ **Lutte contre la corruption et la criminalité organisée** : un aspect direct de l'ODD 16 est la réduction significative de la corruption et des pots-de-vin. Au Mozambique, l'AECID a continué à soutenir le projet « Soutien à la lutte contre la corruption », en renforçant les capacités des institutions judiciaires et de la société civile. En Égypte, nous avons collaboré avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans la lutte contre la traite des êtres humains.

PROJETS PHARES


SOUTIEN À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU MOZAMBIQUE

Doté d'un budget de 9 millions d'euros, ce projet vise à renforcer les capacités des institutions judiciaires et de la société civile à lutter contre la corruption. Des diagnostics des risques de corruption ont été réalisés, des activités de formation ont été organisées, la transparence institutionnelle a été améliorée et la participation de la société civile et des médias à la surveillance et au signalement des cas a été encouragée.

SOUTIEN À LA GOUVERNANCE LOCALE ET AUX ALLIANCES TERRITORIALES À NGÂBE BUGLÉ

Ce projet a permis de former des fonctionnaires municipaux et des juges de paix à la médiation communautaire et aux droits humains, et d'améliorer les installations sanitaires et d'approvisionnement en eau, contribuant ainsi à une gouvernance inclusive et à la réduction des inégalités dans l'une des zones les plus vulnérables du Panama.

MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE AU MAROC

Ce projet était axé sur le renforcement institutionnel de la Direction générale de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion (DGA-PR), en améliorant le système de classification et de traitement des détenus, leur réinsertion et le système de travail pénitentiaire.

PROJET « JUSTICE ET SOCIÉTÉ » AUX PHILIPPINES

Doté d'un budget de 6 millions d'euros, ce projet vise à mettre en place un environnement de gouvernance démocratique propice à une transition pacifique dans la région autonome du Bangsamoro, dans le Mindanao musulman. Il contribue à renforcer les capacités des trois pouvoirs du gouvernement du Bangsamoro afin de promouvoir la bonne gouvernance et la mise en œuvre efficace des politiques.

TOTAL ODD 16

60 174 023,87 €
9,60 %
AMÉRIQUE RÉGIONALE

12 776 246,47 €

21,23 %
AFRIQUE RÉGIONALE

200 000,00 €

0,33 %
PVD NON DÉTERMINÉ

1 432 515,46 €

2,38 %
AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

13 137 812,97 €

21,83 %
EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

1 500 000,00 €

2,49 %
RESTE DE L'ASIE

7 509 701,46 €

12,48 %
AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES

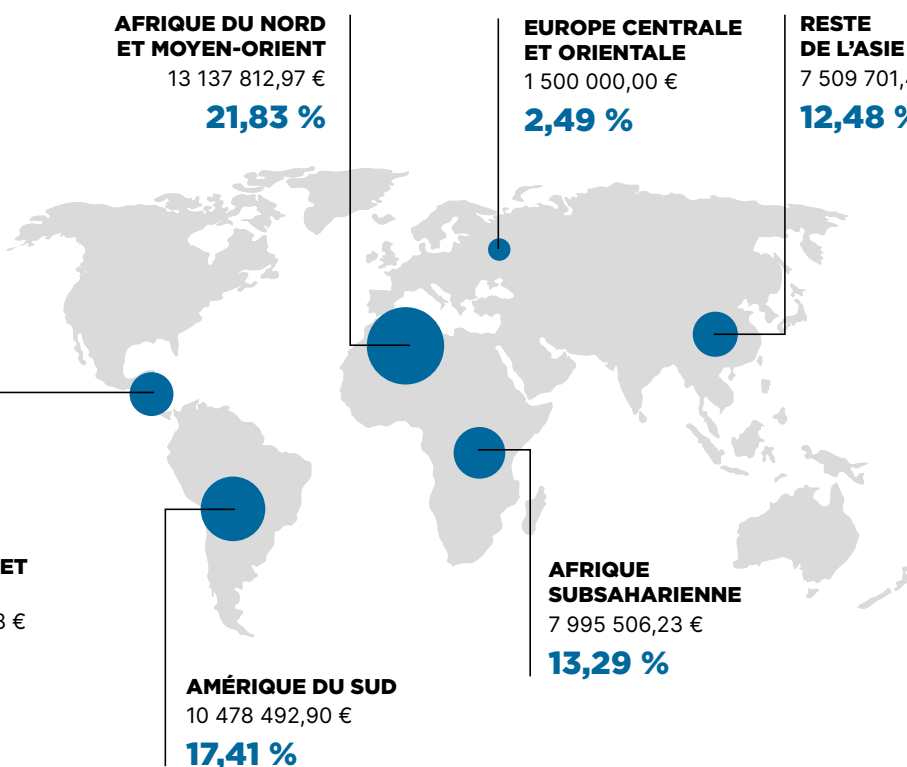
5 143 748,38 €

8,55 %
AMÉRIQUE DU SUD

10 478 492,90 €

17,41 %
AFRIQUE SUBSAHARIENNE

7 995 506,23 €

13,29 %




INNOVATION ET GÉNÉRATION DE CONNAISSANCES POUR FAIRE FACE À LA CRISE DÉMOCRATIQUE EN AMÉRIQUE CENTRALE



BUDGET

Budget global
333 944 €



OBJECTIF

Promouvoir des sociétés pacifiques, inclusives et dotées d'institutions responsables en Amérique centrale, grâce à la production de connaissances, à l'analyse interdisciplinaire et à des propositions innovantes qui aident à comprendre la crise démocratique et à promouvoir des processus de transformation sociale durable.

Cette activité, menée par l'**Université Complutense de Madrid**, la **Fondation Université Loyola Andalousie** et la **Fondation ETEA pour le développement et la coopération**, s'inscrit dans le cadre du **Réseau Initiative Amérique centrale – RED ICA** visant à soutenir les tendances démocratiques et les transformations sociales inclusives et durables en Amérique centrale, en générant de nouvelles interprétations, connaissances et propositions sur la réalité sociopolitique de la région et de chacun des pays, en identifiant les nouveaux acteurs et mécanismes de soutien et d'influence politique, ainsi que les discours qui légitiment leur action publique.

Elle implique l'organisation de **webinaires**, de **réunions virtuelles et présentielles**, la **réalisation d'études et de publications**, ainsi que la **mise en place d'un cours de formation sur l'Amérique centrale** dispensé par des professeurs membres du réseau.

Les analyses en économie politique et en sciences sociales, avec une approche interdisciplinaire et comparative régionale, sont indispensables pour formuler des propositions sur l'action des acteurs internationaux, notamment la **coopération espagnole et européenne**, et pour soutenir des processus de démocrati-

sation et de transformation sociale inclusifs et durables. De nouveaux acteurs, de nouveaux processus d'action publique et de nouveaux récits sont identifiés, ce qui permettra aux acteurs internationaux de définir des aides plus ciblées et plus efficaces.



17 PARTENARIATS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS



Cet objectif reconnaît que la réalisation des objectifs mondiaux n'est pas une tâche qui peut être abordée de manière isolée par un seul pays ou acteur. Il nécessite des alliances inclusives fondées sur des principes, des valeurs et des objectifs communs, qui accordent la priorité aux personnes et à la planète.

En 2023, l'AECID s'impose comme un acteur clé du développement durable et de l'action humanitaire, s'appuyant sur un vaste réseau d'alliances stratégiques pour accroître l'impact et l'efficacité de ses interventions.

Dans le domaine des **partenariats multilatéraux**, l'AECID joue un rôle actif et engagé au sein du système des Nations Unies, **collaborant avec 18 organismes et 42 lignes d'action à caractère multilatéral**. L'engagement envers l'**Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient**, par exemple, s'est traduit par un soutien substantiel à l'aide humanitaire et sociale aux réfugiés palestiniens, y compris des services essentiels tels que l'éducation et la santé. La collaboration avec le **Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)** s'est concentrée sur l'éradication des mutilations génitales féminines, la prévention de la violence sexiste et la promotion des droits sexuels et reproductifs, avec des projets importants dans des pays tels que l'Afghanistan. Avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, nous avons soutenu la pro-

tection de l'enfance et l'inclusion sociale, ainsi que l'élargissement des possibilités d'éducation pour les adolescents, en particulier les filles, dans des contextes vulnérables. Le **Programme des Nations Unies pour le développement** a été un allié dans le renforcement de la gouvernance démocratique et de l'action climatique. D'autres organismes tels que l'**OCHA**, le **HCR**, la **FAO**, l'**OMS**, l'**OIM**, l'**OIT**, la **CEPALC**, **ONU-HABITAT** et le **PAM** ont également bénéficié d'un soutien crucial dans des domaines allant de la coordination humanitaire et de la sécurité alimentaire à la santé universelle et aux droits du travail.

Au-delà du système des Nations Unies, l'AECID a étendu son **soutien à des fonds et des initiatives mondiaux spécialisés**, démontrant son engagement en faveur de la santé mondiale en contribuant à des fonds tels que celui de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le Fonds pandémies, GAVI (Alliance pour les vaccins) et CEPI (Coalition pour l'innovation en matière de réponse aux pandémies), en participant activement à leurs conseils d'administration. Les efforts en ma-

tière d'adaptation au changement climatique ont également été renforcés et des programmes dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de l'éducation ont été soutenus dans les pays en développement.

Par ailleurs, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a reçu un soutien pour faire face à de multiples situations d'urgence, notamment des catastrophes naturelles telles que des tremblements de terre et des cyclones. Pour sa part, le **Comité international de la Croix-Rouge (CICR)** collabore à des actions de protection et d'aide humanitaire dans des contextes de conflit, en apportant son aide, entre autres, dans les camps de réfugiés sahraouis.

L'AECID a coordonné une réponse humanitaire solide à travers des **accords bilatéraux et géographiques**, agissant rapidement et efficacement face à diverses crises. En **Turquie et au Maroc**, elle a déployé l'équipe **START** après les tremblements de terre, fournissant des soins médicaux et des services

de base aux populations touchées. Dans le même temps, elle a renforcé son engagement envers la **Palestine** en soutenant l'accès à la justice pour les femmes et en aidant les groupes particulièrement vulnérables. Dans la région du **Sahel**, elle a alloué des ressources importantes pour faire face à la crise alimentaire, tout en encourageant les interventions dans les domaines de l'éducation et de la protection. Cette action globale s'est également étendue aux camps de réfugiés sahraouis, où un soutien a été apporté en matière de sécurité alimentaire, de santé et d'éducation. De même, en réponse aux crises en **Syrie** et en **Ukraine**, l'AECID a concentré ses efforts sur l'aide aux personnes déplacées, la protection des droits, la préparation à l'hiver et la promotion de l'égalité des sexes.

La collaboration de l'AECID en **Amérique latine et dans les Caraïbes** s'est concentrée sur le lien entre humanitaire, développement et paix, la résilience climatique et l'égalité des sexes, avec des projets phares tels que l'aide aux migrants dans le Darién, l'inclusion des femmes et des personnes LGTBI+ réfugiées au Mexique, le recyclage inclusif au Salvador et le renforcement de l'accès à la justice en Bolivie.

En **Afrique subsaharienne**, l'AECID a renforcé les alliances régionales afin de promouvoir l'autonomisation des femmes et des jeunes, et a soutenu des initiatives clés dans des pays tels que le Mozambique, le Mali, l'Éthiopie, le Sénégal et le Cap-Vert, axées sur la santé, la nutrition, l'agriculture, la gouvernance, la lutte contre la corruption et l'autonomie économique des femmes.

L'AECID a concentré son action dans le **monde arabe et en Asie** à travers des initiatives en matière de genre, de développement durable et de renforcement institutionnel. Ces initiatives ont mis en avant des projets en Tunisie et au Maroc en faveur des femmes, de l'entrepreneuriat et du développement rural ; en Égypte et en Jordanie, dans les domaines de l'économie verte, de la santé et des droits des femmes ; et aux Philippines, dans les processus de paix axés sur le genre et la protection des femmes autochtones.

La **collaboration avec le secteur privé et la société civile** est essentielle. L'AECID renforce sa collaboration en soutenant les ONGD, en nouant des alliances avec des entreprises et des fondations afin de **favoriser le développement économique, culturel et éducatif**, ainsi qu'en créant des syner-

gies avec la communauté scientifique et les médias afin de promouvoir la connaissance et un journalisme de qualité. Parallèlement, les initiatives institutionnelles et de coordination ont contribué à renforcer l'efficacité de l'agence. Au cours de la **présidence espagnole du Conseil de l'UE**, plus de 150 activités culturelles ont été organisées et la Conférence européenne sur la diplomatie scientifique a été coorganisée. En outre, le réseau des ambassades et des centres culturels de la coopération espagnole s'est élargi avec de nouveaux bureaux, renforçant ainsi sa présence et son interaction culturelle. La consolidation des **Team Europe Initiatives** (TEI), qui ont mobilisé des ressources importantes en Amérique latine, dans les Caraïbes, en Afrique et en Asie, a démontré l'engagement de l'Espagne en faveur d'un développement humain et économique inclusif.



Au niveau européen, l'AECID a participé activement au **Practitioners' Network**, un réseau créé en 2007 pour permettre aux agences de coopération de partager leurs expériences et leurs bonnes pratiques, dans le but de mener une action plus coordonnée et plus cohérente. Dans cet espace, l'AECID, en collaboration avec l'agence allemande GIZ, a dirigé la **Task Force Team Europe**, dont l'objectif était de faciliter les échanges entre les membres du réseau et l'Union européenne sur la mise en œuvre de l'approche Team Europe et l'application durable de l'initiative Global Gateway.

TOTAL ODD 17

3 700 085,39 €

0,59 %

AMÉRIQUE RÉGIONALE

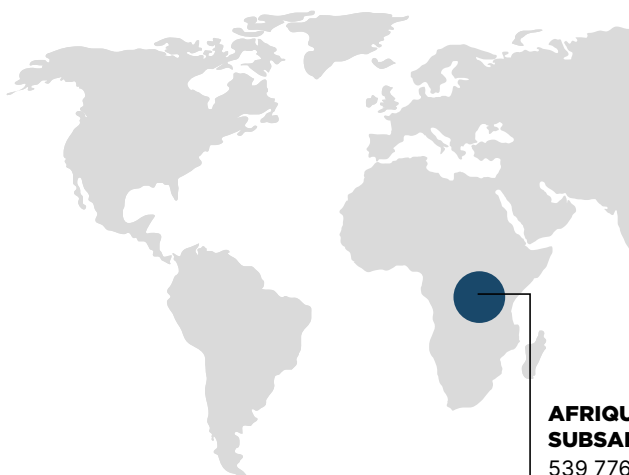
1 060 309,00 €

28,66 %

PVD NON DÉTERMINÉ

2 100 000,00 €

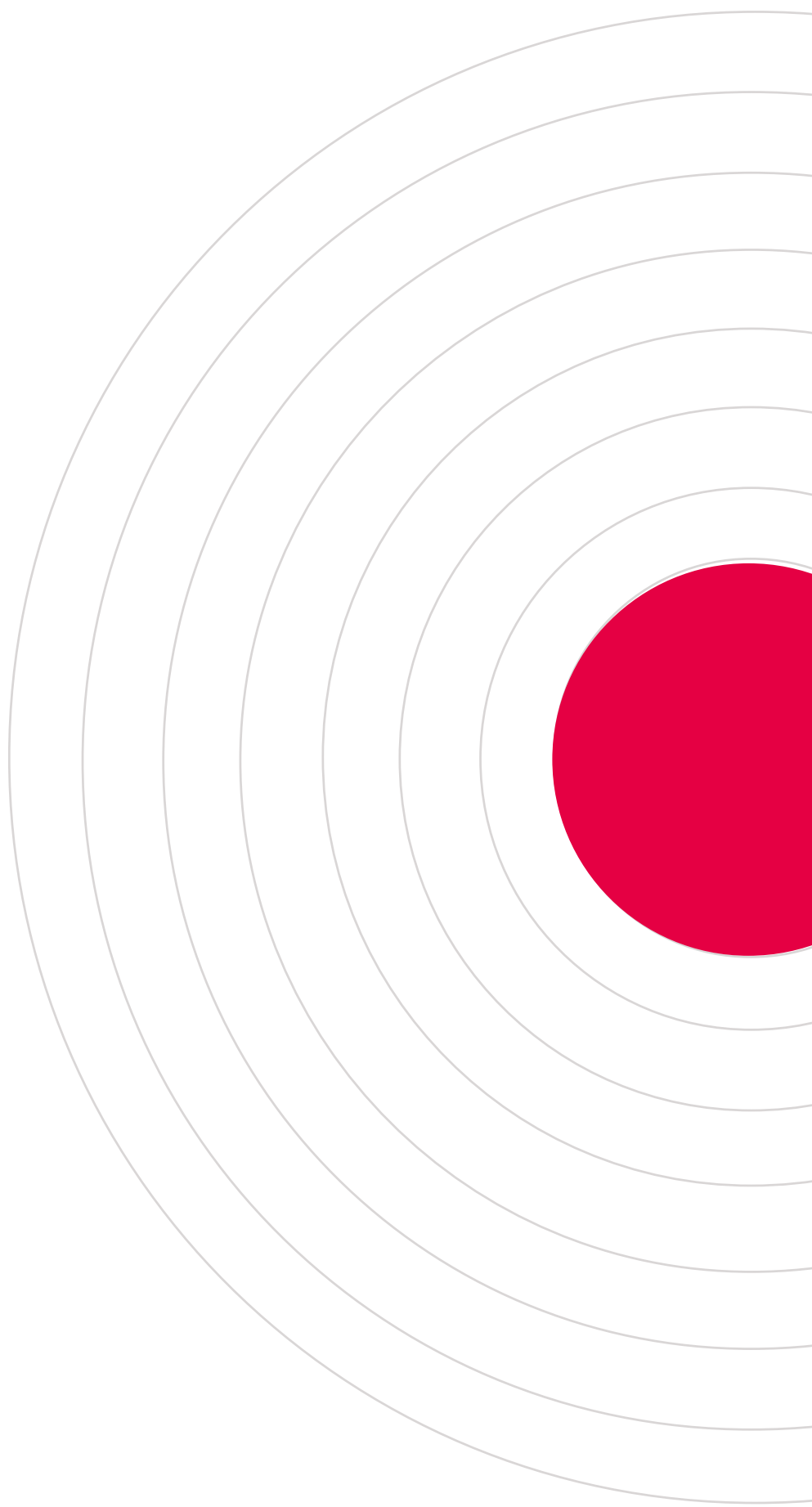
56,76 %

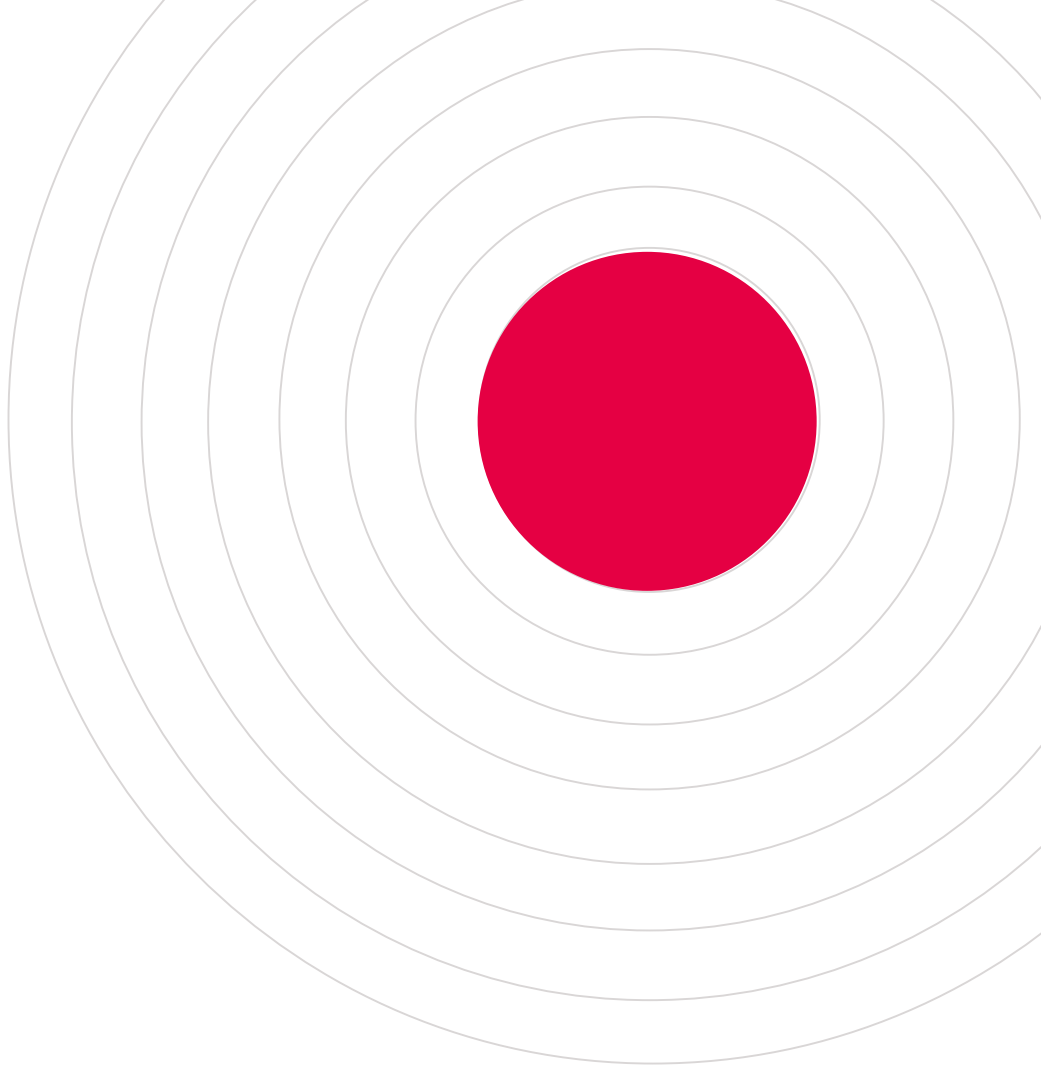


AFRIQUE SUBSAHARIENNE

539 776,39 €

14,59 %





RAPPORT AECID 2023

Ministère des Affaires étrangères,
Union européenne et coopération.
Agence espagnole de coopération
internationale pour le développement.
Langue(s) : français.

COORDINATION

Division Communication et Réseaux AECID /
Cabinet technique

RÉDACTION ET CONCEPTION

Empiezapori S.L.

LES CONTENUS DU RAPPORT SONT

© Pour cette édition : Agence
espagnole de coopération
internationale pour le développement

© Pour les images : AECID
(sauf celles pour lesquelles
un autre auteur est indiqué)

© AECID 2025

NIPO : 109-25-044-X

**Catalogue général des
publications officielles :**
<https://cpage.mpr.gob.es>

Gratuit / Unitaire / En ligne / pdf

